

Le Régime matrimonial de Droit commun et les Tendances contemporaines

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 7 Novembre 1934, à 10 heures

PAR

Edmond MEYER

ATTACHÉ STAGIAIRE AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Président : M. LOUIS-LUCAS, Professeur.

Suffragants { *M. CHEVRIER, Professeur.*
 { *M. FLOUR, Chargé de Cours.*

✱

PARIS

LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais - Palais Royal

1934

Le Régime matrimonial de Droit commun et les Tendances contemporaines

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 7 Novembre 1934, à 10 heures

PAR

Edmond MEYER

ATTACHÉ STAGIAIRE AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Président : M. LOUIS-LUCAS, Professeur.

Suffragants { *M. CHEVRIER, Professeur.*
M. FLOUR, Chargé de Cours.

PARIS

LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais - Palais Royal

1934

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



PRÉFACE

Le Code Civil Français a plus d'un siècle et quart d'existence. Conçu pour une Société bien différente de la nôtre, il n'a subi que peu de modifications depuis sa promulgation, tandis que des bouleversements de toute nature transformaient profondément les conditions économiques et sociales de la vie. L'évolution de notre législation civile est à peine commencée, et c'est ainsi que notre droit privé ne se trouve plus en harmonie avec les besoins modernes.

Le Code Civil est par excellence la loi de tous, celle où chacun doit pouvoir vivre et se mouvoir à l'aise. Ses règles, particulièrement en ce qui concerne les droits de famille et les rapports de fortune entre époux, nous apparaissent injustes parce qu'elles ne consacrent pas les solutions équitables qui s'imposent, en raison de l'évolution des idées et des mœurs.

Notre régime matrimonial légal ne répond plus certainement aux nécessités complexes de la vie contemporaine.

En 1804, ce régime s'adaptait à peu près aux nécessités d'une société essentiellement agricole et propriétaire foncière. On connaissait, certes, la femme commerçante et, pour elle, le législateur avait stipulé des conditions particulières. Mais, au cours du siècle dernier, nous avons assisté à une évolution profonde du rôle économique et social de la femme. Celle-ci, en raison des dif-

ficultés croissantes de l'existence, a dû avoir souvent une occupation; par son travail, elle s'est affranchie, et sa personnalité s'est dégagée. Le mariage, lui-même, s'est modifié, grâce à une conception différente des rapports conjugaux.

D'un autre côté, les relations sociales ont évolué ; les transactions se sont multipliées ; des droits nouveaux sont nés, créant chaque jour des situations que n'avaient pu prévoir les rédacteurs du Code Civil. En même temps, la fortune mobilière s'est prodigieusement étendue, bouleversant la composition des patrimoines, transformant les bases économiques de la Société, et entraînant une nouvelle répartition des fortunes. Le progrès de la science a créé des industries nouvelles, tandis que la rapidité des moyens de communication ouvrait de nouveaux débouchés. L'examen de cette évolution fait ressortir combien les principes rigides et arriérés de notre Code s'accordent peu avec les tendances contemporaines. Le régime moderne doit se modeler sur tout ce qui est humain, tout ce qui est vivant ; il doit s'adapter aux conceptions toujours mouvantes des générations qui se succèdent. Notre Société se trouve mal à l'aise sous des règles périmées : elle voudrait un régime mieux approprié aux mœurs, aux besoins, aux idées de notre époque.

Le Code Civil n'est pas le Code de la Société du vingtième siècle. La vie, qui ne se fige pas, qui ne s'arrête pas, a fait surgir la nécessité de contrats nouveaux, de combinaisons et de règles nouvelles qui ne soient plus en désaccord avec le droit et les conditions modernes de l'existence. Les conceptions juridiques évoluent sous l'influence des changements économiques, des progrès de l'individualisme, du développement du féminisme, de la conception moderne de l'égalité des époux ; le droit matrimonial surtout doit se plier aux exigences

des tendances contemporaines. Dans notre étude, nous nous efforcerons de rechercher les besoins de la Société actuelle, et d'examiner comment ils peuvent se concilier avec les prescriptions légales en matière de régime matrimonial. Et nous envisagerons ensuite les modifications législatives qui nous paraîtront susceptibles de rajeunir notre régime de droit commun.

Nous n'avons nullement l'intention de traiter à fond le sujet si vaste du régime légal, ni de répéter ce qui a été dit bien souvent dans d'autres études ; notre but est uniquement de rechercher une meilleure adaptation de notre législation aux conceptions d'aujourd'hui, à la veille du jour où les Chambres vont elles-mêmes discuter la question.

A cet effet, nous avons jugé utile de donner dans un premier chapitre un aperçu historique sommaire des divers systèmes juridiques de biens entre époux depuis l'antiquité jusqu'au Code Civil.

Le chapitre II nous permettra d'examiner la physiologie du régime légal français, et d'indiquer son évolution depuis 1804.

Le chapitre III sera consacré à l'étude des législations étrangères, particulièrement des plus récentes ; nous étudierons ainsi les changements intervenus à l'étranger, dont la France pourrait parfois tirer profit.

Dans un quatrième chapitre, nous rechercherons si un régime matrimonial légal est nécessaire et sur quelles bases (exigences permanentes et exigences présentes) le législateur doit l'établir.

Le chapitre V nous permettra de faire l'examen critique des diverses solutions proposées pour réformer notre régime de droit commun.

Dans un dernier chapitre, enfin, nous établirons un projet de modification de ce régime de droit commun.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

CHAPITRE PREMIER

LA SITUATION JURIDIQUE
DES ÉPOUX ET DE LEURS BIENS
DANS LE DROIT ANCIEN

I. — ORIENT, GRÈCE, ROME

Dans l'antiquité, le régime matrimonial consacre la dépendance de la femme, considérée comme inférieure à l'homme en raison de la faiblesse de son sexe.

Certes, dans l'Inde, les lois de Manou reconnaissaient à l'épouse un patrimoine comprenant les présents qu'elle avait reçus à l'occasion de son mariage, son trousseau, les esclaves attachés à sa personne et les successions dont elle pouvait bénéficier. L'Égypte avait établi l'égalité juridique des époux en raison de la haute conception qu'on avait de la femme dans le pays, mais nulle part ailleurs la femme ne connut le bénéfice d'une situation semblable.

En Grèce, la femme reste perpétuellement mineure ; elle dépend de son père ou de son époux. Elle ne peut prendre aucun engagement par elle seule, sans l'autorisation de son mari.

A Rome, la femme n'est guère mieux traitée qu'en Grèce. La *patria potestas*, cette artificielle conception

du génie politique des Romains, est et reste, par tradition, l'institution fondamentale de tout le système de famille. La femme n'échappe à la puissance de son *pater familias* que pour tomber sous la tutelle perpétuelle de ses agnats, ou, en cas de mariage, sous celle de son mari. Les justes noces *cum manu* font d'elle la fille de son mari, la sœur de ses enfants. Son patrimoine s'absorbe dans celui de son mari : elle ne possède plus rien à elle.

Au début, la *conventio cum manu* existe seule. C'est le régime unique et légal. Ses exagérations cependant furent la cause d'une réaction profonde. Alors nous voyons apparaître le mariage *sine manu*, où l'épouse était maintenue dans son groupe familial d'origine, en apportant une dot au mari. Le nouveau régime n'augmente nullement la capacité de la femme qui reste une chose que le mari peut répudier quand elle a cessé de plaire : il n'est nullement conçu en droit comme une association conjugale.

Les deux régimes coexistèrent jusqu'au début de l'Empire, où le mariage *cum manu* tomba en désuétude.

Sous Auguste, des mesures furent prises en vue de mieux assurer la situation pécuniaire des femmes mariées : obligation pour le père de doter sa fille ; restriction des droits du mari sur la dot, avec interdiction de l'aliéner et d'obtenir l'*intercessio* de l'épouse. La femme conserve la propriété et l'administration de ses paraphernaux. Ce régime n'associe en aucune façon la femme au mari ; il n'unit pas les intérêts des deux époux ; mais il s'adaptait parfaitement à l'extrême fragilité du lien conjugal. L'état de minorité de la femme n'en subsistait pas moins ; il fut même aggravé par le sénatus consulte Velléien à l'avènement de Claude, qui rendit la femme, même non mariée, incapable de s'obliger pour autrui ou dans l'intérêt d'autrui.

Sous les Antonins et les Sévères, la réaction contre les abus de la *patria potestas* entraîna l'autorisation des donations entre époux sous certaines conditions.

Avec le Code Théodosien, sous le règne de Constantin, la jouissance commune des biens devient plus fréquente entre époux, et aussi le concours juridique pour acquérir, aliéner et s'engager ensemble. Les femmes se réservent moins de paraphernaux ou en confient plus volontiers la gestion à leurs maris.

Justinien modifia le Velléen : l'intercession en faveur du mari fut seule radicalement nulle, sauf si elle était avantageuse pour l'épouse, et la généralisation de la *donatio ante nuptias* devint une contre-partie de la dot.

L'influence du christianisme était déjà grande sur la condition de la femme. La conception nouvelle de la dignité de la femme amenait insensiblement l'association des époux sous la puissance maritale : L'usage se développait bientôt d'accorder au mari l'administration des biens dont la jouissance restait cependant commune.

II. — LA PÉRIODE FRANQUE ET LE DROIT GERMANIQUE

Après avoir conquis la Gaule, les Romains avaient imposé leurs lois aux vaincus. Le droit romain devint d'une application courante chez les Francs. Le régime matrimonial légal excluait ainsi toute idée de communauté. Il n'est nulle part question des biens de la femme et il n'existe qu'un patrimoine unique dans les mains du mari.

Avec les invasions des barbares, des idées nouvelles se répandent dans le pays. Cependant les Germains n'avaient pas une organisation juridique comme les Romains ; s'ils apportaient des usages nouveaux, ils n'ap-

portaient pas un droit véritable et, des diverses lois des Wisigoths, des Burgondes et des Lombards, il est bien difficile de dégager une tradition matrimoniale originale. Le *mundium marital* germanique n'est pas un pouvoir absolu. La femme est mieux traitée qu'à Rome. Peu à peu l'idée d'une association conjugale se fait jour. On distingue bientôt trois classes de biens sur lesquels la femme peut exercer des droits : le *pretium nuptiale* ou *dot germanique*, le *don du matin* ou *Morgengabe* et les *apports de la femme* ou *dot romaine*.

Le caractère le plus remarquable de ce régime, c'est la constitution d'une dot à la femme par le mari, grâce à une double libéralité, l'une avant le mariage, la seconde le lendemain du mariage. Le *pretium nuptiale*, d'abord versé aux parents de la femme, fut ensuite attribué à la femme comme condition de validité du mariage ; la *Morgengabe*, qui consistait au début en quelques menus cadeaux, devint plus important par la suite et se confondit avec la dot pour former plus tard le douaire. Quant aux apports de la femme, ils consistèrent d'abord en vêtements ou ornements à son usage, puis en un véritable droit sur le patrimoine paternel que ses parents lui donnaient en la mariant.

D'une façon générale, ces biens restent la propriété de la femme. Dans les mœurs, nous trouvons la jouissance commune et le concours ordinaire des époux malgré une indépendance réciproque. Parfois le mari avait la gestion de la fortune de la femme ; il pouvait aliéner les meubles, et les acquisitions réalisées durant le mariage lui appartenaient ; d'autres fois aussi, il se constituait entre les époux une communauté plus ou moins étendue.

A la dissolution du mariage, le sort des biens varie selon les lois des diverses régions, et suivant les

causes de dissolution et la survivance d'enfants. En principe, l'apport de la femme lui appartient ou revient à ses héritiers, sauf s'il y a des enfants. La loi Ripuaire marque une conception élevée de l'union conjugale. Le mari était propriétaire des acquêts, mais les époux jouissaient ensemble de leurs revenus ; toutefois, au décès du mari, des mesures étaient prises pour que la femme puisse continuer son train de vie et vivre honorablement selon la condition de son mari. La loi consacrait pour la veuve survivante, le droit au tiers (1) des acquêts (titre 37). Cette *tertia*, imitée sans doute de la *tertia en usufruit* de la loi burgonde, n'avait pas tardé à se généraliser, dans l'empire franc, au profit des veuves ; elle constituait peut-être davantage un *gain de survie légal* qu'un droit de communauté.

III. — L'ANCIEN DROIT

Dans ses « Leçons d'Introduction à l'Histoire du Droit Matrimonial Français », M. Ch. Lefebvre déclare que « le droit matrimonial est la plus belle partie de notre « ancien droit français, sa création la plus précieuse « et la plus durable » (2). Nous pensons que c'est aussi la plus typique, la plus originale. S'il est assez malaisé de discerner, dans la lente et continuelle évolution, les éléments d'origine purement germanique des éléments d'imitation romaine ou d'inspiration chrétienne, on doit cependant reconnaître que notre législation coutumière

(1) La part de la veuve était d'un tiers des acquêts chez les Francs ; elle était de moitié chez les Westphaliens ; chez les Wisigoths, on partageait les acquêts entre les deux époux en proportion de leur fortune respective.

(2) Ch. Lefebvre, *Leçons d'Introduction à l'Histoire du Droit Matrimonial Français*, Paris, 1900. Page 7.

est surtout, et par-dessus tout, de création française, et qu'elle a apporté quelque chose de nouveau, tout à fait étranger aux institutions du droit romain ou du droit germanique. Et, depuis le moyen-âge, où la communauté devient fréquente, jusqu'à la Révolution, nous sommes en présence d'une longue et patiente élaboration d'un système harmonieux, d'un ensemble de règles que dégagèrent, durant plusieurs siècles, les grands jurisconsultes français, depuis Beaumanoir jusqu'à Dumoulin et Pothier.

Certes, l'influence du droit germanique avait certainement amélioré la situation de la femme mariée. Le mariage entraînait la confusion des patrimoines dont les époux jouissaient ensemble. Le mari restait le chef de la communauté, mais la femme était une véritable associée. Le douaire, le gain de survie, auxquels l'Eglise se montre favorable, et que la coutume rendit obligatoires, devinrent régime conventionnel, même légal. Le mari n'avait pas toujours le droit de disposer de ses biens propres, et parfois même la femme, en l'absence du mari, pouvait obliger la communauté par ses actes. Les idées chrétiennes et les influences civilisatrices nouvelles avaient donné une place à la femme au sein de la communauté de famille. Le Velléen ne fut pas appliqué uniformément d'ailleurs ; il fut plus ou moins déformé, car il était un grand obstacle aux relations sociales et commerciales (1).

Bientôt, dès le quatorzième siècle, la renaissance du Droit romain exerce son influence sur la condition de la femme mariée, et ouvre pour sa capacité une ère nou-

(1) On arriva même plus tard à donner à la femme le droit de renoncer au Velléen. Des édits de Henri IV et de Louis XIV l'abolirent en principe, mais il pouvait être invoqué avec autorisation particulière du Roi.

velle d'infériorité. Ce fut la division de l'ancienne France, au point de vue juridique, en pays de droit écrit et pays de droit coutumier. La liberté des conventions matrimoniales n'était pas admise, sauf pour régler le douaire, les renonciations à successions futures et quelques autres cas bien spéciaux. Mais pendant longtemps, en pays de coutume, le régime de biens entre époux fut nécessairement celui de la communauté, de même que le régime dotal, issu du Droit romain, était le seul régime des pays de droit écrit.

La coexistence de ces deux régimes, par l'influence qu'ils exerçaient l'un sur l'autre, aboutit bientôt à une transaction dont le résultat le plus certain fut l'adoption du principe de la liberté des conventions matrimoniales. La Jurisprudence des Parlements s'efforça d'ailleurs d'établir l'équilibre dans les fortunes des époux et de créer une doctrine nécessaire à une époque où la législation n'était pas immuable par défaut de textes législatifs précis. C'est ainsi qu'au quinzième siècle, la séparation de biens conventionnelle est signalée dans le pays de droit coutumier (1). Au seizième siècle, alors que le droit coutumier a atteint tout son développement, le principe de la liberté est admis partout, sauf en Normandie, où tout autre régime que le régime dotal est proscrit (2).

En fait, à la veille de la Révolution, deux régimes se partagent le territoire français : la communauté des meubles et acquêts dans les pays de coutume, et le régime dotal dans les pays de droit écrit. D'autres régimes étaient pratiqués cependant, en vertu de la liberté des conventions matrimoniales proclamée par les décisions

(1) Villard, *Essai historique de la séparation de biens*, 1905, p. 94.

(2) Brissaud, *Manuel d'histoire du Droit français*, p. 1709 et suivantes.

des Parlements. La communauté universelle, jadis si répandue dans certains pays allemands, était en usage dans certaines provinces du Nord (Tournai, Arras) et en Alsace : et, Brissaud prétend que l'Auvergne l'aurait connu au quinzième siècle. Certaines coutumes de l'Est de la France (celles de Reims notamment) consacraient le régime sans communauté du Code civil, qui n'est en somme qu'une variante de l'union des biens allemande, ou communauté d'administration (1). Le régime dotal lui-même, dans certaines régions, était détrôné par la société d'acquêts ou combiné avec elle ; dans le pays Bordelais, le Béarn, la société d'acquêts est un accessoire normal du régime dotal. La communauté d'acquêts était enfin assez en faveur dans le Sud-Ouest de la France (Gascogne, Saintonge, Guyenne) et même en Provence (2).

En Normandie, nous trouvons un régime dotal spécial, assez analogue au régime sans communauté anglais, mais qui, comme le régime dotal romain, consacrait le régime de l'inaliénabilité de la dot. La coutume de Normandie en faisait un régime légal et obligatoire.

IV. — PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE

Il nous est donc permis de dire qu'à la veille de la Révolution, la France n'avait pas de législation uniforme. Nous avons rencontré des coutumes d'une variété infinie, et ailleurs le droit romain plus ou moins mutilé ou déformé.

(1) Brissaud, *Manuel d'histoire du Droit français*, p. 1709.

(2) Julien Bonnecase, « La réforme du régime de la communauté légale et les enseignements de la pratique », *Revue trimestrielle du Droit Civil*, 1911.

A côté, il existe des actes de l'autorité royale, ordonnance et édits qui, en principe, s'appliquaient bien à tout le territoire, mais seulement après enregistrement par les Parlements.

Du 17 juin 1789 au 15 mars 1803, les diverses Assemblées législatives votèrent un ensemble de lois faisant application des principes nouveaux et posant les bases d'une législation unifiée. La bonne volonté ne manquait pas aux représentants du peuple, mais les événements étaient plus forts que les volontés et dépassaient les hommes. Des projets d'élaboration d'un Code des lois civiles applicables à l'ensemble du pays furent étudiés et même discutés, mais, si on modifia la puissance paternelle et les conditions du mariage, il ne fut pas touché au régime des biens entre époux. C'est ainsi que, Cambacérès, dans son projet de Code civil (1793) proposait comme régime légal la Communauté, mais en spécifiant que « les époux ont et exercent un droit égal pour l'administration de leurs biens ». Il supprimait donc la puissance maritale et l'incapacité de la femme.

Ce projet, ainsi que tous les autres projets révolutionnaires, bien qu'étudiés par les Comités de législation, ne vint jamais en discussion en séance publique.

V. — PAYS ÉTRANGERS

Avant 1804, dans les pays étrangers, les régimes de biens entre époux étaient très divers. C'est surtout en matière de législation matrimoniale qu'on trouve les combinaisons les plus variées et les plus opposées. On peut cependant tout ramener à deux types principaux :

Les régimes sans communauté :

Pratiqués en Angleterre, Normandie, partie de l'Allemagne et de la Suisse, Est et Midi de la France, Italie, partie de l'Espagne.

Les régimes de communauté :

- a) *Société de meubles et acquêts*
de la France coutumière et d'une partie de l'Allemagne.
- b) *Société d'acquêts*
du Sud-Ouest de la France, de l'Espagne.
- c) *Communauté universelle*
de la Belgique, de la Hollande, de la Suisse, du Danemark et de certains pays allemands.

Dans cet exposé sommaire, nous nous bornerons à signaler le *common law* anglais, qui établit la sujétion absolue de la femme mariée à l'égard du mari et que la jurisprudence améliora, et la *Gütergemeinschaft* allemande, qui établit l'union des biens ou communauté d'administration.

CHAPITRE II

LE RÉGIME LÉGAL FRANÇAIS

I. — SA PHYSIONOMIE ET SON CARACTÈRE

En France, à la fin de la Révolution, la variété des régimes matrimoniaux restait grande. La France avait été formée par la réunion de races différentes qui, malgré leur rencontre sur le même sol, avaient conservé des mœurs fort diverses et des lois distinctes. Aussi, les conventions privées, amalgamées les unes aux autres, s'étaient donné libre carrière. Nos institutions coutumières présentaient une déformation juridique réelle, et le régime matrimonial traditionnel qui avait été, à l'origine, conçu dans l'intérêt de la femme était devenu un régime d'oppression pour elle. En même temps, le régime dotal se trouvait plus ou moins modifié, suivant les régions, au contact du droit coutumier. Chaque province conservait cependant ses préférences.

Les jurisconsultes qui préparèrent le Code Civil durent cependant choisir. Préoccupés avant tout d'assurer l'unité de législation, ils n'apportèrent guère d'innovations dans leur œuvre : « Nous avons fait, écrivaient-ils, une transaction entre le droit écrit et les coutumes, toutes les fois qu'il nous a été possible de concilier leurs dispositions ou de les modifier les unes par les autres,

sans rompre l'unité du système et sans choquer l'esprit général » (1). Mais cette transaction entre le droit écrit et les coutumes n'était guère possible en matière de droit matrimonial. Lorsque le Premier Consul fit préparer un projet définitif, il fut nécessaire d'opter entre le droit coutumier et le droit romain.

Les Commissaires, embarrassés et gênés, furent d'avis de les conserver tous les deux, et de laisser les particuliers libres de choisir (2). Cette décision contentait tout le monde ; elle était habile et consacrait la liberté des conventions nuptiales. Elle eut d'ailleurs un résultat remarquable que n'avaient pas prévu leurs auteurs : ce fut la pénétration réciproque des deux régimes, dont les domaines ne furent plus séparés comme auparavant.

Mais si les parties conservaient le droit de choisir leur régime matrimonial, on dût prévoir le cas où ils négligeraient d'user de ce droit. Il fut donc nécessaire de choisir un régime légal ou de droit commun, qui s'appliquerait aux époux n'ayant pas fait de contrat de mariage ou ayant fait un contrat nul, un régime imposé par la loi qui fixerait les rapports pécuniaires des époux non réglementés contractuellement.

Les débats entre les partisans de la communauté et ceux du régime dotal furent longs, et parfois passionnés. Portalis estimait seul qu'il était inutile d'établir un droit commun, qui n'était bon qu'à créer des sources de procès : les époux qui n'auraient pas fait de contrat de mariage seraient considérés comme séparés de biens. Malleville proposait un système régional suivant les pro-

(1) Fenet, *Recueil des Travaux du Code Civil*. Tome I, p. 481.

(2) « Les rédacteurs du Code accommodèrent le droit romain du Midi au droit coutumier du Nord ; ils cherchèrent aussi à concilier le passé qu'ils se gardaient de renier avec le présent qu'ils voulaient durable... » Delzons : « Les lois des femmes », *Revue des Deux Mondes*, 15 novembre 1906.

vinces. Finalement la communauté l'emportait, non pas une communauté universelle, mais une communauté restreinte, englobant seulement une partie des biens des époux et à peu près toutes leurs dettes ; c'est ainsi que la communauté des meubles et acquêts devint le régime de droit commun des Français (1).

Il ne nous appartient pas, dans notre travail, de faire un exposé complet de ce régime.

Bornons-nous à indiquer l'existence d'un fonds commun aux deux époux, composé du mobilier presque tout entier, des immeubles acquis pendant le mariage à titre onéreux et des revenus des biens propres des époux. Ce fonds commun permet de subvenir aux besoins du ménage pendant le mariage ; il est ensuite partagé entre les époux ou leurs représentants à la dissolution de l'association conjugale. Ceux des biens des époux qui n'entrent pas dans ce fonds commun forment leur patrimoine propre. Il existe donc en fait trois patrimoines. Ces trois patrimoines sont administrés par le mari ; le mari exerce sur les biens communs sensiblement le même pouvoir absolu que sur ses biens propres, et c'est le mari et non la femme qui administre également les biens propres de celles-ci, et qui en a la jouissance.

Ce régime est compliqué et présente, à l'heure actuelle, de graves inconvénients que le développement de la fortune mobilière et l'indépendance économique et sociale reconnue à la femme ont singulièrement aggravés. Condamné par l'opinion publique, par les juristes, par

(1) Berlier, dans son rapport au Conseil d'Etat, déclare que : « la communauté a paru plus favorable à l'ordre social et plus favorable au caractère national ». Il estime que les « mœurs françaises sont plus en harmonie avec le régime de la communauté ».

les sociologues, il présente des défauts tels que sa modification devient nécessaire. En fait, la révision est depuis longtemps commencée, sous la triple action des tribunaux, de la loi et de praticiens.

II. — SES DÉFAUTS

La répercussion du régime matrimonial sur la vie économique de la famille est certaine et indiscutée.

Le régime matrimonial peut être pour la famille un instrument de crédit, ou une source de difficultés et de gêne, sinon de ruine. Il doit réaliser l'union des personnes pour une vie commune ; il doit être un puissant élément d'entente entre les époux, afin d'assurer et de maintenir l'unité des sentiments et des intérêts qui sont et doivent rester l'essence du mariage.

C'est surtout exact pour le régime légal français qui, dans le but d'assurer et de garantir l'unité de vie que suppose l'union conjugale, doit avant tout concilier les intérêts communs des époux.

Nous pensons, avec M. Delzons, que « l'idée juridique que d'une collaboration constante pour former le patrimoine commun présente le mariage dans sa perfection la plus harmonieuse ; elle résume, dans l'ordre des biens, un très vieil idéal français et chrétien... » (1)

Notre régime légal ne répond pas à cet idéal.

Dans la Revue trimestrielle de droit civil, M. Julien Bonnetas semble résumer les critiques générales faites à ce régime lorsqu'il écrit qu'un tel régime « destiné, « par principe, à dispenser les futurs époux de rédiger « un contrat de mariage, doit être de nature à concilier

(1) Delzons, Les lois des femmes, *Revue des Deux Mondes*, 15 novembre 1906, p. 102,

« pour le mieux les intérêts économiques de la majorité
« des époux, c'est-à-dire de ceux appartenant aux clas-
« ses laborieuses, à celles qui ont pour toute fortune
« leur travail ; il doit être réglementé de manière à
« assurer l'effort et la collaboration du ménage, aussi
« bien dans l'accomplissement de la tâche quotidienne
« que dans la réalisation de la plus grande épargne
« possible. Or il se trouve que le régime légal du Code
« Civil suit une direction tout-à-fait opposée... » (1)

Et M. Bonnecase indique que ce régime ne réalise pas la collaboration des époux, qu'il consacre la prédominance absolue du mari dans l'administration des biens de la famille, qu'il écarte tout contrôle de la part de la femme, que sa base économique joue à faux, parce que inexacte, à cause de la distinction des biens meubles et des immeubles.

Bien d'autres critiques peuvent encore être adressées à notre régime légal : son extrême complication, sa réglementation excessive et complexe qui rend la liquidation de la communauté difficile et compliquée, la mauvaise répartition des biens communs et des propres, l'absorption inique par la communauté des effets personnels des époux et même de certains biens à caractère personnel. Tous ces griefs, M. Baudry-Lacantinerie les résume « dans la critique des pouvoirs exorbitants du
« mari, spécialement sur les biens communs, et dans
« l'omission, par le législateur de 1804, d'une consécra-
« tion légale du rôle naturel et traditionnel de la fem-
« me dans le mariage... » (2).

(1) J. Bonnecase, « La réforme de la communauté légale, et les enseignements de la pratique ». *Revue trimestrielle de droit civil*, 1911, p. 317.

(2) Baudry-Lacantinerie : *Traité théorique et pratique de droit civil*, 1906, tome xvi.

En réalité, si le régime légal français a pour base une fausse notion des rôles respectifs de l'homme et de la femme dans le mariage, c'est parce que le Code civil de 1804 n'avait pas apporté une œuvre originale et des créations nouvelles en matière matrimoniale. Les rédacteurs du code avaient dû choisir un régime de droit commun, certes : mais, le choix accompli, ils s'étaient bornés à suivre dans ses grandes lignes la coutume de Paris. En fait, c'est l'ancien droit coutumier de la monarchie qui constitue les bases de notre régime légal.

Ces bases furent cependant sérieusement discutées lors de l'élaboration du Code. Il y eut des résistances de la part de certains commissaires. Malleville critiqua un régime qui n'aurait jamais été établi « si, lors de la « formation des coutumes, le mobilier avait eu l'importance qu'il a aujourd'hui ; mais alors, cette espèce « de biens n'avait presque aucune valeur. C'est l'extension presque prodigieuse que l'industrie et le commerce ont reçu depuis qui fait que la fortune d'une « partie des familles est purement mobilière... » (1). Déjà, on avait conscience de l'importance grandissante de la fortune mobilière. Tronchet s'éleva contre la mobilisation des rentes mobilières ; Bigot-Préameneu et Cambacérès auraient voulu que restent propres tous les titres de créance « dont l'origine et la propriété s'établissent par un titre authentique » (2).

Mais il fallait en finir. Le Premier Consul voulait avoir vite son Code civil. C'est ainsi qu'on s'en tint au système de la coutume de Paris.

Les règles posées par le Code sur la communauté légale n'ont guère varié depuis 1804. Mais les boulever-

(1) Fenet, *Recueil des travaux préparatoires du Code civil*. Tome XIII, p. 551.

(2) Fenet, *op. cit.* Tome XIII, p. 556.

sements survenus depuis lors ont détruit l'harmonie entre un système juridique vieilli dès sa naissance et un système économique et social en continuelle évolution. Des situations nouvelles sont nées, des problèmes se sont posés, dont les rédacteurs du Code n'avaient aucune idée et qui sont fatalement restés hors de leurs prévisions.

Déjà, Rossi, en 1837, signalait le désaccord existant entre certaines règles du droit civil et le développement économique de la Société française. « Il ne peut échapper à l'observateur attentif que la Société nouvelle commence à éprouver quelque gêne à ne plus se sentir complètement à l'aise dans les limites posées par nos Codes... Le corps social et la loi civile ne paraissent plus exactement faits l'un pour l'autre et rien n'annonce que ce désaccord soit chose accidentelle et passagère » (1). Et, depuis cette date, des changements considérables se sont produits dans la fortune publique comme dans les fortunes privées, dans la situation économique comme dans la situation sociale de la France. « Depuis lors, écrivait le rapporteur au Sénat de la loi du 13 juillet 1907, les idées, les mœurs, le travail, le commerce, l'industrie, l'administration, et d'une façon générale les conditions économiques de la vie se sont profondément modifiées, et la situation de la femme, obéissant à cette évolution sociale, a subi une complète transformation » (2).

Plus récemment, dans le projet de loi portant modification des textes du Code civil relatifs à la capacité

(1) Rossi, *Mélanges d'économie politique, d'histoire et de philosophie. Observations sur le droit civil français considéré dans ses rapports avec l'état économique de la Société*, pages 1 à 23.

(2) Rapport du sénateur Guillier, *J. O.*, Documents parlementaires: Sénat, année 1907, Annexe n° 77, p. 54.

de la femme mariée et aux régimes matrimoniaux, M. René Renoult, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, après avoir indiqué le changement profond qui s'est produit dans la société contemporaine, reconnaît que la femme « joue de plus en plus dans la famille un rôle « analogue, sinon identique, à celui de l'homme... Les « femmes ont pris conscience de leurs devoirs sociaux « et de leurs droits... La réforme importante est celle « qui leur donnera le moyen de développer, dans leur « intérêt et dans l'intérêt du ménage, leur pleine person-
« nalité » (1).

En fait, la situation civile actuelle faite à la femme est condamnée par la doctrine contemporaine. Son incapacité, qui a disparu dans presque toutes les législations étrangères, est « une survivance attardée de conceptions sociales disparues » (2). Elle est en opposition avec la vie familiale moderne. Le mariage s'est heureusement transformé par une évolution constante vers une forme plus noble des rapports conjugaux, et, par voie de conséquence, tout ce qui touche à l'existence matérielle de la famille et à la situation de fortune des époux doit subir les modifications corrélatives.

Notre régime légal ne se trouve certainement plus en harmonie avec les vérités et les conceptions modernes. Il doit se plier aux tendances contemporaines. Les inconvénients que nous avons rapidement indiqués s'aggravent à mesure que la fortune mobilière s'étend et se développe, et que s'affirme l'indépendance économique et sociale de la femme.

(1) Sénat. 1932. Session ordinaire. Documents parlementaires. Annexe, n° 594, p. 935.

(2) Capitant : L'abolition de l'incapacité de la femme mariée. *Dall.* hebdomadaire, n° du 6 octobre 1932.

III. — SON ÉVOLUTION DEPUIS 1804

Le Code civil n'a pas échappé à l'action du temps ; il n'est plus en accord avec les idées modernes et les mœurs de notre époque. Le droit évolue de façon constante, et se transforme suivant les nécessités de la vie. Des droits nouveaux apparaissent ; les besoins économiques, les organisations industrielles ou commerciales, les réalités complexes et ondoyantes des rapports sociaux ont eu sur le droit matrimonial des divers pays une influence directe qui a entraîné de profondes réformes. La France, après avoir donné des lois à l'Europe et au monde, en est encore aux projets. Notre législation, en matière de régime matrimonial, n'a subi que d'assez légères modifications. Mais, à côté de la loi stationnaire, certains facteurs se sont efforcés de maintenir notre régime légal en harmonie avec les besoins juridiques modernes ; c'est ainsi que les travaux de la doctrine et des jurisconsultes, les décisions de la jurisprudence et l'action du notariat et des praticiens, tenant compte de l'incessante évolution économique et sociale du pays, ont adapté à des besoins nouveaux les règles posées par le Code.

En fait, grâce aux travaux des jurisconsultes, aux créations juridiques des Tribunaux, aux usages lentement formés par la pratique notariale, aux modifications législatives déjà survenues, la révision de notre régime matrimonial se trouve commencé depuis longtemps. Sous cette action concertée, notre droit a évolué, corrigeant quelques défauts de notre régime légal. Mais c'est insuffisant ; les articles du Code ne peuvent suffire, en présence de droits nouveaux. Plus que jamais la nécessité apparaît de rajeunir le Code civil.

a) *Les travaux des jurisconsultes*

La doctrine se montre unanime à condamner notre régime légal. Les idées nouvelles révèlent, chez les représentants les plus qualifiés de la science juridique française, une tendance très ferme à vouloir que tous les droits positifs qui demeurent liés à la personne lui demeurent propres. C'est une tendance de libéralisme et de libération, une tendance à augmenter le plus possible la collaboration des époux.

Et c'est ainsi que les jurisconsultes ont présenté des suggestions utiles, envisageant à la fois les résultats des phénomènes de l'activité économique et ceux des faits nouveaux de la vie sociale. Ils ont indiqué les réformes possibles ou nécessaires : nous examinerons, dans un autre chapitre, les idées, parfois originales, mais toujours intéressantes, qui servent de conclusion à leurs études.

Mais leur œuvre ne s'est pas bornée à des projets de modification du Code civil. Dans leurs critiques de la législation, ils ont souvent posé les bases d'application, par la pratique ou par la jurisprudence, de droits qui échappaient aux classifications du Code, et ils en ont établi les fondements juridiques ; ils ont aussi proposé des solutions dont les tribunaux se sont inspirés pour une application nouvelle des textes du Code, chaque fois du moins qu'ils ne se trouvaient pas liés par les termes impératifs de la loi.

b) *L'action de la jurisprudence
et les créations juridiques des tribunaux*

La jurisprudence a modifié les bases de notre régime légal, en approuvant les contrats inventés par les pra-

ticiens, comme nous le verrons ci-après, et en élaborant ainsi lentement des règles nouvelles, imposées par la constatation des faits et les exigences de la vie. Elle a cherché, en dépit de l'idée coutumière de puissance maritale, à réhausser l'individualité de la femme mariée ; elle y est souvent parvenue. C'est ainsi que les juges ont permis au mari de confier à la femme l'administration du patrimoine commun (1) ; qu'ils ont admis le mandat tacite de la femme pour l'administration du ménage (2) ; qu'ils ont accepté que l'hypothèque légale, générale et occulte de la femme, lui permette de participer aux actes de disposition du mari (3) ; qu'ils ont même autorisé la subrogation dans l'intérêt du crédit marital (4). Le rôle de l'épouse commune se trouva modifié par son association aux actes les plus importants de la vie économique du ménage. Par le simple jeu de son hypothèque légale, la femme concourt désormais à l'administration de la communauté : en fait, sa capacité juridique se rapproche de celle du mari.

La jurisprudence, tenue en éveil par les transformations constantes des besoins économiques, ainsi que par les réalités de la vie, n'a pu refuser de valider les combinaisons qui lui étaient soumises par la doctrine

(1) Paris, 7 janvier 1903, D. P., 1904, 2, 79 ; Cass. Req., 5 janvier 1931, *Semaine juridique*, p. 231 ; Cass., 5 janvier 1931, D. P., 1931, 1, 112.

(2) Cass., 13 février 1844, S. P., 1844, 1, 662 ; Paris, 23 février 1849, S. P., 1849, 2, 145 ; Cass., 7 juillet 1896, D. P., 1898, 1, 18 ; 17 décembre 1901, D. P., 1903, 1, 153 ; Cour Paris, 8 juillet 1925, D. P., 1926, 2, 77 ; Cass. Civ., 1^{er} juin 1929, D. P., 1931, 1, 79.

(3) Cass. Req., 5 février 1850, D. P., 1850, 1, 97 ; Cass. Civ., 23 juin 1869, S. P., 1869, 1, 368 et D. P. 1870, 1, 5. La loi du 13 février 1889, modifiant l'article 9 de la loi du 23 mars 1855, a résolu la plupart des difficultés qu'avait fait naître le silence ou l'obscurité de la législation précédente.

(4) Lyon, 13 avril 1832, S. P., 1832, 2, 492 ; Cass., 8 août 1854, S. P., 1854, 1, 521 ; Cass. Civ., 3 juillet 1866, D. P., 66, 1, 291 ; Cass., 31 janvier 1883, D. P., 83, 1, 316 et S. P., 84, 1, 321.

et par la pratique. Elle a eu raison. Elle a créé un droit nouveau, un droit nouveau coutumier, pour ainsi dire, en respectant les textes. Elle a d'ailleurs et heureusement rempli sa mission, qui est d'assouplir les textes rigides pour les adapter aux changements qui se produisent dans le milieu social.

Le Code ne s'occupait guère de l'administration traditionnelle et journalière de la femme qui consiste dans le ravitaillement et la nourriture du ménage, l'entretien de la maison et du linge et qui entraîne la possibilité d'engager la communauté. La jurisprudence a trouvé un fondement juridique à ce droit d'administration incontesté; elle a admis que la femme était la mandataire du mari, non pas en vertu d'un mandat légal absolu, mais en raison du fait qui donne à la femme, dans la direction du ménage, un pouvoir spécial, en dehors de toute procuration maritale. Les tribunaux ont validé, non seulement des achats à crédit, mais même des emprunts contractés par la femme au nom du mari et de la communauté (1).

La jurisprudence admet d'ailleurs que la femme peut recevoir de son mari un mandat général d'administrer et même d'aliéner ; elle a même une tendance à faire à la femme mandataire une situation de faveur, en limitant sa responsabilité à la faute lourde et au dol, en la dispensant de rendre compte de son mandat (2), sauf dans le cas où ce mandat a été exercé hors de la direction et du contrôle du mari (3).

De même, la seule vertu de l'hypothèque légale de la femme a permis à la jurisprudence d'investir cette der-

(1) Cassation, 17 décembre 1901, D. P. 1903, 1, 155.

(2) Paris, 7 janvier 1903, D. P. 1904, 2, 79.

(3) Requêtes, 5 janvier 1931, D. P. 1931, 1, 112.

nière du droit de participer aux actes de disposition les plus importants du mari. Cette hypothèque garantit les reprises de l'épouse; elle frappe également les immeubles personnels du mari, ainsi que ceux de la communauté. La femme peut renoncer à son hypothèque légale en faveur d'un tiers acquéreur, et les tribunaux ont validé cette clause imaginée par la pratique.

La femme peut aussi concourir aux engagements du mari. Le mari, sous le régime de la communauté, a certes le droit d'obliger la communauté par des engagements personnels : le concours de la femme n'est pas nécessaire, juridiquement ; mais il devient intéressant en fait, parce qu'il apporte au créancier des garanties plus positives, et augmente ainsi le crédit du mari. La femme peut renoncer à son hypothèque légale, comme dans les aliénations d'immeubles ; elle peut céder son rang au créancier qui est ainsi assuré d'avoir la première place ; elle peut enfin subroger le créancier dans les droits qui lui sont conférés. La pratique avait inventé ces procédés ; la jurisprudence finit par considérer ces conventions comme valables, dès qu'elles furent revêtues de l'autorisation maritale (1).

Cette coopération aux affectations hypothécaires n'est pas le seul moyen pour la femme de faciliter le crédit du mari. Cette dernière peut aussi solidairement s'engager avec lui et, cet engagement, validé par la jurisprudence, ouvre à l'activité de la femme un nouveau champ d'action dans la gestion du patrimoine matrimonial.

L'article 1422 du Code civil est venu donner aux tribunaux une nouvelle occasion d'augmenter le rôle de

(1) Lyon, 13 avril 1832, Sirey 1832, 2, 492. Cassation, 8 août 1854. Sirey, 1854, 1, 521.

la femme. Cet article interdit au mari les donations d'immeubles communs ou d'universalité ou quote-part du mobilier. Dans l'interprétation de cet article, notre jurisprudence explique que ce texte a simplement entendu viser et proscrire les donations mobilières excessives, qu'elle considère comme frauduleuses et qu'elle frappe de nullité en raison de leur excès. Mais elle valide les donations consenties par les deux époux agissant conjointement (1).

L'intervention de la femme sauve la donation de la nullité et entraîne la renonciation à son hypothèque légale qui résulte, en faveur du donataire, du fait de l'intervention de l'épouse. Un motif analogue entraîne le concours de la femme aux actes d'aliénation gratuite des immeubles propres du mari.

Ailleurs, dans notre législation civile, on peut trouver d'autres exemples où les tribunaux, dans leur interprétation des textes rigides de la loi, ont imaginé des solutions plus douces, plus équitables, plus modernes. Dans notre matière, hélas, liés par certaines prescriptions impératives du Code, ils n'ont pu empiéter sur le domaine du législateur et établir les créations juridiques que les tendances contemporaines imposent.

c) L'action du notariat et des praticiens

La pratique notariale est parvenue, dans une certaine mesure, à adapter les contrats de mariage aux besoins nouveaux, grâce à la liberté des conventions matrimoniales et à la possibilité de combiner entre eux plusieurs régimes. Elle a trouvé des solutions corrigeant les im-

(1) Cass. Civ., 23 juin 1869, S. 1869, 1, 358. D. P., 1870, 1, 5. Nancy, 14 mars 1903, D. P., 1903, 2, 331.

perfections du Code et nous avons indiqué que, souvent, les magistrats avaient validé ces innovations. Ces solutions, la pratique les créa au jour le jour, pour les besoins de l'heure, en tâtonnant pour ainsi dire, sans les rattacher à d'autres principes que les exigences du moment, sans en analyser les éléments, laissant à la doctrine et la jurisprudence le soin d'en établir les fondements et les bases juridiques.

Ainsi, les praticiens, prudents et sages, mais obligés de se mouvoir dans un domaine forcément limité par les prescriptions légales, ont cependant réussi à dégager un certain nombre de contrats qui varient suivant les régions, l'influence de la tradition, l'action et l'évolution des mœurs, les exigences économiques et sociales. Nous avons examiné déjà certains de ces contrats qui ont été approuvés par la jurisprudence. Mais, il est d'autres actes ou d'autres mesures qui ont permis de corriger certaines imperfections de notre régime légal, qui ne nécessitent en aucune façon la rédaction d'un contrat de mariage :

C'est ainsi que si les notaires se sont efforcés, dans les contrats de mariage, de dotaliser une partie des biens de la femme sous le régime de communauté, ou d'attribuer à l'époux survivant tout ou partie des effets et du mobilier meublant, soit à titre de préciput, soit par estimation, ils se gardent bien de réaliser aucune vente des propres du mari ou des immeubles communs sans l'intervention de la femme et sa renonciation à son hypothèque légale, ceci afin de libérer ces immeubles de l'hypothèque légale dont elle est investie. Il en est de même lors de la constitution d'une hypothèque sur ces immeubles. L'intervention de la femme rend encore possible les donations de biens communs que l'article 1422 interdit au mari de consentir seul. L'usufruit au profit

du conjoint survivant de la part d'acquêt, avec dispense de faire inventaire et de fournir caution, est un moyen ingénieux, au lendemain de la mort d'un des époux, de conserver à l'autre le mobilier familial. La reprise, moyennant récompense à la communauté ou à des conditions déterminées, du fonds de commerce ou de l'exploitation agricole permet à l'époux survivant d'éviter un partage en nature brutal qui l'oblige à diviser ou à vendre le fonds commun (1). L'attribution de la totalité de la communauté d'acquêts au conjoint survivant est une clause qui se généralise. Enfin, la clause de priorité des meubles meublants, des espèces et des valeurs au porteur, en faveur d'un des époux, crée un correctif sérieux aux complications de la liquidation de la communauté et évite de sérieuses difficultés en cas de divorce ou de décès. L'importance de la fortune mobilière, qui occupe aujourd'hui dans la richesse nationale un rôle sans cesse grandissant, que le Code civil avait à peine entrevue, justifie toutes ces innovations que la jurisprudence a été obligée d'approuver.

Et c'est avec raison que M. Julien Bonnetcase écrivait déjà en 1911 : « Les régimes matrimoniaux, tout comme
« les autres institutions juridiques et sociales, n'ont de
« valeur et de raison d'être, qu'autant qu'elles corres-
« pondent aux besoins et aux aspirations de leur épo-
« que : elles sont fatalement condamnées à disparaître

(1) S'il s'agit, au contraire, d'un fonds ou de droits sociaux propres à l'un des époux, la Cour de Cassation a déclaré nulle la clause d'un contrat de mariage donnant la faculté au conjoint survivant de prélever le fonds ou les droits, moyennant versement de leur valeur à la communauté, car elle constitue un pacte sur succession future ayant « pour objet d'attribuer un droit privatif, sur une succession « non ouverte ». Cass. 11 janvier 1933. D. P., 1933, 1, 10. Note de M. Capitain. *Contra* : Note de M. Gény, S. P., 1930, 2, 57.

Il est à noter cependant que cette clause de conservation du fonds propre est parfaitement valable quand elle est consentie à l'autre époux à titre gratuit (argument art. 1093).

« ou tout au moins à être profondément transformées
« le jour où ceux qui les subissent s'efforcent par tous
« les moyens légaux d'éviter leur fonctionnement normal. » (1)

C'est donc avec raison que la jurisprudence a modifié le cadre trop étroit dans lequel le Code Civil avait placé l'actif de la communauté légale ; le législateur lui-même, mais d'une manière trop timide, a déjà, à plusieurs reprises, apporté des modifications aux règles primitives du régime légal.

d) *Les modifications législatives
au régime légal du Code Civil*

Ces modifications sont la conséquence de l'évolution qui s'est produite dans la vie de famille, et qui a eu une profonde répercussion sur la condition de la femme mariée. Elles ont quelque peu développé la capacité de l'épouse, et ont, par voie incidente, augmenté sa collaboration avec le mari dans la direction des intérêts pécuniaires du ménage.

En droit, la femme se trouve dans une subordination étroite du mari : soumise à l'autorité maritale, incapable d'agir sans autorisation, ne participant à l'administration ni des biens communs, ni à celle de ses biens propres, elle est en théorie dans un état d'infériorité. « Mais
« les mœurs et les habitudes sociales ont vivement réagi
« contre les règles du droit et, en réalité, la femme a
« toujours eu, non seulement la direction du ménage,
« mais une part importante dans la gestion des biens.
« Il y a depuis longtemps, en cette matière, désaccord
« entre le fait et la loi. Le législateur moderne a atténué
« le contraste, en restituant à la femme l'exercice d'une

(1) Bonnecase. *Revue trimestrielle de droit civil*. 1911, p. 317.

« partie de ses droits, et comme mère, et comme épouse se. » (1)

Les droits comme épouse rentrent seuls dans le cadre de notre étude. Plusieurs lois, d'une importance inégale, les ont améliorés ou créés.

C'est ainsi que la loi du 18 juin 1850, modifiée par celle du 20 juillet 1886, organisant des retraites pour la vieillesse, étendait l'activité de l'épouse en dehors des limites tracées par le Code Civil, en l'autorisant à effectuer des versements sans justification de l'autorité maritale. L'article 15 de la loi de 1886 modifie les règles de la communauté légale et crée des propres mobiliers par la volonté d'un seul des époux, en décidant que le versement fait avant le mariage reste propre à celui des époux qui l'a effectué.

Les lois du 9 avril 1881 et du 20 juillet 1895 sur les Caisses d'épargne, sont venues augmenter les droits de la femme sur les ressources communes. Depuis lors, la femme peut se faire ouvrir un compte dans une Caisse d'épargne, y effectuer dépôts et retraits de toute somme d'argent, sans autorisation du mari. Le mari a bien un droit de faire opposition au retrait, mais ce droit est plus théorique qu'effectif, en raison des complications qu'il entraîne pour obtenir la validité de l'opposition.

La loi du 6 février 1893 a restitué à la femme séparée de corps et de biens la plénitude de la capacité civile.

La loi du 1^{er} avril 1898 dispense la femme de l'autorisation maritale pour entrer dans une société de secours mutuels.

Ces diverses lois avaient entamé le principe de l'unité des biens communs. Mais le mari conservait le droit de

(1) *Livre du Cinquantenaire de la Société de Législation Comparée*, 1932. — H. Capitant : *Les transformations du droit civil français depuis 50 ans*.

demander et d'exiger que le salaire ou les appointements de la femme lui soient remis. La femme se trouvait ainsi empêchée de disposer librement du produit de son travail. Elle avait obtenu, dans d'autres pays, un droit effectif et exclusif sur les produits de son activité. La réforme était réclamée par des juristes et des économistes, en raison du rôle social nouveau de la femme. Elle a été réalisée par la loi du 13 juillet 1907, relative au libre salaire de la femme mariée et à la contribution des époux aux charges du ménage.

Cette loi de 1907, modifiée et complétée par la loi du 19 mars 1919 et par celle du 8 juin 1923, bouleverse considérablement les principes du Code civil, et particulièrement ceux du régime légal de communauté. Elle institue un régime original pour les biens provenant de l'activité économique indépendante de l'épouse, les séparant, en raison de leur affectation, des biens ordinaires de la communauté et des biens propres de chacun des conjoints. Cette nouvelle masse constitue en fait « des biens réservés », comprenant les produits de ce travail personnel et les biens acquis grâce à l'emploi des gains réalisés par ce travail. « Les biens réservés « sont administrés par la femme, encore qu'ils fassent « partie intégrante de la communauté ; la loi de 1907 « a donc réalisé comme un compartimentage de la communauté qui se décompose, *lorsque la femme exerce « un travail lucratif*, en deux masses distinctes, l'une « soumise aux pouvoirs du mari, l'autre à ceux de la « femme. » (1)

La loi attribue à la femme laborieuse l'administration exclusive des biens réservés, avec la faculté de les

(1) Louis Josserand : *Cours de Droit Civil Positif Français*, 1933. Tome III, p. 101.

aliéner, sans l'autorisation maritale, de les hypothéquer, de les grever de servitudes ou d'usufruit. Les aliénations à titre gratuit sont interdites, sauf les cadeaux d'usage. La loi du 19 mars 1919, remaniant l'article premier de la loi de 1907, permet cependant à la femme de disposer de ses biens réservés en faveur d'œuvres d'assistance, sous réserve qu'elle soit âgée de 45 ans accomplis, et qu'elle n'ait ni enfants, ni descendants. L'article 2 de la loi du 13 juillet 1907 indique que si la femme abuse de ses pouvoirs, le mari peut demander au tribunal de les lui retirer, en tout ou en partie.

La loi de 1907 n'a pas eu les résultats pratiques qu'en espérait le législateur. Notaires, agents de change, établissements de crédit exigent l'autorisation du mari pour l'aliénation d'un bien réservé, et l'imperfection de la loi, pleine de complications et d'incertitudes, place les gains de la femme dans une situation assez équivoque qui justifie la défiance et les exigences des praticiens.

Les lois du 12 juillet 1909 et du 5 décembre 1922 sur le bien de famille commun et sur les habitations à bon marché, apportent des dérogations à la loi du partage en nature de la communauté, au profit du conjoint survivant. Certains biens, contrairement aux dispositions de la communauté légale, doivent être attribués à l'un des époux sous des conditions déterminées (1).

La même solution est admise en faveur du titulaire d'un office ministériel, qui ne peut être privé de sa charge, ni mis en demeure de la vendre (2).

(1) Loi du 12 juillet 1909, art. 19 et 11. Loi du 5 décembre 1922, art. 81.

(2) Les offices ministériels, ou plutôt leur valeur vénale, entrent en communauté. Mais l'office lui-même n'entre pas dans la masse commune ; la femme ou ses héritiers ne sauraient contraindre l'officier ministériel à se démettre de l'office ; ils peuvent seulement exiger la moitié de sa valeur à la dissolution de la communauté. Req. 6 janvier 1880. D. P. 1880, 1, 361. Aix 10 mai 1906, S. 1908, 2, 61.

A remarquer encore que la signature de la femme est exigée pour l'aliénation du bien de famille.

La loi du 12 mars 1920 autorise les femmes mariées, exerçant une profession ou un métier, à adhérer aux syndicats professionnels sans l'autorisation de leur mari, et à participer à l'administration et à la direction de ces syndicats.

La loi du 29 avril 1924, modifiant les articles 1499 et 1510 du Code Civil, a simplifié les règles de la preuve à fournir par la femme, sous le régime de la communauté réduite aux acquêts pour l'exercice de ses reprises mobilières. En fait, cette question de la preuve des reprises offre assez peu d'intérêt pratique sous le régime de la communauté légale et cela à cause de la rareté des propres mobiliers.

En terminant, il faut encore signaler les dispositions spéciales pour l'assurance sur la vie. Aux termes de l'article 71, paragraphe 1, de la loi du 13 juillet 1930, « le « bénéfice de l'assurance contractée par un des époux « commun en biens en faveur de son conjoint consti- « tue un propre pour celui-ci ». C'est une atteinte au statut du régime légal, où, acquises à titre onéreux, les sommes assurées, qui sont des meubles, auraient dû entrer en communauté.

C'est avec raison que le législateur a dérogé ainsi aux principes du régime légal. Réforme trop timide, qu'il faudrait appliquer à d'autres meubles, tels que fonds de commerce, offices ministériels, droits d'auteur, propriété littéraire, artistique et industrielle, actions, obligations et valeurs de bourse, rentes perpétuelles ou viagères.

Et c'est pourquoi la nécessité se fait sentir de réviser et d'améliorer notre système de communauté légale pour l'adapter à la situation économique et sociale actuelle.

CHAPITRE III

**L'ÉVOLUTION DU DROIT MATRIMONIAL
A L'ÉTRANGER
DEPUIS LE CODE CIVIL**

I. — INTÉRÊT DE L'ÉTUDE DES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES
EN MATIÈRE DE DROIT MATRIMONIAL

L'étude du droit comparé est toujours utile et intéressante ; elle permet à la fois d'apprécier le fonds commun des lois des divers pays, et de trouver aussi des idées originales dont on peut s'inspirer. Il y a d'abord une curiosité naturelle à connaître et critiquer les bases et les principes des diverses législations : car chaque législation est le produit de deux éléments : un élément historique, national, local, et un élément humain et social qui lui est commun avec les autres peuples.

Il est intéressant d'étudier les changements survenus hors de France, de suivre leur évolution, d'examiner les raisons qui les ont motivés, de rechercher l'esprit dans lequel ils ont été conçus et d'apprécier le profit que pourrait en tirer notre pays.

C'est surtout en matière de droit matrimonial que cette étude est riche en enseignements. C'est là que sont

pratiquées, en effet, les conventions les plus variées et les systèmes les plus divergents. Si la liberté des conventions matrimoniales est à peu près universelle dans le monde, les régimes légaux présentent dans chaque pays des différences appréciables, même lorsqu'ils sont basés sur des principes à peu près semblables.

Une seule raison explique ce fait : c'est que les législateurs qui règlent les rapports pécuniaires entre époux sont obligés de tenir compte des conditions sociales et économiques qui se transforment sans cesse. Et c'est ainsi qu'on comprend la nécessité des nombreux changements intervenus en notre matière dans la majorité des pays du monde, et particulièrement depuis 50 ans.

Nous tâcherons, dans le présent chapitre, de suivre les transformations des institutions des pays étrangers, et d'étudier leur développement. De cette évolution continue des tendances contemporaines et modernes, nous dégagerons quelques principes et quelques idées, parfois heureuses, d'autres fois un peu osées : mais dans l'ensemble des solutions admises, nous trouverons les bases d'un régime nouveau pour notre pays, adapté à notre droit national, à nos usages, à nos traditions et au caractère français.

II. — EXAMEN DES RÉGIMES MATRIMONIAUX ÉTRANGERS

Notre intention n'est pas de tracer ici un tableau détaillé et complet des divers régimes matrimoniaux étrangers, si différents, si contradictoires même. Notre travail ne nous permet guère d'étudier, dans leur détail, les constructions juridiques élaborées des divers côtés; nous nous bornerons à dresser un tableau d'ensemble, avec les caractéristiques particulières à chacune d'elles.

Mais, aussitôt, une première difficulté se présente. Comment faire une classification logique de ces régimes ? Nous avons pensé d'abord les classer par catégories ; mais nous nous sommes vite aperçus que le législateur n'adopte que rarement des principes rigides, et qu'en matière de droit matrimonial, le plus souvent, les divers régimes débordent les uns sur les autres, se pénètrent les uns les autres, et sont soumis souvent à des changements fréquents.

C'est pour ces motifs que nous avons préféré grouper les législations par pays, suivant leurs affinités naturelles.

Nous ne voulons répéter ici tout ce qui a été écrit sur les différentes législations des divers pays, surtout pour celles qui ont été suffisamment décrites en France, parce qu'elles datent déjà ; quelques brèves allusions suffiront en ce qui les concerne. Par contre, nous examinerons avec plus d'attention les législations les plus récentes et les plus modernes.

a) *Législations anglo-américaines*

La séparation de biens est le régime légal des pays anglo-saxons ; elle a permis à ces pays de supprimer facilement l'incapacité de la femme mariée.

En Angleterre, pas de codification, mais des réformes partielles. Le régime coutumier ancien, régime du common-law, plaçait la femme sous la sujétion absolue du mari. Celui-ci ne pouvait cependant disposer des immeubles apportés par la femme, à qui était réservé un douaire, véritable droit réel, qui lui était acquis dès le jour du mariage. La jurisprudence adoucit d'ailleurs ce régime presque arbitraire en faveur de la femme, mais il resta cependant le régime légal jusqu'au milieu du XIX^e siècle.

L'act du 28 août 1857 reconnu à la femme, en cas d'abandon par le mari, la propriété des acquisitions postérieures à cet abandon.

L'act du 8 août 1870 permit la constitution d'un patrimoine réservé à la femme mariée ; ce patrimoine était constitué par les biens personnels de la femme au mariage, qu'elle pouvait se réserver, par les produits de son travail ou de sa profession séparée et les capitaux constitués au moyen de ces produits, par les successions mobilières et par certains dons et legs.

Enfin, l'act du 10 août 1882 réalisa la grande réforme et modifia d'une façon radicale le système du droit coutumier légal. Ce fut la substitution totale d'un régime à un autre. Ce fut l'affranchissement total de la femme par l'institution de la séparation de biens complète et absolue. L'act de 1882 fit pour l'ensemble du patrimoine de la femme, ce que la loi de 1870 avait fait pour une partie de ses biens. Tout l'actif de la femme au mariage et toutes ses acquisitions postérieures constituent sa propriété personnelle ; elle a sur l'ensemble un droit de disposition absolue.

L'act de 1882 n'a pas aboli en fait les derniers vestiges du common-law. Mais l'act du 5 décembre 1893 a permis à la femme de faire son testament en toutes circonstances, même si elle ne possédait pas de patrimoine.

Cette grande réforme du régime légal anglais n'a pas suscité, depuis son application, de sérieuses critiques. C'est donc qu'elle répond à l'esprit individualiste et aux besoins pratiques de la race anglo-saxonne. D'ailleurs, la liberté des conventions matrimoniales subsiste toujours en Angleterre, et la clause de « *restraint against anticipation* » est devenue courante dans les contrats de mariage, dans le but de sauvegarder plus efficacement la fortune de la femme.

La réforme du droit matrimonial écossais, en 1881, établit une séparation de biens moins absolue, avec nécessité de l'autorisation maritale pour les actes de disposition.

Les colonies britanniques, ainsi que les Etats-Unis, offrent un même exemple d'évolution, mais ces pays sont arrivés, bien avant l'Angleterre, au régime de séparation.

C'est ainsi que les Etats-Unis d'Amérique ont suivi et développé la législation anglaise en établissant l'égalité des deux sexes. Il y a des différences, certes, dans les législations des divers Etats, mais la plupart ont accentué la tendance anglaise. Le régime de la séparation de biens est certainement le plus répandu. Mais il faut noter que c'est l'Amérique qui a donné une des contributions les plus remarquables à l'émancipation juridique de la femme mariée. L'Etat de New-York fut le premier (1) à établir une loi en faveur des femmes, et son exemple fut suivi par la majorité des autres Etats.

En Australie, le régime légal est la séparation de biens ; au Canada, les intérêts pécuniaires des conjoints sont également distincts, sauf dans une région restreinte demeurée fidèle à notre communauté coutumière.

b) *Législations latines et sud-américaines*

L'Italie s'est rangée du côté du régime de la séparation de biens. C'est un des rares pays où il n'y a pas de régime légal établi par la loi. Les époux mariés sans contrat sont considérés comme séparés de biens.

L'Italie, historiquement, a toujours été influencée par

(1) Act des 17 avril 1848, 20 mars 1860, 28 mai 1884 et 14 mars 1892.

les vieux principes du droit romain, et elle fut la patrie par excellence de la séparation de biens. Le Code civil français fut cependant promulgué dans la Péninsule au début du *xix^e* siècle, sauf en Sardaigne et en Sicile. Après la chute de Napoléon, les codes des divers pays revinrent au régime dotal et, pour les époux mariés sans contrat, au régime de séparation de biens, plus ou moins dénaturé d'ailleurs, par la conservation du principe français de la suprématie maritale.

Un nouveau code fut promulgué le 25 juin 1865, comme conséquence de l'unité italienne. Il n'établît aucun régime légal laissant toute liberté aux époux pour fixer leurs conventions matrimoniales. En l'absence de contrat, la loi présumait la séparation de biens, avec paraphernalité absolue de la fortune de l'épouse.

A signaler que, comme en Belgique, l'hypothèque légale de la femme italienne a cessé d'être occulte et demeure soumise à la nécessité d'une inscription.

La loi du 19 juillet 1919 donne le droit à la femme de disposer de ses biens, sauf de ses biens dotaux, et cela sans autorisation maritale ou judiciaire : elle peut également, seule, et avec la même facilité, s'obliger par contrat.

En Espagne, le régime légal est celui de la communauté réduite aux acquêts, mais la femme n'exerce aucun droit sur la communauté pendant sa durée (1). Un nouveau Code Civil est actuellement à l'étude (2).

Les Espagnols transportèrent en Amérique du Sud leurs institutions juridiques. Et les colonies espagnoles, indépendantes, conservèrent la communauté d'acquêts, mais modifiée, rajeunie, amendée.

(1) Art. 1315 du Code civil de 1889.

(2) La nouvelle constitution espagnole (art. 25) proclame l'égalité des sexes qui s'applique dans les rapports juridiques des époux.

C'est ainsi que les Codes de l'Amérique latine s'inspirent généralement du Code Napoléon et de la législation espagnole. C'est surtout la communauté réduite aux acquêts qui était généralement le régime légal (Chili, Pérou, Bolivie, Argentine, Uruguay, Venezuela). La Bolivie, le Pérou, l'Argentine avaient harmonisé ce régime avec le régime dotal.

Au xx^e siècle, tous les Etats sud-américains ont réformé leurs Codes et en ont modifié les tendances. Le Code Civil de la République du Panama, mis en vigueur le 1^{er} octobre 1917, établit la séparation de biens comme régime légal ; à défaut de contrat, chaque époux conserve la libre disposition de ses biens, y compris ceux acquis pendant le mariage.

La loi du 12 avril 1917 du Mexique, sur les rapports familiaux, pose comme base la capacité de la femme, et établit aussi la séparation de biens. Le Code Civil des Etats-Unis du Brésil, du 1^{er} janvier 1916, modifié le 15 janvier 1919, laisse aux parties le libre choix du régime ; à défaut de contrat, le régime légal est la communauté universelle avec exclusion originale de certains biens, tels que biens grevés de fidéicomis, biens réservés, biens antérieurs au mariage.

La loi du 22 septembre 1926 de la République Argentine donne une large capacité à la femme mariée. Celle-ci administre ses biens propres et peut disposer librement des produits de son travail. La communauté existe cependant et le mari est présumé avoir mandat d'administrer les biens de sa femme.

A signaler encore la loi du 18 février 1922 de la République de Colombie, complétant le Code Civil, qui donne à la femme la libre administration et jouissance des biens indiqués et réservés dans les conventions matrimoniales, ainsi que de ceux destinés à son usage per-

sonnel : bijoux, trousseaux, instruments de travail. Aucun des époux ne peut disposer seul de ces biens, quelle que soit leur valeur (1).

c) Législation germanique

Le régime allemand a peut-être un caractère national, mais il eut surtout comme raison un esprit transactionnel et d'unification des législations des divers Etats. Le nouveau Code est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1900 ; il a institué comme régime légal le régime de l'union des biens ou de communauté d'administration (*Verwaltungsgemeinschaft*) ; il a unifié les législations des divers pays allemands, consacrant d'anciens usages matrimoniaux sans créer un système nouveau ; il marque une certaine amélioration de la situation juridique de la femme tout en maintenant, sous divers aspects, la prépondérance des droits du mari ; il a réussi à rester à la fois traditionnaliste et réformateur.

En principe, l'incapacité de la femme mariée est supprimée ; la femme allemande a un véritable pouvoir domestique, dit puissance des clés (*Schlüsselgewalt*). En vertu de ce pouvoir, elle a le droit d'engager les biens matrimoniaux pour les dépenses du ménage. Ce n'est pas un mandat tacite, mais un droit légal. S'il y a des difficultés au sujet de l'exercice de ce pouvoir entre le mari et la femme, c'est le tribunal qui statue ; et le tribunal peut maintenir la femme dans sa fonction de directrice de la maison.

En outre, la femme joue un rôle important dans le ménage, grâce à la constitution du patrimoine réservé. Ces biens réservés (*Vorbehaltsgut*) sont le produit du travail de la femme ou les choses acquises sur le pro-

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 1927, p. 467.

duit de ce travail. A noter que pour exercer une profession indépendante, la femme n'a pas besoin de l'autorisation du mari, et il ne reste à ce dernier qu'un droit d'opposition, dont la justice exerce le contrôle.

Tout en reconnaissant les progrès accomplis par le législateur allemand de 1900, nous dirons qu'il a été injuste envers la femme. Lors de la dissolution de la communauté, la femme ne reprend que ses biens personnels ; elle n'obtient rien sur les bénéfices réalisés par le ménage ; le Code allemand, en effet, laisse au mari le bénéfice, comme le déficit, qui peut exister après le prélèvement des apports.

Enfin, et ceci est important, les époux peuvent, en cours du mariage, changer leur régime matrimonial. Tous les changements doivent être inscrits au registre public des conventions matrimoniales. Ce registre est une innovation conçue en faveur des tiers ; tous les pactes nuptiaux y figurent obligatoirement ; son institution a permis au législateur allemand de supprimer le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales.

On qualifie parfois le régime légal allemand de communauté d'administration. C'est inexact. « Il ne mérite
« pas ce terme, écrit M. J. Bonnecase (1). Le mari admi-
« nistre les biens de la femme, autres que les biens
« réservés ; la femme administre ces derniers ; de com-
« munauté vraie, il n'en existe pas. »

La séparation de biens est un second régime légal. Le régime s'ouvre quand l'administration et la jouissance du mari cessent, en vertu de causes telles que faillite ou

(1) Julien Bonnecase, *La philosophie du Code Napoléon appliquée au droit de famille : ses destinées dans le droit civil contemporain*. 1928, in-8°, p. 310 et suivantes.

interdiction ou dissolution judiciaire de l'union ; il doit être rendu public pour être opposable aux tiers (1).

d) *Suisse et Turquie*

Suisse. — Le régime légal du nouveau Code Suisse, voté par le Conseil fédéral le 10 décembre 1907 et entré en vigueur le 1^{er} janvier 1912, s'est inspiré du Code Civil Allemand, tout en l'améliorant sur certains points et en en corrigeant quelques défauts.

L'article 178 place les époux sous le régime de l'union des biens, à moins qu'ils n'aient adopté un autre régime par contrat de mariage ou qu'ils se soient soumis au régime légal extraordinaire.

Nous rencontrons, dans ce régime légal d'union de biens, deux variétés de biens : les biens matrimoniaux et les biens réservés.

Les biens matrimoniaux sont ceux que les époux pos-

(1) *Alsace-Lorraine.* Jusqu'au 1^{er} janvier 1900, date de la mise en application du Code Civil Allemand, le régime local était appliqué en Alsace-Lorraine. Lors de l'introduction du Nouveau Code Civil Allemand, des dispositions transitoires furent établies dans les départements annexés, afin de respecter dans une certaine mesure les droits acquis sous l'empire de l'ancienne législation locale.

Le Code Civil Allemand ne resta que peu de temps en vigueur en Alsace-Lorraine. La loi française du 17 octobre 1919 institua un régime transitoire en raison de la situation spéciale des Alsaciens-Lorrains. La loi du 1^{er} juin 1924, tout en introduisant les règles de notre législation civile dans les départements de la Moselle, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, à compter du 1^{er} janvier 1925, établit, pour les régimes matrimoniaux, un régime transitoire inspiré de celui qui avait été pratiqué par les Allemands lors de la promulgation de leur Code Civil de 1900. C'est ainsi que l'article 127 de la loi du 1^{er} juin 1924 permet d'opter, dans le délai d'un an, pour un des régimes de notre Code Civil ou de rédiger un contrat de mariage dans les termes conformes à notre droit ; faute de quoi, le régime de la communauté d'administration du droit allemand se trouve mué en communauté d'acquêts du droit français, la séparatoin de biens allemande est transformée en séparation de biens française et un régime matrimonial conventionnel est changé de plein droit en un de nos régimes types correspondants (article 128 de la loi du 1^{er} juin 1924).

sédaient au moment du mariage ou ceux qu'ils acquièrent par la suite. Le mari les administre.

Les biens réservés sont *fixés par la loi* et soumis aux règles de la séparation de biens. Ils peuvent être constitués par contrat de mariage ou par des libéralités provenant de tiers : ils sont donc plus nombreux que dans la législation allemande.

Le Code Civil Suisse s'est gardé de commettre l'injustice du législateur allemand envers la femme. Tout en édictant que le déficit lors de la dissolution de la communauté restera à la charge du mari, à moins qu'il ne prouve que ce déficit est imputable à la femme, l'article 214 spécifie que le bénéfice réalisé par le mariage sera partagé de la manière suivante : 1/3 à la femme et à ses descendants, 2/3 au mari ou à ses ayants droit. Le Code Civil Suisse associe ainsi la femme à la bonne fortune du mari, tout en conservant la conception germanique, qui l'exempte des pertes.

A remarquer que les articles 349 et suivants du Code Civil Suisse prévoient la constitution du bien de famille.

Ce régime légal n'est pas une variété de la communauté, mais plutôt un véritable régime de séparation de biens. Le mot d'union de biens est « une dérision juridique » (1). Chaque époux agit de son côté ; la femme administre les biens réservés qui sont nombreux ; le mari administre les autres biens de la femme ; il devient propriétaire des biens fongibles et non individualisés. Il ne peut disposer des biens non fongibles, sans autorisation de la femme.

Le législateur suisse s'est surtout préoccupé de faire une œuvre nationale. « Rejetant, dit M. Virgile Rossel, « celles des institutions cantonales que condamnait

(1) Julien Bonnecase, *Op. cit.*, p. 317 et suivantes.

« l'expérience, modernisant et développant celles qui
« étaient demeurées pleines de vie, tranchant toutes
« les difficultés dans un sens libéral, ne froissant au-
« cune conscience, ne sacrifiant aucune des classes de
« la population, accueillant toutes les innovations con-
« seillées par la science, le législateur suisse a fait une
« œuvre qui contribuera sans aucun doute à la pros-
« périté matérielle et à la grandeur morale de notre
« pays... » (1)

Turquie. — Le nouveau Code Civil Turc adopté le 17 février 1926, et entré en vigueur le 4 octobre suivant, est la reproduction à peu près intégrale du Code Civil Suisse, avec diverses et légères modifications résultant des conditions différentes d'administration des deux pays.

L'innovation la plus importante du Code Turc est le choix de la séparation de biens et non de l'union des biens, comme régime légal, applicable à défaut de contrat. La modification est logique, puisque l'union de biens du régime allemand et du régime suisse est surtout une séparation réelle de biens.

Le Code Turc bouleverse toutes les notions nationales en ce qui concerne la situation sociale de la femme ; il reconnaît l'égalité des sexes, condamne la bigamie, donne à la femme le droit de gérer librement ses biens, de faire le commerce, de conclure tous les contrats ou conventions, de prendre tous engagements engendrant sa responsabilité civile.

La liberté des conventions matrimoniales existe et les époux peuvent choisir le régime de l'union des biens, la communauté de biens, la communauté d'acquêts, la séparation conventionnelle de biens.

(1) Virgile Rossel : *Edition annotée du Code Civil Suisse* ; Introduction, p. 9.

e) *Législation Russe*

Dans l'ancienne Russie, le régime légal au temps du Svod (articles 115-117) était celui de la séparation de biens absolue, chaque époux étant indépendant et libre de gérer sa fortune. La famille russe avait ainsi reçu une constitution légale beaucoup plus libérale que celles organisées par les autres législations. En instituant la capacité de la femme mariée et le régime de séparation de biens, la législation russe avait devancé les tendances individualistes qui se sont précisées vers la fin du 19^e siècle. Mais cette situation libérale de la femme était plus apparente que réelle : les mœurs avaient introduit la jouissance en commun des divers biens des époux (1). Le pays offrait d'ailleurs un contraste saisissant ; la femme du moujik ou du marchand était parfois traitée comme une esclave, mais en même temps dans les classes cultivées et dans la noblesse, la femme menait une vie dégagée de toute contrainte et de tout contrôle : son rang était conforme à son amour-propre et à sa dignité. Cette situation de fait a permis d'écrire à M. Pierre Chaplet : « Au-dessus des mœurs, parmi toutes « les législations européennes, celle de la Russie im-
« périale qui maintenait sur la femme la puissance
« maritale était certainement la plus libérale, en ce
« qui concerne l'administration des biens matrimo-
« niaux. » (2).

Le régime soviétique modifia le droit de famille :
« dislocation de la famille, abolition de toute autorité
« maritale et parternelle, égalité complète entre l'hom-

(1) Lehr, *Eléments de droit Civil russe*, p. 7, n° 28 et suivants.

(2) Pierre Chaplet, *La Famille en Russie Soviétique*, 1929, chez Marcel Giard, rue Soufflot, Paris, p. 189.

« me et la femme, entre les parents et les enfants, l'individu restant seul devant l'Etat qui voudra le modeler selon... sa mystique sociale » (1), telle était l'orientation générale de la législation soviétique. Les Soviets se sont inspirés à la fois des usages et des lois de l'ancien régime impérial. « Le Code de 1918 consacra dans ses dernières conséquences les tendances individualistes de l'ancien droit et de la pensée juridique moderne » (2).

Le premier Code Soviétique édicte les lois sur le mariage, établissant l'égalité absolue et entière de l'homme et de la femme. Le régime matrimonial légal des époux a été réglé seulement par le Code de 1923. L'article 105 pose le principe de la séparation de biens, principe reproduit par le Code du 19 novembre 1926, mis en vigueur le 1^{er} janvier 1927.

Le Code de 1927, très bref comme tous les Codes soviétiques, ne comprend que 24 articles. L'article 10 maintient le principe traditionnel du droit russe de l'ancien régime, celui de la séparation de biens. Il ne l'applique cependant qu'aux biens que les époux ont possédés avant leur mariage. Ces biens, les époux sont libres de les administrer ou d'en disposer comme bon leur semble. Ils peuvent même entre eux conclure tous les contrats autorisés par la loi (article 13). Mais l'innovation, et elle est grande, consiste dans l'établissement d'une communauté entre époux. L'avoir gagné pendant le mariage est le patrimoine commun des époux, tandis que l'avoir ayant appartenu aux époux avant leur mariage reste leur patrimoine personnel, ainsi que les biens donnés.

(1) Pierre Chaplet, *op. cit.* Avertissement de M. Maxime Chauveau, p. 17.

(2) F. Eliachevitch. Tager, Boris, Nolde : *Traité de Droit Civil et Commercial des Soviets*, 1930, tome III, p. 287 et suivantes.

C'est une sorte de communauté d'acquêts. Les deux époux ont une part égale dans l'administration de la communauté (article 9), et le Code leur interdit de renoncer aux droits que la loi leur donne, soit l'un au profit de l'autre, soit au profit d'un tiers (article 13). En cas de désaccord, une seule solution est possible, étant donné l'égalité absolue des époux : le recours au tribunal. La part des époux dans la communauté peut varier, suivant les circonstances : en cas de difficultés sur le partage, c'est encore les tribunaux qui apprécient. La durée de la communauté est exactement celle du mariage, quelque soit le mode de dissolution.

Cette création du patrimoine commun est extrêmement curieuse du fait de la latitude accordée aux époux de supprimer la communauté de vie tout en restant mariés (article 9 du Code de 1918). En réalité, son existence est subordonnée à la cohabitation du mari et de la femme durant l'union.

A remarquer que le régime de la loi de 1927 est le seul régime autorisé en Russie. Le Code Soviétique l'applique à tous les mariages enregistrés et non enregistrés (concubinage, article 11).

*f) Droit matrimonial des Etats issus de la guerre 1914-18
ou agrandis par elle.*

Les législations de ces pays — Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Roumanie, Lithuanie, Lettonie, Esthonie, Finlande — sont trop souvent délaissées, parce que leur évolution n'est pas terminée. Elles offrent cependant une matière infiniment neuve et curieuse au point de vue économique et social.

Ces nations, en pleine organisation, préparent leur unité de législation, complément logique de leur unité

politique. C'est pourquoi, il est difficile de tracer un tableau exact et complet de leurs régimes matrimoniaux. Indiquons cependant que, tenant compte des tendances économiques et sociales contemporaines, elles s'efforcent d'étendre le rôle économique de la femme et d'augmenter sa capacité juridique.

Examinons la situation de la Pologne qui fut la première à unifier sa législation matrimoniale. Nous avons en 1919, avant la renaissance de la Pologne indépendante, quatre législations dans le pays : *l'ancien Royaume de Pologne*, incorporé à l'Empire Russe, mais ayant conservé sa législation matrimoniale, où le régime légal était le régime d'usufruit marital (1); le mari, chef du ménage, gérât les intérêts de la famille, sous réserve toutefois de la loi russe du 25 mars 1914 élargissant la capacité de la femme mariée ; *la Galicie* anciennement annexée par l'Autriche, était régie par le droit autrichien (2) d'avant 1919; *le Duché de Posnanie et la Poméranie Polonaise*, détachées de la Prusse, étaient sous la législation allemande; *les territoires à l'est de la Pologne* se trouvaient soumis au droit russe de 1914.

Cette multitude de législations, que nous retrouverons dans d'autres nouveaux Etats, était le résultat des partages antérieurs de la Pologne. Mais, des lois récentes intervinrent rapidement, en vue de codifier le droit civil en Pologne.

La loi du 1^{er} juillet 1921 est venue introduire de nombreuses modifications dans le régime légal matrimonial polonais (3). Elle est une tentative d'unification.

Le chapitre II maintient le choix de la liberté du régime matrimonial. L'incapacité de la femme mariée

(1) Code Civil Polonais de 1825, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1826.

(2) Code du 19 mars 1916.

(3) *Journal des Lois*, Pologne, n° 64, année 1921.

ne subsiste que pour les biens qui se trouvent dans l'administration et jouissance du mari. En dehors de ce cas, l'épouse est pleinement capable d'agir seule. (Chapitre III) ; elle peut aliéner à titre onéreux ou gratuit et grever d'obligations les biens qui sont administrés par elle, ou dont elle a la jouissance.

Sont considérés comme biens réservés tous les biens de la femme mariée, à l'exception de ceux qu'elle a apportés au mari à la célébration du mariage. Le mari a l'usufruit et la jouissance de cet apport (article 9), mais la femme conserve la propriété exclusive des profits qui proviennent de son travail, de sa diligence, d'un commerce ou d'une industrie séparés, d'un art, d'une profession et de son talent (article 13, chapitre IV).

Il y a lieu de noter enfin que l'exécution des décisions de justice prononcées contre la femme, sans assignation ou intervention du mari pendant le procès, ne peut être dirigée sur les biens de la femme qui sont dans la jouissance et l'administration du mari, sauf dans le cas où la femme est marchande publique (article 5).

A côté de la Pologne, la Finlande (1), par la loi du 13 juin 1929, sur le mariage, a établi, dans le livre II de la loi, un intéressant statut juridique des époux.

Chacun des époux reste propriétaire des biens qu'il possédait à la conclusion du mariage : tout ce qu'il acquiert pendant le mariage est même considéré comme un propre. C'est la séparation de biens, semble-t-il. Et cependant, la loi en détruit les principaux effets : chacun des époux a un droit matrimonial sur les biens de l'autre ; l'autorisation de l'autre époux est nécessaire pour aliéner, hypothéquer, les biens matrimoniaux ; et,

(1) Loi du 13 juin 1929, *Annuaire de législation étrangère*, 1930, p. 464.

ce droit matrimonial ne nous paraît pas dégagé des règles de communauté. A noter d'ailleurs, la possibilité d'exempter, par contrat écrit et transcrit, certains biens du droit matrimonial.

La Roumanie s'occupe de son côté d'unifier son droit civil. Dans cette nation, politiquement agrandie, se rencontrent des mentalités juridiques différentes et séparées. En Bessarabie, c'est le Code Civil Napoléonien qui restait en vigueur ; en Bucovine et en Transylvanie, c'est le Code Autrichien modifié par le Droit Magyar ; dans certaines régions de la Dobroudja, des coutumes spéciales règlent la situation des populations musulmanes.

Cette diversité ne peut continuer sans porter atteinte à l'unité même de la nation roumaine. L'unité politique d'un pays ne peut guère s'affirmer que par l'unification de ses lois, surtout pour le droit privé mêlé à la vie intime du peuple : c'est le but que poursuit avec patience le Parlement roumain, ne voulant concevoir une codification nouvelle sans admettre les dernières innovations juridiques modernes (1).

En attendant cette unification qui sera bientôt un fait accompli, une loi du 28 mai 1928 a étendu en Bessarabie les dispositions du Code Roumain. Une loi du 20 avril 1932 a aboli l'incapacité civile de la femme mariée (2). Cette loi, préparée et votée en hâte, est malheureusement loin d'être à l'abri de toute critique : mais elle reconnaît à la femme une capacité juridique complète, conforme

(1) Un avant-projet de code civil élaboré par le conseil législatif roumain avec le concours des représentants de la magistrature, du barreau, de l'Université, du Parlement, et des représentants des associations féministes, a été déposé au parlement roumain, le 20 février 1933, par M. Michel Popovici, ministre de la Justice.

(2) *Bulletin mensuel de la Société de Législation comparée*, janvier 1933, p. 197.

aux tendances du droit moderne. Elle s'applique surtout aux populations de l'ancien Royaume de la Roumanie, où la femme était soumise au système de l'autorisation maritale. Ni en Transylvanie, ni en Bucovine, ni en Bessarabie, la femme n'était atteinte d'une semblable incapacité.

La femme roumaine a l'administration, la jouissance et la libre disposition de ses biens paraphernaux. Le mariage ne restreint pas la capacité de la femme d'exercer ses droits civils. Enfin, chacun des époux ne répond, vis-à-vis des tiers, que des obligations qu'il a contractées, à moins qu'il n'ait donné un pouvoir exprès à l'autre pour le représenter.

L'avant-projet de Code Civil Roumain — et ce détail est à indiquer — écarte le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales ; tenant compte des besoins changeants de la vie, il admet (art. 162) que « la convention matrimoniale pourra être modifiée ou résiliée durant le mariage ». Ce système présente des dangers par rapport aux tiers et par rapport aux parties : il est corrigé, en partie, en exigeant un acte authentique pour la validité ou la modification des conventions matrimoniales.

Le projet consacre l'égalité des sexes et concilie les tendances de la vie moderne avec les besoins de liberté individuelle et d'indépendance de la femme.

C'est aussi dans le même esprit que d'autres nations voisines étudient et préparent la réforme de leur régime matrimonial, tout en l'adaptant à leurs besoins nationaux.

g) Législations Scandinaves

Une réelle collaboration scandinave semble exister depuis longtemps dans le domaine du droit de famille.

Les lois scandinaves sur le mariage, très complètes, s'inspirent à la fois des réalités et des tendances modernes.

A ce titre, les régimes matrimoniaux scandinaves présentent un grand intérêt.

Suède

La loi du 19 avril 1919, mise en application le 11 juin 1920 (1), a modifié la loi de 1898.

Cette loi est un véritable code du mariage. Elle s'occupe de tout ce qui est droit matrimonial, depuis les fiançailles jusqu'au divorce ou au décès. Les conventions matrimoniales doivent être toujours rédigées par écrit et signées de témoins.

Le régime légal s'apparente à la fois à la communauté universelle et à la séparation de biens. Il est caractéristique, dans ce sens que « chacun des époux vit comme « propriétaire et meurt comme associé. La séparation « de corps ou de biens, le divorce, le décès d'un époux « font apparaître la communauté latente qui sommeille » (2). Au concept de la communauté, la loi suédoise substitue l'idée du droit conjugal (*giftorätt*). Les époux restent propriétaires effectifs de leurs avoirs respectifs qui se réunissent en une masse pour être partagés entre eux lors de la dissolution du mariage.

C'est une situation à part. Les biens de chaque époux demeurent sa propriété personnelle, mais ils forment deux catégories bien distinctes : les biens propres et les biens conjugaux.

Les biens propres ou personnels de l'époux sont ceux

(1) Annuaire de législation étrangère, 1921, p. 198.

(2) A. Charron : La loi Suédoise sur le Mariage et le Régime des Biens entre Epoux, *Revue du Notariat et de l'Enregistrement*, 15 novembre 1932.

qui ont été déclaré tels dans les conventions matrimoniales, ceux qu'il a reçu à titre de don ou de legs d'un autre que son conjoint sous la condition qu'ils lui resteront propres, ceux qu'il acquiert, au cours du mariage, par achat, échange, ou tout autre mode d'acquisition légal, ceux enfin que les époux déclarent reconnaître tels. Les revenus de ces biens n'ont pas le caractère personnel, sauf stipulation contraire.

Les autres biens constituent des biens matrimoniaux. Toutefois, au cours du mariage, les conventions matrimoniales peuvent être modifiées pour décider que des biens matrimoniaux deviendront des biens personnels, ou vice-versa.

Les biens conjugaux, qui constituent la règle, doivent être partagés entre les époux et leurs héritiers. Ce droit éventuel de partage entraîne un certain nombre de restrictions à la liberté d'aliénation. Chacun des époux se trouve ainsi avoir un droit conjugal sur les biens de son conjoint ; ces biens sont protégés, et les époux doivent veiller à ce qu'ils ne soient diminués indûment au préjudice de l'autre conjoint.

Chacun des époux administre ses biens propres et ses biens matrimoniaux : ils se consultent pour les décisions à prendre, et contribuent aux charges du ménage proportionnellement à leurs ressources. La loi contient de minutieuses présomptions à cet égard.

C'est ainsi que l'époux a bien la libre administration de ses biens matrimoniaux pendant l'union conjugale, mais il ne peut ni aliéner, ni hypothéquer les immeubles sans le consentement écrit de son conjoint attesté par deux témoins, sauf nullité ; il ne peut davantage aliéner ou donner en gage, sans le concours de l'autre époux, les biens mobiliers matrimoniaux destinés à l'usage des époux ou des enfants, ainsi que ceux qui constituent

des instruments de travail. Le refus arbitraire du conjoint peut être suppléé par l'autorisation du Tribunal.

Les droits de chaque époux sur les biens matrimoniaux sont précisés par la loi qui règle les questions des dettes, du partage, des récompenses, et encore des prélèvements sur certains objets que les époux peuvent faire à la dissolution du mariage.

Le législateur suédois a voulu surtout conférer à la femme une capacité civile complète. La femme peut passer des contrats sans l'autorisation de son mari ; elle peut disposer librement de sa fortune personnelle et du produit de son travail, sauf le droit de saisie sur le produit du travail d'un époux qui est accordé à son conjoint.

Norvège

La loi du 20 mai 1927, votée le 18 mars 1925 et mise en application le 20 mars 1927 (1), introduit en Norvège la communauté universelle, mais reconnaît en dehors de cette masse matrimoniale unique englobant l'ensemble des biens des conjoints, l'existence de biens propres à la femme sur lesquels elle a un droit de libre administration et de libre disposition.

L'article 11 de la loi du 29 juin 1888, que la loi de 1927 n'a pas abrogé mais simplement complété, avait déjà reconnu à la femme mariée la même capacité qu'à la femme non mariée.

La loi de 1927 qui institue la communauté universelle comme régime légal ne défend pas aux époux de stipuler en se mariant leurs conventions matrimoniales. Cette stipulation peut même intervenir après la célébration du mariage moyennant certaines garanties de publicité.

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 1928, p. 441.

La communauté légale norvégienne comprend tous les biens des époux à l'exclusion des biens ayant un caractère strictement personnel (vêtements, bijoux, instruments de travail) (1) et de ceux que les époux conviennent de rendre propres pendant le cours de la communauté. La loi autorise même les époux à mettre fin à la communauté pendant le cours du mariage au moyen d'une convention publique. Les biens propres peuvent être librement aliénés par l'époux auquel ils appartiennent. Les gains et salaires de la femme mariée ou acquisitions provenant de ces gains et salaires sont soustraits à la gestion du mari, mais demeurent dans l'actif commun un élément de la masse partageable (*idem*, loi danoise, loi suisse, loi française du 13 juillet 1907).

A remarquer que les contrats conclus par un des époux pour les besoins journaliers du ménage et pour l'éducation et l'entretien des enfants, lient son conjoint.

Toutefois, la loi exige que les deux époux agissent d'accord pour les actes importants de disposition des biens communs. A la fin de la communauté, tous les biens, quel que soit leur provenance, appartenant au ménage, sont réunis et partagés par moitié.

Danemark

La loi du 18 mars 1925 sur les effets juridiques du mariage (2), comme les lois suédoise et norvégienne, a maintenu au Danemark la communauté de biens entre époux, mais a supprimé la prépondérance du mari pour établir l'égalité entre les deux époux.

Chaque époux peut disposer de son vivant des biens

(1) Voir aussi le Code Civil Suisse, art. 191, et Code Civil Allemand, art. 1366.

(2) *Annuaire de législation étrangère*, 1926, p. 454 et suiv.

qu'il a introduits dans la communauté, sous la réserve toutefois que les biens communs ne soient pas diminués indûment au préjudice de l'autre époux. Les époux doivent s'entr'aider mutuellement et sauvegarder en commun les intérêts de la famille. Chacun des époux peut contracter des actes juridiques relatifs au ménage et à l'entretien des enfants et obliger ainsi la communauté.

Si l'un des époux abuse de ces droits, il peut, sur la demande de l'autre époux, être privé par le Tribunal de son droit d'administration.

Les époux ne peuvent vendre ou hypothéquer les immeubles, aliéner ou mettre en gage les meubles appartenant à la communauté que d'un commun accord.

Il peut exister des biens séparés créés par contrat de mariage, ou résultant de dons ou d'héritages reçus par l'un des époux, sous la condition que les biens transmis resteront des biens séparés.

h) Pays musulmans

Il est remarquable qu'en pays musulman où la personne de la femme est tenue dans une dépendance si étroite, le droit consacre la capacité illimitée de celle-ci. Elle dispose à son gré des revenus de ses biens, elle conserve la propriété de tous ses apports, les administre, hypothèque, échange sans autorisation du mari. Elle est libre de passer tous contrats sans autorisation maritale: la jouissance du mari n'existe pas juridiquement. Pendant la durée du mariage, elle ne contribue pas aux dépenses du ménage. Ce soin incombe entièrement au mari et il ne faut pas s'en étonner dans un pays où ni la loi ni les mœurs ne permettent à l'épouse l'exercice d'une profession indépendante, et où la femme est considérée comme la chose de l'homme.

i) *Chine*

Le livre IV du Code Civil de la République Chinoise intitulé « De la Famille », a été promulgué le 26 décembre 1930 et est entré en vigueur le 5 mai 1931. C'est donc une législation récente, qui, comme éléments de législation comparée, s'est référée surtout au Code Civil Suisse de 1907, au Code Civil Allemand de 1896, au Code Civil Japonais (1) de la même année, au Code Civil Français, au Code Brésilien de 1916 et aux lois scandinaves sur le mariage.

L'élaboration des règles qui régissent le statut matrimonial de 400 millions de ressortissants chinois soulevait des problèmes délicats et complexes. Pour moderniser la Chine, il fallait supprimer l'ancienne législation familiale des clans : il était nécessaire de subordonner à l'intérêt général de la race, l'intérêt particulier des groupes isolés.

L'article 1014 permet d'ailleurs au mari et à la femme de convenir que certains biens particuliers seront considérés comme réservés.

Il paraît intéressant de signaler certaines dispositions du nouveau Code.

Le mari et la femme, pour les affaires domestiques ordinaires, agissent comme représentants l'un de l'autre, sauf restrictions possibles de ce droit en cas d'abus (art. 1003).

Le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales n'existe pas, sous les deux réserves suivantes : la conclusion, la modification ou la suppression d'un

(1) Le Code Japonnais de 1896 accorde à la femme la libre disposition de son gain personnel ; il lui attribue une certaine capacité juridique en cas d'absence, d'abandon, d'interdiction ou de condamnation du mari.

contrat de mariage doivent être opérées par écrit (art. 1005), et aucune conclusion, modification ou suppression d'un contrat de mariage ne peut être opposée aux tiers qu'après enregistrement (art. 1008).

Une disposition du Code Chinois est fort intéressante et pourrait trouver place dans la législation française. En cas de faillite d'un des époux, le régime matrimonial devient de plein droit celui de la séparation de biens (art. 1009).

L'article 1010 indique les cas où le Tribunal prononcera la séparation de biens à la requête de l'un des époux : 1° lorsque l'un des époux manque de pourvoir aux dépenses du ménage auxquelles il est tenu selon la loi ; 2° lorsque les biens du mari, ou ceux de la femme, ne sont pas suffisants pour éteindre ses dettes, ou lorsque les biens qu'ils ont en commun ne sont pas suffisants pour éteindre leurs dettes totales ; 3° lorsque l'aliénation de biens par un des époux requiert, selon la loi, l'assentiment de l'autre époux, et que cet assentiment est refusé sans juste motif.

III. — L'ÉVOLUTION DU DROIT MATRIMONIAL DANS LE MONDE

Le rapide exposé que nous venons de faire de l'évolution du droit matrimonial à l'étranger depuis le Code Civil nous permet de dégager les traits caractéristiques des transformations subies par cette partie du droit.

Les enseignements de cette évolution matrimoniale affirment combien féconde et considérable a été l'œuvre des législateurs en cette matière, surtout depuis la fin du XIX^e siècle.

Ces transformations de régime se sont-elles faites par

changements partiels, ou par codifications entières ? Bien peu de pays se sont contentés, comme la France, de retoucher leurs codes. Certains pays, comme l'Angleterre et ses Dominions et les pays scandinaves, ont éprouvé le besoin de rajeunir une législation vieillie, incompatible avec les besoins modernes. Mais d'autres nations ont agi ainsi par besoin d'unification : l'Italie, l'Allemagne, la Pologne, par exemple, ont cherché dans l'unité de législation, le complément de leur récente unité politique ; la Suisse a agi en raison du mouvement de centralisation qui augmente les pouvoirs de la Confédération au détriment de l'autorité législative des Cantons.

Mais, nulle part cependant, sauf en Angleterre, en Turquie, en Chine, où les systèmes précédents instituaient un anachronisme réel, un régime légal n'a été aboli de façon absolue pour être remplacé par un autre. On a préféré consacrer les régimes nationaux, en les modifiant et en les adaptant aux nécessités de l'époque : *tant et si bien*, comme nous l'avons déjà indiqué, les peuples allient toujours le sentiment de la conservation nationale avec leurs besoins économiques et sociaux. Certes, en Allemagne, en Pologne, en Suisse, en Italie, où les diverses régions étaient soumises à des législations diverses, il fallut bien choisir parmi des conceptions différentes ; mais on chercha par-dessus tout à conserver le régime considéré comme le plus national, généralement d'ailleurs pratiqué par le plus grand nombre.

Une seconde constatation ressort de notre étude : c'est l'extension générale apportée au rôle de la femme mariée et la reconnaissance totale ou partielle de sa capacité civile.

Des règles nouvelles, résultant davantage des trans-

formations économiques modernes et des réalités du moment que de revendications féministes, ont grandi le rôle de la femme dans la société. La France n'a suivi le mouvement qu'avec timidité. Mais la plupart des nations ont poursuivi avec tenacité l'émancipation totale ou partielle de l'épouse.

Nous pouvons résumer en un tableau d'ensemble les résultats déjà acquis, tout en indiquant que le mouvement d'affranchissement se développe et s'accroît certainement encore.

a) Abolition de plus en plus générale (1) du principe de l'incapacité de la femme mariée.

b) Dégagement de la personnalité de la femme, et notion plus noble et plus juste du rôle respectif de l'homme et de la femme dans le mariage.

c) Collaboration des époux plus intime ; rôle plus digne de la femme au sein de l'association conjugale.

d) Etablissement de biens réservés de la femme plus ou moins nombreux.

e) Pouvoirs d'administration plus importants de la femme, ou concours nécessaire dans de nombreux actes de disposition ou d'obligation du mari, ou d'aliénation du fond commun.

f) Droit exclusif au produit de son travail que les lois britanniques et scandinaves ont été les premières à reconnaître, et qui est admis de nos jours dans presque toutes les législations.

g) Assouplissement aux conditions économiques modernes des sûretés dont l'épouse était entourée ; la

(1) En Belgique, la loi du 20-7-1932 a ajouté un certain nombre d'articles au Code civil pour améliorer surtout la situation de la femme qui exerce une profession, *Revue Trimestrielle de Droit Civil*, 1933, p. 617.

femme a besoin de moins de protection puisqu'elle joue un rôle économique plus important.

h) Droit reconnu aux époux de changer de régime matrimonial durant le mariage sous réserve de certaines publicités.

i) Disparition de l'hypothèque légale, ou sa modernisation, cessant d'être générale et occulte.

Mais, en raison de la diversité des régimes matrimoniaux pratiqués dans les divers pays, nous cherchons en vain un régime qui ait une supériorité certaine sur les autres. Nulle part, on ne constate un régime, qui, par sa perfection ou son caractère, s'impose à tous, et marque une poussée irrésistible et générale, susceptible de l'imposer aux peuples.

CHAPITRE IV

LA NÉCESSITÉ ET LES EXIGENCES D'UN RÉGIME MATRIMONIAL LÉGAL

I. — NÉCESSITÉ D'UN RÉGIME LÉGAL

Si le droit civil a minutieusement réglementé le régime de droit commun, il a heureusement laissé aux époux le droit d'y déroger par contrat de mariage. Pourquoi cette faculté accordée aux époux ? N'y aurait-il pas eu intérêt à établir un seul régime, obligatoire pour tous ? A Rome il n'existait qu'un statut matrimonial unique ; actuellement, la Russie impose un seul régime et qui s'harmonise à peu près avec les idées communistes.

Dans les Etats modernes, l'établissement d'un régime unique est difficile à réaliser : trop souvent, des races et des populations différentes, ayant des mœurs, des habitudes et des besoins dissemblables, se trouvent réunies dans un même pays, sous la même autorité. Une telle contrainte serait d'un arbitraire quelque peu excessif. C'est pourquoi, tenant compte des aspirations de leurs nationaux, les législateurs de presque tous les pays ont consacré avec raison la liberté des conventions matrimoniales.

Toutefois ils ont choisi et même imposé un régime légal unique aux personnes qui, ne profitant pas de cette liberté, se marient en négligeant de faire un contrat.

Un régime légal est-il nécessaire ? Et n'est-ce pas en quelque sorte abusif d'astreindre ainsi les conjoints, dans une matière si délicate et si importante, à observer des règles qui risquent d'aller à l'encontre de leurs intentions ou de leur volonté ?

Il n'est pas douteux que le législateur, en soumettant les personnes mariées sans contrat à un régime organisé légalement, a fait acte d'autorité.

Il est inexact de prétendre, ainsi que le déclare une théorie traditionnelle, que le régime légal repose sur une présomption de volonté ou une convention tacite des époux, et que ceux-ci, en se mariant sans contrat, ont voulu s'en référer à la loi pour l'organisation de leurs intérêts pécuniaires matrimoniaux. La communauté légale ne serait en somme qu'une communauté conventionnelle tacite.

Mais peut-on admettre une convention tacite, là où la volonté des parties est inexistante ? Comment expliquer, dans ce cas, la situation des époux soumis à un régime légal par suite de la nullité de leur contrat de mariage ? Il n'est pas douteux cependant, qu'ils avaient bien manifesté, de façon formelle, le désir d'écarter la communauté légale. Il n'est pas toujours vrai, certainement, que les époux, qui se marient sans contrat, ont la volonté d'adopter le régime de la communauté légale.

En réalité, quand les époux se marient sans contrat, ils ne s'en rapportent pas à la loi pour établir leur statut matrimonial. Si la loi intervient, ce n'est pas pour interpréter leur volonté, mais pour leur imposer la sienne.

On a pensé aussi que le législateur, s'abstenant de tout

acte d'autorité, pourrait proclamer simplement le principe de la liberté des conventions matrimoniales. Quelle serait alors la situation des époux, si le Code proclamait ce principe ?

Pas de difficulté pour les époux qui consentiraient à régler eux-mêmes leur régime matrimonial. Les contrats deviendraient certainement plus nombreux. Mais, il y aurait toujours des indolents et des réfractaires. Quelle serait alors leur situation ?

Une opinion prétend qu'à défaut de régime légal, les époux seraient, après comme avant le mariage, séparés de tous biens. Est-ce juridique ? Est-ce possible ?

M. Acollos, dans le Code qu'il préparait, supprimait simplement le titre de contrat de mariage : « Le mariage, » disait-il, est une relation purement morale dans laquelle le législateur n'a aucun rôle à jouer ». Il ajoutait : « Chacun des époux doit demeurer libre de disposer selon sa conscience de ses biens, comme de sa personne. » (1)

Le Code Italien a adopté cette thèse. Négligent de réglementer un système légal, il a admis que, faute de contrat, la fortune de la femme resterait paraphénale et que la séparation de biens en résulterait nécessairement. En fait, cette solution établit un régime de droit commun. Théorie séduisante certainement au premier abord — mais combien laborieuse et difficile deviendrait son application pratique ! D'ailleurs, nous ne croyons pas que la séparation de biens soit un régime compatible avec les nécessités du mariage, et puisse être considérée comme régime légal ; nous en donnerons les raisons au cours de notre étude. Mais rien n'empêcherait alors les conjoints d'établir, à défaut de conventions expresses,

(1) Acollos, *Manuel de Droit Civil*, tome III, p. 1 et 3.

des conventions tacites. On trouverait ainsi à la dissolution de ces unions sans contrat, une situation de fait, remplaçant l'état de droit. Que de difficultés et de contestations en perspective ; que de procès !

Aussi, le système d'un régime de droit commun, nous paraît préférable en tous points et beaucoup plus simple. Si les époux négligent d'établir les bases d'un régime matrimonial, la loi, plus prévoyante qu'eux, doit organiser ce régime. Cette réglementation est chose nécessaire. Le mariage soulève en effet des questions d'ordre pécuniaire aussi importantes que nombreuses ; il établit et détermine la situation juridique des époux. Un régime légal est indispensable pour sauvegarder des intérêts sociaux de première importance et aussi pour maintenir la paix à l'intérieur des familles.

En fait, les législations modernes, sauf de bien rares exceptions, ont établi un régime de droit commun, avec réglementation détaillée et avec faculté pour les époux d'y déroger par contrat de mariage. Ce n'est qu'à défaut de contrat, ou en cas de nullité du contrat de mariage, que la loi établit un régime de droit commun.

Cette réglementation minutieuse se justifie-t-elle ? La majorité des époux profite-t-elle de la liberté de la loi pour établir un contrat de mariage ? Nous n'avons malheureusement pas de statistique récente, mais il faut constater qu'en 1913 — dernière année connue, sur 299.000 mariages, célébrés en France, il n'y a eu que 69.783 contrats (1). D'où, pour le législateur, la nécessité de fixer le régime de tous ceux qui se marient sans contrat, environ 76 %.

Une autre solution a été proposée, mais aucune législation ne l'admet. Ce serait de réglementer plusieurs ré-

(1) Planiol, *Traité Élémentaire de Droit Civil*, 1932, tome III, n° 777.

gimes et d'obliger les époux à déclarer au moment de la célébration du mariage, devant l'Officier de l'Etat Civil, le régime établi et défini par la loi qu'ils veulent adopter. Mais l'éducation juridique pourrait-elle leur permettre, sans conseil aucun, d'indiquer, lors du mariage civil, le régime choisi ?

Il serait bien difficile pour la majorité des époux de faire un choix avec discernement.

Aussi le législateur a eu raison de suppléer à l'ignorance juridique des futurs conjoints, et de leur imposer sa volonté, suivant les aspirations et les tendances économiques et sociales de leur nation.

II. — LES EXIGENCES PERMANENTES EN MATIÈRE DE RÉGIME MATRIMONIAL LÉGAL

Mais ce régime légal, comment le législateur l'établira-t-il ? Sur quelles bases s'appuiera-t-il pour fixer son choix ?

En principe, tout régime légal doit convenir aux mœurs, aux besoins, aux goûts de ceux auxquels il doit s'appliquer ; il doit aussi répondre aux traditions juridiques et aux habitudes du pays ; il doit enfin être choisi pour sa simplicité et présenter des règles claires et nettes, d'une application facile et peu compliquée.

Il sera nécessaire de tenir compte de considérations diverses : considérations d'ordre moral, pécuniaire, social, national. C'est ce que nous désignerons sous le nom d'exigences permanentes.

a) *Considérations morales*

Le régime légal doit chercher à établir une conception noble et harmonieuse des rapports conjugaux par une

collaboration confiante des époux. Il doit sauvegarder la dignité de chacun, faire à la femme un sort équitable, délimiter le rôle respectif des deux conjoints sans gêner leur activité ; il ne doit pas profiter à l'un des époux au détriment des intérêts de l'autre, et ne pas opposer leurs droits et intérêts réciproques.

Le législateur doit rechercher surtout à assurer la collaboration des époux le plus possible. Le mariage entraîne une communauté de vie, destinée généralement à durer de longues années ; cette communauté de vie entraîne nécessairement une communauté d'intérêts pécuniaires, une réelle association de ces intérêts. Mais il entraîne aussi une association de sentiments que le régime légal ne doit pas compromettre. Ses dispositions doivent permettre d'augmenter le plus possible, la collaboration intime des époux. L'élargissement nécessaire du rôle économique des époux durant l'union ne doit pas permettre de relâcher le lien conjugal.

b) Considérations pécuniaires

Le régime légal doit concilier les intérêts économiques de la majorité des époux, surtout de ceux appartenant aux classes laborieuses, qui, possédant peu ou pas de biens au moment de l'union, n'ont pas les moyens de faire les frais d'un contrat, et n'en prévoient pas l'utilité puisqu'ils n'ont pas de fortune.

Le régime idéal doit établir en quelque sorte une société de biens entre les conjoints, complétant l'union des personnes ; il doit les amener à travailler pour l'accroissement du bien-être commun de la famille.

La répartition des charges du mariage doit être faite

équitablement. Pas de distinction arbitraire entre les meubles et les immeubles, distinction qui joue à faux et favorise trop souvent l'enrichissement d'un des époux au détriment de l'autre.

Un bon régime ne doit pas opposer les biens des époux ou leurs intérêts particuliers ; il doit éviter ou prévenir toute discussion d'argent qui risque de compromettre l'union du ménage et le bonheur des enfants. Mais il doit admettre les deux époux aux bénéfices réalisés pendant l'union. Les économies réalisées par une collaboration commune ne doivent pas profiter à un seul. Enfin, chacun des époux doit pouvoir agir librement chaque fois que ses intérêts ne sont pas contraire à ceux de la communauté conjugale, à ceux de l'autre époux ou à ceux des enfants. Surtout, la liquidation, à la fin de la communauté doit être simple, rapide, sans frais appréciables.

c) Considérations sociales

Les prescriptions du régime doivent tenir compte de l'évolution inévitable des mœurs et des habitudes de la vie.

Le régime doit réunir les conditions requises pour donner satisfaction à tous les besoins sociaux et familiaux d'une époque ; à défaut, il n'a ni valeur, ni raison d'être.

Il doit rassurer et satisfaire les familles, permettre aux époux de sauvegarder leur activité économique ; il ne doit pas compliquer la liberté des transactions, ni entraver la circulation des biens, ni gêner le crédit des époux, ni favoriser l'un d'eux aux dépens de l'autre ; il ne doit pas être dangereux pour les tiers.

d) *Considérations nationales*

Le régime légal peut varier dans ses solutions suivant le caractère propre et les aptitudes de chaque pays. Il doit avoir un caractère national, pour être accepté sans contrainte par la majorité.

III. — LES EXIGENCES PRÉSENTES EN MATIÈRE DE RÉGIME MATRIMONIAL LÉGAL

Aux exigences permanentes que nous venons de rappeler s'ajoutent ce que nous indiquerons comme exigences présentes. Ces exigences présentes imposent au régime matrimonial de droit commun la nécessité absolue de s'inspirer surtout des réalités du moment et de répondre aux besoins des mœurs actuelles.

Nous avons déjà indiqué les changements profonds introduits dans de nombreuses législations étrangères qui ont mis leurs lois en concordance avec les idées modernes. En France, le régime légal, conçu pour une société bien différente de la nôtre, n'est plus en harmonie avec les vérités économiques du xx^e siècle.

Toute modification dans l'organisation sociale détermine nécessairement un changement plus ou moins profond dans la façon de concevoir la justice et d'établir les règles du droit. Les conceptions morales elles-mêmes évoluent nécessairement sous l'influence des transformations économiques.

C'est ainsi, que le rapide développement du commerce, les progrès de l'industrie, la multiplication des richesses mobilières, les habitudes nouvelles de vie, les

idées égalitaires, le mouvement individualiste, les progrès du féminisme ne peuvent guère s'accomoder d'une législation qui est en désaccord absolu avec les tendances contemporaines.

Le Code Civil fut, au moment de sa promulgation, la traduction fidèle de la révolution sociale et de la révolution politique qui venaient de s'opérer, bouleversant le monde ; mais il n'a pas suivi ensuite, au cours des années, l'évolution des idées. Or, les lois, pour rester équitables et justes, doivent être le reflet des mœurs ; elles doivent s'adapter aux circonstances nouvelles et prendre une forme juridique mieux appropriée aux besoins actuels.

Notre régime matrimonial de droit commun marque un désaccord profond entre le droit et la vie. Le législateur doit le modifier, en s'inspirant des transformations économiques, des idées nouvelles et des réalités de la vie contemporaine. Nous examinerons ainsi et successivement le développement du machinisme, les modifications des mœurs financières, les droits nouveaux qui sont nés, et le développement du féminisme.

Notre Code Civil s'inspirant de la maxime juridique « res mobilis, res vilis » considère comme à peu près négligeable, tout ce qui n'est pas immeuble. L'article 1401 fait tomber dans la communauté « tout le mobilier que les époux possédaient au jour de la célébration du mariage, ensemble de tout le mobilier qui leur échoit pendant le mariage à titre de succession ou de donation, si le donateur n'a exprimé le contraire ». Par contre, les immeubles sont exclus de la communauté.

Ces dispositions semblaient logiques à une époque où les biens mobiliers n'avaient qu'une importance secondaire dans la composition des patrimoines et dans l'éco-

nomie générale. De nos jours, elles constituent un contresens économique et une injustice réelle.

En effet, au cours du dernier siècle, la fortune mobilière s'est prodigieusement développée.

Ce développement date de l'invention de la machine à vapeur. Dès lors, des progrès imprévisibles ont été réalisés dans tous les domaines de l'industrie ; d'autres découvertes ont suivi, intéressant la chimie, l'électricité, les succédanés des houilles. Le pétrole, les chutes d'eau, d'autres éléments de la nature ont permis de capter et de créer une énergie formidable. Des forces nouvelles ont remplacé le travail humain et ont transformé tous les principes de la production. Cet essor de l'industrie a entraîné la constitution de sociétés de plus en plus nombreuses, exigeant des capitaux de plus en plus importants. C'est ainsi que les sociétés de capitaux ont entraîné des émissions d'actions et de parts d'intérêt.

Ces titres divers qui ont considérablement augmenté de valeur au fur et à mesure du développement du machinisme et de l'activité de ces sociétés, recevant parfois des dividendes qui dépassent très largement le capital originaire de constitution, ont créé une nouvelle forme de richesse : les rentes du capital. L'Etat de son côté s'est intéressé au développement de l'industrie, au moyen de participations diverses et de subventions, ou bien en créant des monopoles d'exploitation. Pour réaliser leur programme industriel, l'Etat aussi bien que les sociétés particulières ont dû faire appel à l'épargne : de gros placements se sont ainsi faits en obligations et en rentes sur l'Etat ; leur ensemble augmente de façon prodigieuse d'année en année.

Parallèlement au développement de l'industrie, nous avons assisté au 19^e siècle à un développement intensif du commerce, grâce à la multiplication des échanges

nationaux et internationaux, continentaux et d'outre-mer, rendus possibles par le développement des transports de plus en plus rapides et nombreux, grâce aussi aux découvertes de la science créant des besoins nouveaux pour les hommes, grâce encore à l'élaboration d'un système d'assurance contre tous les risques. Des fonds de commerce ont augmenté considérablement de valeur ; et la valeur du droit au bail, de la clientèle, de l'achalandage et des marchandises dépassent souvent la valeur des immeubles, où ils sont exploités.

Mais les sociétés de toutes sortes et les fonds de commerce n'ont pas été les seules richesses mobilières constituées au cours du 19^e siècle. Nous rencontrons également des droits mobiliers nouveaux qui au début du siècle étaient à peu près inexistants, et qui aujourd'hui occupent dans la composition des fortunes une place prépondérante. En dehors des rentes sur l'Etat, des obligations, des actions et des parts que nous désignerons sous le terme général de valeurs de bourse, nous placerons des droits qui ne devraient pas entrer en communauté, parce qu'ils garantissent une prérogative essentielle de la personne humaine, à laquelle ils sont exclusivement attachés : offices ministériels, droits d'auteur, brevets d'invention et modèles industriels, propriété littéraire ou artistique. Il faut ajouter aussi certaines créances telles que assurances sur la vie, rentes viagères reversibles, pensions d'invalidité, indemnités d'accidents. Ces droits mobiliers, qui demeurent parfois propres, ont souvent une valeur considérable, bien supérieure à celle des immeubles.

C'est ainsi que les richesses mobilières se sont multipliées, et qu'elles ont modifié la consistance et la répartition des fortunes. En même temps, l'élément immeuble a vu son importance diminuer dans la composition des

patrimoines. De nouvelles conceptions économiques remplacent les principes anciens, et, malgré cette évolution qu'il semble ignorer, notre régime matrimonial légal fait entrer dans la communauté tout ce qui est meuble, quelle qu'en soit la valeur, sans s'occuper si le mobilier est composé de choses fongibles ou non fongibles, de choses corporelles ou incorporelles.

Enfin, la vie sociale est devenue si complexe, la lutte pour l'existence est devenue si âpre, que rien du potentiel humain ne peut être perdu. La femme, jadis maintenue dans une inaction presque absolue, a pris place dans la société pour y remplir des fonctions économiques dont l'homme avait jadis le monopole. Cette nouvelle situation de la femme résulte pour une large part du développement de l'industrie et du commerce. L'industrie, surtout au début du machinisme, avait besoin d'une main-d'œuvre nombreuse et bon marché. Elle a occupé les femmes. Le commerce a suivi l'exemple de l'industrie, pour des raisons analogues. Mais ensuite des fonctions plus délicates ont été confiées à la femme. La société moderne lui accorde, avec raison d'ailleurs, une place de plus en plus grande. Sa personnalité juridique s'affirme et se développe. Sa condition sociale et économique s'est relevée. Les facilités d'instruction (bourses) en augmentant les connaissances et l'esprit critique de la femme, lui ont donné une notion plus précise de sa valeur et de ses droits ; elle a accès aux carrières libérales ; elle est commerçante, fonctionnaire, employée ; elle est écrivain, elle est artiste. Elle n'est plus dans l'état d'infériorité où elle se trouvait jadis ; la loi du 13 juillet 1907 lui a donné droit au produit de son travail, mais ne l'a pas soustrait à la puissance maritale édictée par le Code civil.

Aujourd'hui, l'incapacité de la femme est un non-sens.

L'épouse doit être une compagne, une associée ; elle ne doit plus rester sous la dépendance du mari. C'est surtout sur la question du régime légal que se concentre de nos jours, la lutte des partisans et adversaires de l'émancipation de la femme ; la capacité de la femme est liée au régime matrimonial qui peut influencer sur sa situation : par suite, la question matrimoniale, surtout du régime de droit commun, se trouve vitale pour la femme, et le législateur ne saurait se désintéresser plus longtemps d'une question si importante.

Ainsi, des droits nouveaux, que n'avaient pu prévoir les rédacteurs du Code civil, échappent aux classifications anciennes. Avant nous, d'autres, ont signalé ces modifications importantes survenues dans le cours du siècle dernier et ont affirmé avec raison, que le nouveau régime matrimonial doit par-dessus tout tenir compte des exigences présentes de la vie. C'est ainsi, qu'avec raison, M. Lyon-Caen écrit : « Le régime des biens entre « époux est chose concrète et vivante, qui doit avoir ses « racines profondes dans les sentiments, les idées et « la conscience juridique du pays » (1).

M. Charmont demande la socialisation du droit. « Or, « socialiser le droit, dit-il, c'est le rendre plus compré-
« hensif, plus large qu'il n'était, l'étendre du riche au
« pauvre, du possédant au salarié, de l'homme à la fem-
« me, du père à l'enfant, pour tout dire, c'est l'admettre
« au profit de tous les membres de la Société » (2).

M. Capitant enfin résume avec beaucoup de clarté les exigences du nouveau régime matrimonial français :
« Notre communauté, telle qu'elle est réglementée par

(1) *Bulletin de la Société d'Etudes Législatives*, 1922, p. 204. Rapport de M. Lyon-Caen.

(2) Charmont, « La socialisation du droit », *Revue de métaphysique*, 1933, p. 380.

« le Code Civil est un régime archaïque, s'inspirant de
« deux idées vieilles : d'abord que les meubles sont
« choses de peu de valeur, et ensuite que le mari est
« seigneur et maître de la communauté. Ces idées ne
« correspondent ni à l'état économique moderne, ni au
« rôle que tient actuellement la femme dans la société.
« Notre régime matrimonial n'en demeure pas moins
« en désaccord avec notre état social, et il faudra bien,
« un jour ou l'autre, rétablir l'harmonie indispensable
« entre l'un et l'autre » (1).

(1) Paul Moissinac : *Le Contrat de Mariage de Séparation de Biens*, 1924. Préface de M. Capitant. p. 11.

CHAPITRE V

EXAMEN CRITIQUE DES SOLUTIONS PROPOSÉES COMME RÉGIME MATRIMONIAL LÉGAL

Nous venons, dans le chapitre précédent, de justifier la nécessité et d'établir les exigences d'un régime de droit commun, répondant aux besoins et aux aspirations du plus grand nombre de ménages, sans distinction de classes. Bien rares, sont les avis divergents. La doctrine française est à peu près unanime sur cette question, et on trouve avec peine quelques dissidents (1).

Mais, là où les idées diffèrent, c'est, lorsqu'il y a lieu de choisir un nouveau régime légal. Chacun a ses préfé-

(1) M. EMILE-REYNAUD : *De la Suppression du Principe de la Liberté des Conventions Matrimoniales, et du Régime Unique à Adopter*, 1912, est partisan d'un régime matrimonial unique ; il prétend que le système de la liberté des conventions matrimoniales a des effets fâcheux et présente de graves inconvénients. Puisque le régime des personnes est uniforme pour tous les époux, explique-t-il, pourquoi celui de leurs biens est-il soumis à la grande liberté. Et, il préconise une réglementation par voie de disposition légale uniforme et applicable à tous.

M. HENRI COULON : *De la Réforme du Mariage*, 1900, demande l'établissement, non d'un régime unique, mais de deux régimes de droit commun entre lesquels les époux devront nécessairement choisir. L'auteur pense ainsi moraliser et consolider le mariage, en évitant les calculs et les marchandages qui le précèdent parfois.

M. ROGUIN : *Traité de Droit Civil Comparé*, 1904-1912, tome II. Le

rences, et de nombreux systèmes ont été présentés. Cependant un régime matrimonial n'est pas une construction théorique et abstraite qu'on peut imposer arbitrairement à des populations différentes. C'est une chose concrète, vivante, qui doit avoir ses racines dans les idées et les sentiments juridiques de ces populations. En France, par exemple, se dégage de l'histoire de notre droit une tendance très nette en faveur de l'union et l'association des époux. Ailleurs, l'étude du droit comparé témoigne que les divers pays gardent jalousement, en droit matrimonial surtout, leurs traditions et leurs conceptions particulières, parce qu'elles sont en harmonie avec leur tempéramment et leur conception juridique. Nous avons vu que les pays qui ont récemment modifié ou codifié leur législation matrimoniale ont porté leurs choix sur le régime jugé le plus autochtone et le plus foncièrement national par ses origines ou son expansion territoriale. Et c'est pourquoi, puisque nous sommes ainsi dans le domaine d'un droit en quelque sorte coutumier, que nous ne devons imiter les législations étrangères qu'avec une prudente circonspection.

Au fond, en France, tout le monde est d'accord pour apporter des modifications profondes à notre régime légal. Le but à atteindre, c'est d'avoir un régime qui donne satisfaction au plus grand nombre. Toutefois, il

Régime Matrimonial, demande même l'établissement de plusieurs régimes légaux entre lesquels l'Officier de l'Etat Civil offrirait le choix aux époux au moment de la célébration du mariage. La constatation de l'option équivaldrait à un contrat.

La Société d'Etudes Législatives, en 1912, avait examiné une proposition donnant aux époux au moment de la célébration du mariage, le choix entre la séparation de biens et le régime de la communauté légale plus ou moins modifiée. La proposition ne fut pas retenue, et elle n'a pas été reprise dans les débats postérieurs. Bien peu nombreux en effet, seraient les époux, susceptibles de manifester, en dehors de tous conseils, une volonté réfléchie en ce qui concerne le régime matrimonial.

faut noter que deux régimes l'emportent par le nombre de leurs partisans : la séparation de biens et la communauté réduite aux acquêts. Le régime de la communauté d'administration du Code Civil Allemand et celui de l'union des biens du Code Suisse rencontrent de rares partisans.

Le régime de la participation aux acquêts du projet de M. René Renoult, Ministre de la Justice, a soulevé de vives critiques, qui paraissent justifiées, et n'a pas rencontré l'adhésion favorable de la Commission de Législation Civile du Sénat chargé de l'examiner. Par contre, chez les jurisconsultes, nombreux sont ceux qui se montrent favorables au maintien de notre vieille communauté française, née et développée sur notre sol, mais remaniée, améliorée, rajeunie, adaptée à la situation économique et sociale actuelle.

Par ailleurs, dans les statistiques en France, on ne trouve guère l'indication bien nette d'une préférence manifestée par les époux pour leurs conventions matrimoniales. Un tiers à peine des futurs époux font un contrat de mariage, et, s'ils marquent de façon générale leur préférence pour la communauté réduite aux acquêts, ou bien s'ils ajoutent une communauté d'acquêts aux autres régimes choisis par eux, il faut reconnaître qu'ils ont généralement pour but d'éviter les inconvénients de notre régime légal.

Les statistiques récentes sont rares ou incomplètes. Signalons toutefois qu'en 1898, sur 82.346 contrats, l'administration de l'Enregistrement classe ainsi les contrats de mariage (1).

(1) *Bulletin de Statistique et de Législation Comparée*, Année 1899, p. 141.

Régimes de Communauté :

Communauté légale	866
— réduite aux acquêts	67.288
— universelle	258

Régimes exclusifs de Communauté :

Clause exclusive de communauté	694
Clause de séparation de biens	3.128

Régime Dotal :

Avec paraphernalité	2.849
Sans paraphernalité	2.703
Avec Société d'acquêts	4.560
	82.346

M. Cotelie, notaire honoraire, déclarait à la Société d'Etudes Législatives, en 1922, que la Chancellerie avait demandé aux notaires d'envoyer tous les ans un état de leurs actes, et il donnait le résultat de la statistique fournie par la Chambre des Notaires de la Seine de 1876 à 1903. « Au cours de ces 28 années, dans le Département « de la Seine, les 150 notaires ont reçu ensemble 123.298 « contrats : 106.000 de communauté, 2.007 de régime do- « tal, 13.600 impliquant un régime autre, c'est-à-dire « séparation de biens et non-communauté. La non-com- « munauté étant très rare, on peut fixer à 10 % environ « du total des contrats le nombre de ceux contenant « adoption de la séparation de biens » (1).

En 1924, M. Crémont essaye de s'informer, auprès de l'Administration de l'Enregistrement des tendances ac-

(1) *Bulletin de la Société d'Etudes Législatives*. 1922, p. 223.

tuelles des époux depuis 1898. Il ne peut obtenir qu'une statistique approximative des années précédant la guerre. Sur environ 300.000 mariages dont 200.000 sans contrat, il indique (1) :

Communauté légale	1.200
— universelle	500
— réduite aux acquêts	81.000
Régime dotal avec société d'acquêts	5.300
Régime dotal pur	6.300
Régime de séparation de biens	3.200
Régime sans communauté	2.500

Depuis la guerre, pas de statistique. Il semble cependant, d'après les déclarations des notaires, que le régime de séparation de biens contractuelle gagnerait la faveur d'un plus grand nombre de contractants. C'est peut-être, parfois, les résultats des progrès du féminisme ou du développement d'une tendance nouvelle qui tend à limiter les droits du mari, chef de l'association conjugale ; mais l'augmentation du nombre des séparations de biens contractuelles a surtout pour cause un motif d'ordre fiscal. Les époux, en présence des menaces d'inquisition qui s'étendent d'année en année, désirent éviter de faire connaître leur patrimoine, et cherchent à économiser les droits onéreux sur les contrats qui mentionnent des apports. Or, le contrat de séparation de biens ne comporte ni droits d'enregistrement, ni d'honoraires proportionnels.

En résumé, les promoteurs de la réforme de notre ré-

(1) Félix Crémont, *Le Régime de la Communauté Réduite aux Acquêts, Régime Matrimonial Légal*, 1924, p. 46.

gime légal se divisent en deux groupes ; les uns, — ce sont les moins nombreux — préconisent la séparation de biens comme régime légal ; les autres restent fidèles au principe de la communauté, mais d'une communauté établie sur de nouvelles bases juridiques, qui la mette d'accord avec l'ensemble des faits et des tendances modernes.

Les propositions de réforme envisagées sont intéressantes ; elles méritent d'être examinées, en raison des idées qu'elles reflètent et des initiatives qu'elles révèlent.

a) LA SÉPARATION DE BIENS CONTRACTUELLE

On a proposé le régime conventionnel de la séparation de biens comme régime légal. Ce serait, paraît-il, un régime simple, libéral, qui ne confond pas le patrimoine des époux et qui protège le mieux les intérêts de la femme. Ce régime, dit-on, peut seul réaliser l'égalité juridique complète des conjoints ; il n'y a plus de question d'argent entre eux, puisqu'il n'y a pas d'association pécuniaire. Chacun gère ses biens à son gré et en dispose à sa guise. C'est un régime d'indépendance absolue pour l'un et pour l'autre des époux.

M. Beauquier a déposé, le 7 avril 1908, une proposition de loi à la Chambre des Députés, pour ériger la séparation de biens contractuelle en régime de droit commun (1).

En 1920, le 10 juin, M. Louis Martin dépose au Sénat une proposition semblable, tendant par la modification des articles 1393, 1449, 1537, 1538 du Code Civil, à déci-

(1) Proposition de loi Beauquier, *J. O. Documents parlementaires* Chambre des Députés, 1908, annexe 1680, p. 317.

der que la séparation de biens sera le régime des époux mariés sans contrat (1).

Pour justifier son projet, M. Louis Martin se contente d'ailleurs de passer en revue l'opinion de certains sociologues et juriscultes qui ont pensé comme lui, depuis Acolas et Emile Ollivier jusqu'à MM. Ambroise Colin et Capitant. La proposition a été renvoyée devant la Commission de Législation Civile. Elle y est encore.

De nos jours, le parti féministe et l'opinion socialiste se montrent ardents à réclamer cette réforme, mais la doctrine manifeste assez peu d'enthousiasme pour faire du régime conventionnel de séparation, notre régime légal. « On ne pouvait guère citer jusqu'à ces derniers « temps, écrivait M. Léon Meunier en 1912, que MM. « Acolas et Huc parmi ses partisans. La loi de 1907 lui « a valu quelques recrues au nombre desquelles M. Pla-

(1) Proposition de loi M. Louis Martin, *J. O. Sénat*, Documents parlementaires, 1920, Session ordinaire, annexe 231.

Voici le texte de la proposition de loi :

ART. PREMIER. — Les articles 1393, 1449, 1537 et 1538 du Code Civil sont remplacés par les dispositions suivantes :

ART. 1393. — A défaut de stipulation spéciales contraires, les règles établies dans les articles 1536, 1537, 1538 et 1539 du présent Code relatifs au régime de la séparation de biens formeront le droit commun de la France.

Les dispositions des dits articles s'appliqueront également et intégralement à la séparation de biens prononcée par justice.

ART. 1449. — La femme séparée de corps et de biens reprend l'administration et l'entière disposition de ses biens meubles et immeubles et peut les aliéner librement.

ART. 1537. — Chacun des époux contribue aux charges du mariage suivant les conventions contenues dans leur contrat ; et, s'il n'en existe point à cet égard, chacun d'eux y contribue proportionnellement à ses ressources.

ART. 1538. — Tout acte emportant vente, engagement, obligation ou hypothèque sur les biens de l'un ou de l'autre des époux n'est valable s'il n'est consenti par l'un et l'autre. En cas de refus par l'époux non propriétaire, la justice peut autoriser à sa place.

ART. DEUX. — L'article 1400 du Code Civil est abrogé.

ART. TROIS. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires à la présente loi.

« niol. Mais M. Planiol nous paraît s'y rallier sans ar-
« deur, et seulement parce que ce système nous rendrait
« l'unité et la clarté qui font maintenant défaut dans
« le régime composite que nous a valu la loi de 1907. »
(1) Mais dans la dernière édition du *Traité Élémentaire*
de Droit civil de M. Planiol, nous trouvons à ce sujet
des idées assez différentes : « Il faut prendre garde de
« ne pas détruire, par une réforme imprudente, et qui
« ne paraît pas autrement désirée, une cause d'union
« entre les époux. » (2)

La Société d'Etudes Législatives, reconnue d'utilité
publique par décret du 19 juin 1913, toujours soucieuse
d'étudier et de faire aboutir les réformes des codes et
des lois qui lui paraissent utiles et raisonnables, s'est
occupée à plusieurs reprises du régime matrimonial
de droit commun. C'est ainsi qu'en 1922, elle examina,
en prenant pour point de départ la proposition de loi
de M. Louis Martin, s'il convenait de faire de la sépara-
tion de biens contractuelle notre régime légal. Sur le
rapport de M. Léon Lyon-Caen, la Société se prononça
contre la réforme proposée. « Les avantages de la sépa-
« ration, écrivait le rapporteur, sont apparus à la Com-
« mission comme trop illusoires ou trop problématiques,
« ses inconvénients comme trop réels, ses dangers com-
« me trop sérieux, pour que lui fut sacrifiée notre tra-
« ditionnelle communauté. » (3)

Au cours de la discussion, M. Tissier, Conseiller à la
Cour de Cassation, « se demande comment la question
« d'une telle réforme peut même se poser. La sépara-
« tion de biens régime matrimonial légal ? Mais cela

(1) Léon Meunier, *op. cit.*, 1912, p. 150.

(2) Planiol et Ripert : *Traité Élémentaire de Droit Civil*, 1932, tome
III, p. 7.

(3) *Bulletin de la Société d'Etudes Législatives*, 1922, p. 210.

« est impossible ! Il suffit, pour s'en convaincre, de considérer à quel point nos mœurs, nos traditions et nos habitudes appellent le régime de communauté, à quel point la communauté est dans les entrailles de la France. Or, c'est dans cette question des régimes matrimoniaux qu'il est particulièrement important de se baser sur la tradition et sur les mœurs lorsqu'on veut légiférer... Il faut, en même temps, bien apercevoir que pour les classes ouvrières et paysannes, la séparation de biens serait une véritable duperie, laissant la veuve véritablement dans le dénuement. » (1)

De son côté, M. Capitant estimait qu'il serait vain de plaider la cause de la séparation de biens. « Cette cause a été défendue à plusieurs reprises. On a cherché à faire pénétrer dans notre pays ce régime de la séparation. Il rencontre beaucoup de résistances. Je ne crois pas qu'il soit possible d'en triompher. » (2)

Plus tard, en 1929, M. Savatier, professeur à la Faculté de Droit de Poitiers, fait des réserves graves, sur le régime de séparation de biens, et en énumère les inconvénients. « En fait, écrit-il, la question peut se résumer d'un mot. La séparation de biens n'est pas, à proprement parler, un régime matrimonial, c'est bien plus exactement l'absence de régime matrimonial ; on ne marie que les personnes ; quant aux patrimoines, il restent ce qu'ils étaient auparavant, indépendants. Et le problème est donc de savoir si les rapports pécuniaires de deux époux ont ou non avantage, au point de vue de la simplicité et de l'économie, à être régis par un régime matrimonial. » (3)

(1) *Bulletin de la Société d'Etudes Législatives*, 1922, p. 169.

(2) *Bulletin de la Société d'Etudes Législatives*, 1922, p. 219.

(3) R. Savatier, *Des inconvénients du régime conventionnel de séparation de biens*, Dalloz Heb., 7 mars 1929. Page 21.

En effet, le mariage fonde un ménage et, par suite, oblige à des dépenses communes, auxquelles les gains des époux doivent faire face. Dans les autres régimes matrimoniaux, le fonds d'affectation spéciale à ces dépenses se distingue des autres ressources des époux, et sa liquidation en permet facilement l'attribution active et passive au moment de la dissolution du mariage. A cette situation, le régime de séparation de biens n'apporte aucune solution, ajoute M. Savatier, « Et l'on
« pourra toucher du doigt, dit-il, les complications
« qu'entraîne cette prétendue simplicité, laquelle n'est,
« au fond, qu'une carence. Ces complications rendent
« le pur régime de séparation à la lettre inapplicable.
« Par voie de conséquence, nous montrerons successi-
« vement l'insécurité, les injustices, et enfin les frais
« qui l'accompagnent. » (1)

Les partisans de la séparation contractuelle déclarent, par contre, que ce régime est le plus simple, le plus libéral, le plus protecteur des droits de l'épouse, et aussi le plus moral.

Le plus simple, affirment-ils, parce que chacun des époux conserve sa situation antérieure, au point de vue actif comme au point de vue passif. La dissolution n'entraîne pas de règlement compliqué comme dans les autres régimes, avec l'enchevêtrement des récompenses et des reprises peu accessibles aux intéressés, et rendant nécessaire l'onéreuse intervention du notaire et des praticiens.

Le plus libéral, ajoutent-ils, parce qu'il permet seul de réaliser la complète égalité des époux, et parce qu'il accorde à la femme le plus d'activité indépendante avec la faculté d'exercer librement sa capacité.

(1) R. Savatier, D. H., 7 mars 1929, article cité.

Le plus protecteur des droits de l'épouse, car c'est celui qui assure le mieux la défense de ses intérêts.

Le plus moral, enfin, car il écarte les questions d'argent au moment du mariage. C'est un élément de moralité de ne songer qu'à unir les personnes, sans confondre les fortunes.

Telle est la thèse séparatiste, exposée longuement, dans le rapport précité de M. Léon Lyon-Caen, à la Société d'Etudes législatives. « Les arguments qu'elle invoque, si séduisants soient-ils, n'ont pas réussi à convaincre la Commission », conclut l'honorable rapporteur (1).

La simplicité du régime de la séparation de biens, nous paraît plus apparente que réelle. Sous ce régime, la complication des comptes est extrême, et l'isolement absolu des patrimoines de chacun des conjoints est pratiquement irréalisable. Que de comptes exigera, en effet, la simple application d'un semblable régime ! N'oublions pas que la femme séparée de biens doit contribuer aux charges du ménage ; mais, normalement, c'est la femme qui effectue les achats du ménage ; elle devra donc justifier de ses revenus nets personnels pour établir sa contribution aux dépenses communes, en même temps qu'elle devra tenir un compte exact des dépenses qu'elle effectue pour le ménage et dont le mari doit solder une quote-part déterminée de ses deniers personnels, s'il les estime justifiées. Un règlement de compte devra donc intervenir continuellement, et non pas seulement à la dissolution du mariage. La situation se compliquera encore, si, comme il arrive souvent, les biens de l'un des époux sont administrés, en fait, par son conjoint.

(1) Léon Lyon-Caen, *Bulletin de la Société d'Etudes Législatives*, 1922, p. 206 et suivantes.

M. Savatier démontre le surcroît de difficultés qu'entraîne la séparation de biens contractuelle en écrivant :
« Et ainsi s'illustre la simplicité prétendue de ce régime : Après que le mari aura exigé de sa femme :
« 1° le compte exact des revenus nets des biens féminins administrés par elle ; 2° le compte justifié des dépenses de ménage effectuées par elle sans exagération ; 3° le compte loyal de l'administration des biens maritaux, qu'elle a pu occasionnellement assumer, et après qu'il lui aura rendu : 1° le compte détaillé des revenus nets des biens féminins administrés par lui ; 2° le compte précis des dépenses de luxe faites sur l'ordre et dans l'intérêt de la femme ;
« une fois tous ces comptes dûment apurés et compensés, les époux sauront ce qu'ils se doivent réciproquement, et l'indépendance de leurs patrimoines sera pleinement sauvegardée. Seulement, ne voit-on pas qu'il faut faire toutes les semaines ou tous les mois cette même liquidation qu'on reproche tant au régime de communauté de rendre nécessaire à la fin du mariage ? N'est-ce pas constater le caractère inapplicable du régime de séparation de biens ? Et ce n'est pas tout encore, car les mêmes comptes sont dus aux créanciers, pour peu que ceux-ci prétendent saisir des biens de la femme. C'est du moins la conséquence de la jurisprudence, donnant une action directe aux créanciers du ménage, contre la femme, dans la mesure où elle doit contribuer aux dépenses communes. (V. Planiol, Ripert et Nast, IX. Les régimes matrimoniaux, n° 1020 et références.) » (1)

Cette comptabilité compliquée à l'extrême ne permet guère l'application pratique du régime de la séparation

(1) R. Savatier, article cité, p. 22.

de biens. Les ménages riches respecteront peut-être la séparation théorique des patrimoines, mais les gens peu fortunés, à qui le régime de séparation sera imposé comme régime légal, mettront nécessairement en commun leur mobilier, ainsi que le produit de leur travail. En fait, au domicile commun, les meubles sont confondus dans les pièces de l'habitation et mélangés, quelle que soit leur origine de propriété. Et alors, comment la femme fera-t-elle la preuve de la propriété et de l'origine de ses biens ?

Mais l'impossibilité d'appliquer à la lettre le régime de séparation de biens entraîne, par voie de conséquence, l'insécurité pour les époux d'abord et pour les tiers ensuite. Les époux eux-mêmes, faute d'une comptabilité qu'ils ne peuvent effectivement tenir, distingueront difficilement ce qui appartient à chacun d'eux. Et les tiers seront encore bien moins éclairés, soit pour déterminer l'époux débiteur, soit pour déterminer le gage garantissant leur créance. L'insécurité est une des tares du régime exposant les époux à des conflits avec les créanciers.

D'ailleurs, un régime légal bien conçu doit sauvegarder les intérêts des tiers appelés à contracter avec les époux. La séparation contractuelle de biens facilite les fraudes. Il est aisé, pour un époux sans scrupule, de soustraire tout ou partie de ses biens à ses créanciers, en les faisant rentrer dans l'actif de son conjoint. Comment reconnaître et faire annuler ces actes frauduleux ? Les tribunaux paraissent préférer la sécurité des tiers à celle de la femme ; mais la détermination de l'époux débiteur pose la question de l'action des créanciers contre la femme et, en l'absence d'inventaire, voici cette dernière exposée à des surprises et à des poursuites. La détermination du gage est aussi difficile, car

les créanciers n'arriveront pas à distinguer les biens de leur débiteur, alors que les époux et les tribunaux sont incapables de le faire ; et souvent, en poursuivant l'époux débiteur, on saisira les biens du conjoint qui ne pourra que bien rarement faire la preuve de sa propriété. Quelle insécurité pour l'époux non débiteur ! Quelles injustices peuvent résulter de cette situation équivoque !

Les mêmes injustices se retrouvent dans les rapports des époux entre eux. La séparation contractuelle de biens est loin de protéger les intérêts de la femme. A la dissolution du mariage, celle-ci est souvent réduite à ses biens personnels ; pas de partage d'acquêts, pas de profits communs, pas de participation aux gains et économies réalisés par le mari, souvent grâce aux revenus et aux économies de l'épouse ; le mari garde le profit de l'enrichissement du ménage ; l'épouse ne retire rien de sa collaboration directe ou indirecte et des bénéfices réalisés avec elle et souvent par elle. Un régime qui aboutit à de telles conséquences ne saurait être consacré comme régime légal.

Ces critiques n'ont pas échappé à certaines législations, qui ont cherché des combinaisons juridiques pour atténuer ces inconvénients. Les Codes Suisse et Allemand offrent le remède des pactes *post-nuptiaux* (entraînant des mesures sérieuses de publicité), celui des biens réservés de la femme, celui d'un large rang héréditaire assuré au conjoint survivant. Il est certain que cette combinaison des régimes matrimoniaux et des institutions successorales atténue ce qu'il y a de plus choquant pour la femme dans l'absence de participation aux économies du ménage. Mais, pour obtenir ce résultat, il faudrait ajouter à la réforme de notre législation

matrimoniale un changement aussi important de notre droit successoral.

Ces inconvénients n'ont pas échappé aux féministes. Ce n'est plus la séparation de biens pure et simple qu'ils réclament, mais une séparation de biens corrigée (1). En fait, les contrats de mariage cherchent souvent à corriger la séparation de biens contractuelle. Ils y arrivent parfois au moyen d'une société d'acquêts, qui supprime alors les avantages de simplicité et d'économie vantés par les partisans du régime.

Ces inconvénients, certes, du régime de séparation, ne se produisent pas lorsque les époux s'entendent bien et ont des enfants. Il n'y a alors aucun intérêt à connaître ce qui appartient à chacun. Mais, si un conflit s'élève soit avec le conjoint ou ses héritiers, soit surtout avec ses créanciers, les complications, les injustices surgissent. Or, c'est particulièrement la prévision de ces dangers qui rend utile et même indispensable un contrat de mariage. Qu'advviendrait-il si la séparation de biens devenait le régime légal, et s'appliquait par suite à la grande majorité des unions conjugales ? Quelle source de conflits en perspective, dans la majorité des ménages ! Quelles complications éventuelles !

Dans ces conditions, la séparation de biens adoptée comme régime légal serait-elle un progrès ? Rien ne l'établit, bien au contraire.

Elle n'est pas désirée par l'opinion publique, ainsi que l'établit le nombre infime de contrats de séparation de biens. Elle ne présente pas la maturité voulue et les avantages nécessaires pour être substituée à notre communauté.

Elle est autorisée par le Code. Cela doit suffire. Mais

(1) Isoré, *Revue Générale de Droit*, 1918-1919.

de là à l'imposer aux gens qui se marient sans contrat, c'en serait trop. D'après la tradition constante du Droit et du caractère français, l'union des existances doit entraîner une certaine union des intérêts pécuniaires: or, la communauté d'existence créée par le mariage est bien peu compatible avec la séparation de biens. Les fortunes des époux doivent être associées comme leur vie doit l'être elle-même.

Non, la séparation de biens ne saurait être *notre régime matrimonial* ; nos traditions, notre formation sociale, notre conception de la famille, nos idées sur le mariage, s'opposent à ce qu'elle soit le régime de la majorité des français.

D'ailleurs, chez nous, la suppression complète de tout intérêt commun entre les conjoints ne serait-elle pas une nouvelle et profonde atteinte au mariage ?

b) LE RÉGIME DOTAL

Le régime dotal ne paraît pas devoir s'imposer comme régime légal. Certes, il doit continuer à exister comme régime conventionnel ; mais il ne peut, en aucune façon, parce que trop dur et trop impérieux, devenir un régime de droit commun imposé aux époux qui ne règlent pas eux-mêmes les bases de leur union.

Le régime dotal n'est cependant pas sans mérites. Il restreint l'initiative et la liberté des époux, mais il assure la protection de la femme, non seulement contre son mari, mais contre elle-même. « C'est un régime de sécurité familiale », a écrit M. Josserand, qui le qualifie également de « régime de défiance à l'égard du mari, « de régime de stagnation, de régime de paralysie » (1).

(1) Louis Josserand : *Cours de Droit Positif Français*, tome III, Paris, 1933 (2^e édition), p. 302.

En fait, le régime dotal, grâce aux praticiens, a beaucoup perdu de sa rigueur depuis 50 ans ; les notaires ont su l'assouplir par l'adjonction de clauses qui en atténuent le caractère : société d'acquêts, autorisation d'aliénation à charge de emploi, administration des paraphernaux accordée au mari. C'est ainsi que s'est constitué un régime dotal coutumier, bien différent de celui qu'a établi le Code Civil. La loi du 13 juillet 1907, créant des biens réservés, a porté de son côté une atteinte sérieuse au régime dotal.

En résumé, le régime dotal n'établit pas de communauté d'intérêts entre les conjoints ; sous prétexte de protéger les intérêts de la femme, il frappe d'inaliénabilité les biens dotaux et les soustrait à la libre circulation ; il compromet le crédit des époux ; il est aussi un régime d'insécurité pour les tiers, pour les créanciers, pour les acquéreurs éventuels de biens dotaux. Il n'est ni assez simple, ni assez souple, pour devenir notre régime de droit commun.

c) LE RÉGIME D'UNION DES BIENS OU COMMUNAUTÉ D'ADMINISTRATION

C'est le régime sans communauté du Code Civil. Il est plus simple que le régime dotal, et ne mérite pas les mêmes critiques. Il offre des avantages, puisqu'il sépare les capitaux, tout en mêlant les revenus ; il est moins compliqué que notre régime légal, puisqu'il évite le partage d'une masse commune dont la liquidation est toujours compliquée et onéreuse.

Mais ce régime n'a pour ainsi dire pas de partisans en France. M. Huc lui reproche d'être pour le mari un régime d'égoïsme. Celui-ci profite, en effet, des revenus de sa femme, qui ne bénéficie plus de la protection que

lui accorde le régime dotal. « Le principe de l'union des
« bien, dit M. Roguin, est incontestablement en rapport
« de dépendance logique et historique avec l'idée d'iné-
« galité, d'infériorité au moins économique de la fem-
« me. Il est étroitement lié à la conception de la tutelle
« maritale qui, malgré toutes les dénégations, est en-
« core en pleine force dans plusieurs pays germani-
« ques. » (1)

En tous cas, les conceptions du régime sans commu-
nauté sont et restent étrangères au caractère français.

Ce régime a rencontré les préférences de diverses lé-
gislations qui, sous des noms différents et avec des mo-
dalités d'aménagement parfois considérables, en ont fait
leur régime de droit commun (communauté d'adminis-
tration du Code Allemand, union des biens du Code
Suisse et du Code Civil Turc). Nous estimons qu'il sacri-
fie trop les intérêts de la femme à ceux du mari, et qu'il
cadre mal avec l'idée française d'une collaboration con-
jugale.

d) LE RÉGIME DE LA COMMUNAUTÉ RÉDUITE AUX ACQUÊTS

Ce régime est très usité en France. Il offre des avan-
tages indéniables. Il correspond aux aspirations et aux
besoins de la plupart des ménages. Il est, enfin, de tous
les régimes contractuels, celui auquel on recourt le plus.

M. Tissier, dans une note présentée au Congrès de
Droit Comparé de 1900 (2), étudie la communauté d'ac-
quêts envisagée comme régime de droit commun. Après
avoir indiqué que notre communauté de meubles et ac-
quêts n'a pour elle ni la justice, ni la tradition histo-

(1) Roguin : *Traité de Droit Civil Comparé*, tome II, n° 93.

(2) *Revue Bourguignonne de l'Enseignement Supérieur*, année 1901,
p. 103.

rique, il préconise comme régime national de droit commun la communauté d'acquêts. « Si cette communauté, « ajoute-t-il, était admise comme régime légal, les contrats de mariage seraient peu nombreux ; on pourrait « bien souvent se borner à dresser des inventaires peu « compliqués et peu coûteux. On serait, en fait, grâce « aux conséquences pratiques du régime, ramené à un « état de choses plus voisin de la communauté coutumière. La communauté d'acquêts devrait d'ailleurs « et pourrait se concilier avec une capacité plus étendue de la femme mariée, et même avec l'administration pour la femme de sa fortune propre, tout au « moins du produit de ses gains et salaires... »

M. Tissier demandait ensuite d'accorder à la femme mariée un droit de libre disposition sur ses gains et salaires, le produit de son travail et les biens en provenant. Il examinait aussi la délicate question de la preuve des reprises sous le régime de la communauté d'acquêts. Les lois des 13 juillet 1907 et 29 avril 1924, ont apporté sur ces questions une équitable amélioration au Code Civil.

Tel qu'il existe, le régime de la communauté réduite aux acquêts est le régime favori des Français. Il paraît séduisant en principe ; il se ramène, en définitive, « à « une réalisation du mobilier présent et futur, assortie, « par une juste symétrie d'une séparation des dettes « présentes et futures. » (1) Il associe l'activité et la puissance d'épargne des époux ; il évite l'enrichissement immoral d'un époux au détriment de l'autre ; il ne mélange pas les fortunes des deux familles, en conservant la propriété des biens à l'époux apporteur ou gratifié

(1) Louis Josserand : *Cours de Droit Civil Positif Français*, 1933, 2^e édition ; tome III, page 258.

par donation avec, dans ce dernier cas, la garantie du retour conventionnel ou légal pour le donateur.

Mais ce régime reste d'une application compliquée et, à la dissolution du mariage, la liquidation n'est pas toujours facile en raison de l'existence de trois patrimoines. La loi du 29 avril 1924 n'a pas donné, à cet égard, toutes les facilités escomptées.

Or, un régime légal de droit commun doit pouvoir se liquider rapidement, facilement, sans frais appréciables. Il doit surtout être clair et pratique (1).

Nous ne pouvons reconnaître ces qualités à la communauté réduite aux acquêts. Quelques articles du Code lui sont seulement réservés ; pour la comprendre, pour l'appliquer, il faut se référer constamment à la communauté légale. *On ne saurait concevoir un régime de droit commun qui puise ses règles dans un régime contractuel.* Pour ériger la communauté en régime légal, il serait indispensable de remanier complètement notre législation matrimoniale. Est-ce possible, alors que le Parlement légifère avec prudence et lenteur ? Toutes modifications législatives importantes et sérieuses se heurtent aux mauvaises habitudes de travail du Sénat et de la Chambre des Députés.

(1) « La prédilection du législateur pour ce dernier régime s'est « d'ailleurs affirmée, en ce qui concerne les trois départements de « l'Est, par la prescription que formule l'article 128 de la loi civile « d'introduction du 1^{er} juin 1924. A défaut d'option légalement exercée dans le courant de l'année 1925, les époux qui se trouvaient « mariés sous le régime légal du droit local désormais abrogé, ont « vu ce régime converti, non pas en un régime de contexture analogue, mais en communauté d'acquêts. Les rédacteurs de cette loi « n'ont fait que s'inspirer, en formulant pareille solution, de la faveur dont jouit ce dernier régime dans l'opinion publique, et qui le « fait adopter le plus fréquemment par les futurs époux. »

H. Degand : Rapport à l'Association Régionale des Avocats inscrits aux barreaux du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. Séance du 15 janvier 1933. *Revue Juridique d'Alsace et Lorraine*, février 1933.

Mais, la modification de quelques articles concernant notre régime légal suffirait pour en faire disparaître les inconvénients signalés et pour l'ajuster aux tendances modernes. La réforme pourrait ainsi être rapidement réalisée.

e) LES AUTRES RÉGIMES DE COMMUNAUTÉ CONVENTIONNELLE

Nous avons étudié, à part, la communauté réduite aux acquêts qui est un régime de communauté conventionnelle. Ce régime, en raison de la faveur dont il jouit, méritait, en effet, un examen particulier.

Mais, à côté de la communauté réduite aux acquêts, notre Code pose les règles d'autres régimes de communauté conventionnelle, plus ou moins différents du régime de droit commun.

En fait, les époux conservent la faculté de modifier à leur guise le régime légal, au mieux de leurs conventions ou de leurs préférences, réserve faite des prescriptions établies par les articles 1387 et suivants du Code Civil.

Ces aménagements peuvent varier à l'infini, soit qu'ils se réfèrent à la composition active et passive de la communauté (1), soit qu'ils concernent son partage ou sa liquidation (2), soit qu'ils se rapportent à la capacité de la femme ou aux pouvoirs du mari (3).

(1) Stipulation de communauté universelle ; clause d'ameublissement ; clause de réalisation formant antithèse avec la précédente ; clause de séparation de dettes ; clause d'apport franc et quitte.

(2) Stipulation de parts inégales dans la communauté ; forfait de communauté ; attribution de la totalité de la communauté à un des époux, clause et préciput ; clause dite commerciale, reprise d'apport franc et quitte.

(3) Clause d'inaliénabilité ; mandat donné par le mari à la femme.

Cette liberté reconnue aux époux doit être maintenue. Mais les diverses clauses qui permettent de remédier à certains inconvénients du régime de droit commun nécessitent la rédaction d'un contrat de mariage. Certaines, cependant, pourraient trouver place utilement dans la réforme de notre régime légal.

En dehors de la communauté réduite aux acquêts, un seul régime de communauté conventionnelle réunit quelques partisans. C'est la communauté universelle. M. Léon Meunier la verrait volontiers devenir notre régime de droit commun. « Elle s'impose surtout, écrit-il, « parce qu'elle est le régime normal des classes peu « aisées ; il semble que les règles de son fonctionnement seront à la fois claires et courtes. » (1)

En France, la communauté universelle n'est pas une nouveauté comme régime légal. Elle existait dans certaines de nos provinces coutumières. Elle fut défendue par Béranger, dans la discussion du Code Civil. Laurent voulait en faire le droit commun de la Belgique (2). Elle se recommande de l'autorité de Rodière et Pont (3), d'Aubry et Rau (4), de Henri Coulon (5).

Enfin elle est pratiquée aujourd'hui dans quelques pays, notamment dans les pays scandinaves.

L'avant-projet de Laurent admettait la nécessité de tempéraments possibles à la rigidité d'une communauté universelle légale ; il faisait de la femme, dans l'association conjugale, l'égale absolue de l'homme et, comme conséquence de ce principe d'égalité entre les conjoints,

(1) Léon Meunier : *De la Réforme du Régime Matrimonial Légal*, 1906, page 165.

(2) Laurent : *Avant-Projet de Révision du Code Civil*.

(3) Rodière et Pont : *Traité du Contrat de Mariage*.

(4) Aubry et Rau : *Cours de Droit Civil Français*.

(5) Henri Coulon : *De la Réforme du Mariage*.

il supprimait les garanties légales accordées actuellement.

M. Meunier, dans son essai de réglementation d'un régime légal de communauté universelle, préfère conserver au mari sa fonction de chef de l'association conjugale, tout en étendant considérablement le rôle de l'épouse ; mais il conserve les mesures protectrices sauvegardant les intérêts de la femme, sous certaines modifications utiles.

Le projet de M. Meunier est très complet : rôle juridique des deux époux dans le ménage, caractère juridique de la communauté universelle, composition et administration des biens matrimoniaux, passif des époux, dissolution de la communauté, toutes ces questions sont longuement étudiées et forment un ensemble assez séduisant.

Mais ce régime, qui paraît réaliser la fusion aussi complète que possible des intérêts pécuniaires des conjoints, et qui n'est en réalité qu'un communisme intégral à deux, n'a pas les faveurs de nos populations. S'il devenait régime légal, il serait, en fait, une véritable société de biens pour les époux mariés sans contrat. Mais dans toute association, une direction est nécessaire, et c'est au mari que les diverses législations réservent le rôle de chef, tout en lui conférant des attributions plus ou moins étendues. La nécessité d'une direction dans l'association des personnes n'a été méconnue jusqu'ici dans le droit d'aucun pays. Nous nous rangerions volontiers au système du Code Civil Suisse, dont les dispositions ci-après peuvent servir d'exemple : Le mari est le chef de l'association conjugale ; c'est lui qui choisit la demeure commune et pourvoit convenablement à l'entretien de la femme et des enfants (art. 160) ; c'est

lui qui représente l'union conjugale vis-à-vis des tiers; c'est lui qui s'oblige personnellement par des actes, quel que soit le régime matrimonial (art. 162).

La prépondérance masculine devrait se borner à ces quelques prérogatives. Le principe de la puissance maritale, posé dans l'article 213 de notre Code, disparaîtrait comme règle générale. Le dogme, jadis intangible, est aujourd'hui bien démodé. « Les légistes, qui sont « avant tout des hommes de tradition, dit M. Planiol, « luttent volontiers contre le progrès des idées, mais, « malgré leur force de résistance, la puissance maritale « s'en va. Elle disparaîtra tôt ou tard... » (1)

S'il ne faut plus un maître dans le mariage, il faut toujours un chef dans le ménage, comme il en faut dans toute association bien organisée. Le chef nécessaire ne saurait être que le mari, mais sous réserve de faciliter les recours de la femme contre les abus du mari. Ainsi, abstraction faite des pouvoirs suffisants, mais limités, réservés au mari, le mariage serait l'association de deux êtres égaux qui ne saurait se maintenir que par leur bonne harmonie.

D'ailleurs, si notre régime légal était modifié et rajeuni, et s'il répondait à la mentalité courante et à l'idée que se font les époux français de la condition matrimoniale, il donnerait satisfaction à la grande majorité des époux. Les contrats de mariage seraient moins nombreux. Le régime de droit commun idéal n'est-il pas celui qui diminuera le nombre des contrats de mariage?

(1) Planiol, *op. cit.*, tome 1, p. 923.

f) PROPOSITION DE LOI AYANT POUR OBJET D'ÉTENDRE A CERTAINS BIENS MOBILIERS LES RÈGLES APPLICABLES AUX IMMEUBLES DANS LE RÉGIME DE LA COMMUNAUTÉ LÉGALE.

La proposition de loi qu'a déposée, au Sénat, le 26 avril 1930, M. Dauthy, en son nom et au nom d'un certain nombre de ses collègues (1), est fort intéressante. Elle a pour objet d'étendre à certains biens mobiliers les règles applicables aux immeubles dans le régime de la communauté légale de biens entre époux. Elle fait disparaître ainsi les dispositions les plus critiquées de notre régime de droit commun, dispositions qui, d'après l'exposé des motifs, « avaient leur raison d'être en un « temps où les biens mobiliers n'atteignaient encore, « ni dans l'économie générale, ni dans les compositions « des patrimoines, la prépondérance qu'ils y ont acquis « depuis... ».

Et l'exposé des motifs, très judicieux, continue ainsi :
« En 1804, certaines formes de propriété venaient à
« peine d'être créées, pour assurer au créateur et à l'in-
« venteur la défense de leur œuvre et le légitime pro-

(1) Proposition de loi. — Documents Parlementaires, Sénat, *Ann.* 1930, p. 878.

Texte de la proposition de loi :

ART. 1. — Par dérogation aux dispositions du paragraphe 1 de l'art. 1401 du Code civil, sont assimilés aux immeubles et soumis aux mêmes règles dans le régime de la communauté légale de biens entre époux : Les fonds de commerce ; les charges et offices ; les parts dans les entreprises industrielles et commerciales ; les cheptels, matériel de culture, fonds de lieux apportés par le preneur dans l'exploitation de propriétés rurales données à bail ; le monopole des propriétés littéraire, scientifique et d'invention ; les rentes et autres valeurs nominatives ; les créances conservées par une inscription de privilège, d'hypothèque ou de nantissement, et celles garanties par antichrèse.

ART. 2. — Les dispositions qui précèdent n'auront d'effet que pour les unions contractées postérieurement à la promulgation de la présente loi.

« fit qu'ils doivent en tirer, et l'on ne prévoyait pas les
« multiples applications de la législation nouvelle. Les
« rédacteurs du Code Civil ne pouvaient prévoir davan-
« tage le développement qu'allaient prendre les actions
« et les obligations des sociétés anonymes avec l'essor
« de l'industrie et la création de vastes entreprises. »

« Les grands domaines fonciers, qui s'étaient recons-
« titués au lendemain de la Révolution, allaient être
« morcelés pour former la petite propriété paysanne,
« et les prix provenant de leur aliénation allaient être
« employés en valeur de mines, de chemins de fer, d'éta-
« blissements métallurgiques, de sociétés de gaz, d'eau,
« de grands magasins... »

En même temps, l'Etat, les départements et les com-
munes, pour faire face à leurs besoins nouveaux, durent
faire appel au crédit. « Le mouvement n'a été qu'en
« s'accroissant, au point que non seulement la propriété
« mobilière occupe dans la richesse nationale une place
« de beaucoup plus importante que la propriété immo-
« bilière, mais encore qu'elle y revêt une force sans
« cesse grandissante.... »

Cette constatation, extraite de l'exposé des motifs, explique et justifie la proposition de loi. Sous le régime de la communauté légale, en effet, tout le mobilier fait partie de l'actif de la communauté, y compris les universalités de biens telles que les fonds de commerce, les droits incorporels, tels que charges et offices ; les propriétés littéraires et artistiques ; les brevets d'invention ; les rentes, créances, valeurs de bourse.

Or, cette situation ne cadre plus avec les besoins économiques contemporains. La multiplicité, l'importance et la valeur des biens mobiliers nécessitent une réforme urgente. La jurisprudence et le législateur, d'une main timide, certes, ont dû modifier, ainsi que nous l'avons

déjà indiqué, le cadre trop étroit dans lequel le Code Civil avait enfermé l'actif de la communauté légale. Mais cependant, ceux qui ne peuvent, ou négligent de faire un contrat de mariage, souffrent des prescriptions surannées de notre régime de droit commun.

Les auteurs de la proposition n'ont pas voulu bouleverser de fond en comble les règles posées par le Code Civil. Ils ont présenté un texte qui n'exige pas une révision profonde de notre régime matrimonial et qui pourrait être rapidement adopté par le Parlement. Ils se bornent à demander, en effet, que dans le « cadre ainsi « défini du Code Civil et de la jurisprudence jouent, en « faveur de droits mobiliers nettement spécifiés et particulièrement importants, les exceptions apportées par « le législateur de 1804 au profit de biens immobiliers « dans le régime de la communauté légale ». Et ils ajoutent avec raison : « En demandant la modification de « la lettre, nous pensons même rester dans l'esprit du « Code Civil, qui a affranchi de la mise en communauté « les éléments jugés essentiels des patrimoines de chacun des époux. »

D'après le texte proposé au Sénat, l'assimilation aux immeubles ne porte, en somme, que sur les biens mobiliers dont la possession aux mains de l'époux peut être établie sans contestation.

Voici l'énumération de ces biens :

« *Fonds de commerce* exploité par l'un des époux ou
« son auteur;

« *Charge ou office* dont l'époux est titulaire ;

« *Part dans une entreprise* industrielle ou commerciale, établie par contrat ;

« *Cheptels, attirail de culture*, fonds de lieux appor-

« tés par le fermier dans une exploitation agricole et
« constatés par le bail ;

« *Propriété littéraire et artistique*, scientifique et d'in-
« vention, dont la date de création est indiscutable ;

« *Rentes et valeurs nominatives* dont la date d'inscrip-
« tion sur les grands livres ou les registres d'immatricu-
« lation est authentifiée par ces documents ;

« *Créances conservées* par des inscriptions qui sup-
« posent des actes ayant date certaine. »

Ceux de ces biens que l'époux possédait antérieurement au mariage ou qui lui adviendront par succession resteront propres ; les mêmes biens acquis au cours du mariage autrement que par succession ou par donation faite à l'un des conjoints tomberont dans la communauté.

L'adoption de cette proposition — qui pourrait d'ailleurs être complétée au point de vue de l'énumération des biens --- améliorerait certes notre régime légal, qui serait ainsi, par certains côtés, quelque peu assimilé au régime de la communauté réduite aux acquêts généralement choisi par les époux qui font un contrat de mariage. Les droits de la femme seraient mieux sauvegardés ; les causes d'émiettement des biens seraient réduites ; les valeurs nominatives seraient favorisées ; la notion moderne des biens réservés y trouverait son développement logique et naturel.

Ainsi disparaîtraient les principaux inconvénients du régime actuel. Mais ces modifications, malgré l'intérêt qu'elles présentent, nous paraissent insuffisantes, parce qu'elles n'apportent pas une solution satisfaisante aux critiques précédemment développées.

g) PROPOSITION DE LOI PORTANT MODIFICATION DES TEXTES
DU CODE CIVIL RELATIF A LA CAPACITÉ DE LA FEMME MA-
RIÉE ET AUX RÉGIMES MATRIMONIAUX (1).

Le projet de loi déposé le 23 juin 1932 sur le bureau du Sénat par M. René Renoult, Ministre de la Justice, est l'œuvre d'une Commission, constituée par arrêté du Garde des Sceaux, en date du 14 décembre 1925, et qui comprenait : M. Matter, Membre de l'Institut, alors Avocat Général à la Cour de Cassation ; MM. Ripert, Julliot de la Morandière, Lévy-Ullmann, Professeurs à la Faculté de Droit de Paris ; M. Montigny, Député ; MM. Fleys, Donat-Guigne, Frémicourt, en leur qualité successive de Directeur des Affaires Civiles et du Sceau au Ministère de la Justice ; M. Sevestre, Avocat Général à la Cour de Paris ; le Chef du Premier Bureau de la Direction des Affaires Civiles au Ministère de la Justice, et enfin, sept dames inscrites au barreau de Paris. La Commission a poursuivi ses travaux pendant deux ans et a remis, le 20 mai 1928, ses conclusions qui ont servi de base au projet du gouvernement.

Dans son arrêté du 14 décembre 1925, le Garde des Sceaux avait chargé la Commission de mettre fin à la puissance maritale et de rendre à la femme mariée le plein exercice de sa capacité civile. Mais dès les premières séances, on s'aperçut qu'il était inutile d'établir le principe de la capacité civile de la femme mariée, si on conservait le régime légal de la communauté de biens meubles et acquêts. A quoi bon supprimer la puissance maritale sur la personne de la femme,

(1) Sénat, *Documents parlementaires*, Session ordinaire, n° 594, p. 935.

si on la conservait sur les biens du ménage ? C'eût été, en effet, faire œuvre vaine ou fausse que de ne pas compléter la réforme par une révision des textes relatifs aux régimes matrimoniaux et par l'adaptation et la mise en concordance de ces régimes avec le principe nouveau.

S'inspirant de ces considérations, le projet du gouvernement supprime l'incapacité de la femme mariée, et modifie les règles de notre régime matrimonial légal.

L'exposé des motifs nous fait connaître que deux opinions s'affrontèrent au cours des délibérations de la Commission lorsqu'il fut question de choisir un nouveau régime de droit commun.

« Une première opinion, manifestée dans un premier
« avant-projet, avait estimé qu'il y aurait lieu de con-
« server, pour régime *légal*, le régime *actuel de commu-*
« *nauté*, régime traditionnel de la plus grande partie
« de la France, en y apportant d'ailleurs de nombreuses
« retouches, en limitant notamment les pouvoirs du
« mari sur les biens communs, en exigeant le consen-
« tement des deux époux pour tous actes de disposition
« importante à faire sur ces biens. » (1)

Nous approuvons pleinement cette première opinion, mais nous constatons qu'il n'était pas question, dans l'avant-projet, de réaliser la réforme la plus importante, savoir : la suppression de la confusion des patrimoines mobiliers et des dettes mobilières.

La seconde opinion rallia la majorité de la Commission. Elle proposait, comme régime légal, un système de participation aux acquêts, que le projet du gouvernement a fait sien.

Avec le régime de participation aux acquêts qui pa-

(1) Projet de Loi précité, *Exposé des Motifs*, Annexe 594, p. 10.

rait séduisant, il n'y aurait pas de biens communs pendant la durée du mariage. En réalité, dit l'exposé des motifs du projet, « l'on conserve l'idée profonde qui « était à la base du régime de la communauté. Les deux « conjoints contribuent par leur activité et leur esprit « d'économie à l'accroissement du patrimoine de chacun d'eux ; il est équitable que les acquêts fassent « partie d'une masse à partager. Mais il est possible « de transformer la nature de cette masse et d'en faire, « au lieu d'une communauté de biens en nature, comme « dans le régime légal actuel, une communauté de valeurs, par suite du caractère fongible des éléments « qui composent le patrimoine commun. Le régime du « Code a déjà souvent ce caractère pour la femme qui « voit le mari confondre les biens communs avec ses « biens personnels ; il l'a aussi depuis 1907 à l'égard « du mari, en ce qui concerne les biens provenant du « travail de la femme, biens communs, dont elle a la « libre disposition. Pourquoi ne pourrait-on pas généraliser semblable situation ? Le droit aux acquêts ne « présente son véritable intérêt que le jour où cesse le « régime. Pendant toute la durée de la vie conjugale, « il est plus simple de laisser les acquêts confondus « avec les propres. Par là, le régime légal est très simplifié, car la distinction des biens propres et communs « disparaît en tant qu'elle est actuellement nécessaire « pour déterminer les pouvoirs des époux. *Chacun est « le maître de son patrimoine pendant toute la durée « du mariage ; à la dissolution seulement, on fera le « compte des acquêts et on réglera.* » (1)

Ainsi, chaque époux conserverait la propriété et l'administration de ses biens, y compris, bien entendu, ceux

(1) *Exposé des Motifs*, pages 10 et 11.

qu'il pourra acquérir par son travail ou son industrie. Il pourra les vendre, les hypothéquer, en disposer par testament, sauf quelques restrictions déterminées pour sauvegarder les acquêts. Le projet prévoit, en outre, que chaque conjoint, aussi bien le mari que la femme, pourrait demander en justice la séparation de biens lorsque le désordre des affaires de l'autre époux compromettrait sa part dans les acquêts.

Mais au jour de la dissolution de la participation aux acquêts, il serait nécessaire de partager les biens provenant à la fois de l'industrie des époux, des acquêts réalisés pendant le mariage, ainsi que des fruits et revenus de ces biens. De la masse de ces acquêts, il faudrait déduire les dettes y afférentes, les dettes pour les aliments des époux, les frais d'éducation et d'entretien des enfants et toutes autres charges du ménage. On déterminerait ensuite les récompenses dues entre les patrimoines, puis on partagerait l'excédent.

Tel qu'il se présente, le régime de la participation aux acquêts soulève diverses objections. La rédaction d'abord contient quelques imperfections et des contradictions regrettables, qu'on aurait pu éviter, si on avait fait figurer dans la Commission quelques notaires expérimentés.

Pour citer des exemples, nous relevons une mauvaise terminologie dans les articles 1398 xxvii et 1398 xxix. D'après l'article 1398 xxvii, chaque époux rapporte à la masse à partager tout ce dont il est débiteur envers l'autre et, d'après l'article 1398 xxix, les indemnités dues par l'un des conjoints à l'autre sont prélevées sur la masse des acquêts. Il convient de faire remarquer que les dettes personnelles de l'un des époux envers l'autre ne se rapportent pas à la masse à partager, mais se règlent directement.

De même la masse n'est nullement débitrice envers l'époux qui réclame une dette personnelle à son conjoint.

L'article 1398 xxxviii stipule que chacun des époux peut renoncer à sa part dans les acquêts. Le texte ne dit pas à qui appartiendront les biens délaissés, lorsque les deux époux renoncent, et ne règle pas le droit de poursuite des créanciers dans ce cas spécial.

L'article 1398 xiii et suivants règle l'administration et la disposition des biens propres aux époux, mais ne parle pas de l'administration et de l'aliénation des biens acquêts.

L'article 1422, qui interdit au mari d'aliéner un meuble meublant sans le concours de la femme, nous paraît exorbitant.

Par ailleurs, nous relevons que le projet a omis de modifier certains textes du Code Civil pour les mettre en concordance avec la nouvelle capacité de la femme.

Ainsi, il n'a pas touché à l'article 124 relatif à la continuation de la communauté après l'absence du mari ; à l'article 1940, ayant trait au mandat donné à une femme mariée ; aux articles 2136 et suivants, concernant l'inscription de l'hypothèque légale de la femme et de sa mainlevée [en vertu de l'article 215 nouveau, la femme sera capable d'inscrire et de donner mainlevée seule] ; à l'article 2208, relatif à l'expropriation forcée des immeubles de la femme ; aux articles 2254 et 2256, ayant trait à la prescription.

Toutes ces erreurs et omissions pourraient être assez facilement réparées, mais il est un autre reproche que nous devons signaler, et qui est beaucoup plus grave.

Nous avons donné ci-dessus une idée des opérations auxquelles il faut procéder, le jour de la dissolution, pour liquider la participation aux acquêts. Dans la pra-

tique, ces multiples opérations sont compliquées à l'extrême ; elles sont en outre délicates, d'autant plus que la terminologie du projet n'est pas toujours heureuse. Dans cette liquidation déjà si difficile, l'article 1398 xxxii apporte une nouvelle complication, en décidant que chaque conjoint a le droit de conserver sur estimation des acquêts meubles et immeubles qui sont sa propriété. Cette phrase nous semble incompréhensible, car les acquêts doivent tomber dans la masse à partager et ne sont pas la propriété de l'un des époux. Mais à quel époux attribuer un bien acquêt lorsqu'il est réclamé par les deux ? Lequel des deux devra faire la preuve juridique de sa prétendue propriété ? Quel mode de preuve admettra-t-on ? Autant de questions restées sans réponse et qui font supposer que cet article sera un merveilleux nid de procès, surtout lorsqu'un époux survivant se trouvera en face des héritiers de l'autre. La liquidation du régime de la participation aux acquêts nous paraît ainsi plus laborieuse encore que la liquidation de notre régime de communauté actuelle.

Nos réserves critiques, à l'encontre du nouveau régime, sont partagées par la grande majorité des auteurs.

« C'est un régime bâtard, écrit M. Louis Josserand, « qui repose tout entier sur le paradoxe d'un partage « de biens qui n'avaient cependant jamais été communs ; « les époux ne deviendraient associés qu'en cessant « d'être époux ou en se séparant, ce qui peut sembler « une gageure... » (1)

M. A. Charron déclare le projet ingénieux, mais il craint qu'il « n'apporte dans les ménages des causes

(1) Louis Josserand, *op. cit.* page 5.

« nouvelles de désaccord, sans profit pour la femme » (1).

M. Henri Moreau, Directeur de l'Ecole de Notariat de Paris, estime que l'innovation proposée « distend le lien conjugal, jusqu'à ne lui laisser que la vertu assez déplaisante de l'autorisation de cohabiter. Les intérêts se séparent comme les activités ; chacun des individus que l'on continuera, par un reste d'habitude, à appeler conjoints, pourra... vivre sa vie, sans avoir d'avis à demander, ni de compte à rendre » (2).

M. Louis Maguet trouve le mécanisme du projet obscur et compliqué. Il ajoute, toutefois, « si le texte présenté au Sénat n'est pas acceptable dans son ensemble, des idées précieuses et des propositions judicieuses sont à utiliser » (3).

Le projet a été étudié par la Commission de Législation du Sénat, et M. Renoult a déposé, le 24 juin 1933 (4), un rapport au nom de cette Commission. Ce rapport réserve provisoirement celles des dispositions du projet qui concernent la réforme des régimes matrimoniaux ; il se borne à demander le vote des articles relatifs à la suppression de la puissance maritale et à la capacité de la femme mariée. Les textes du projet à cet égard ont d'ailleurs été modifiés par la Commission.

Certes, ainsi que l'écrit M. le Professeur Rouast (5), « la réforme de la capacité de la femme mariée ne peut

(1) *Revue du Notariat et de l'Enregistrement*, 15 décembre 1932. A. Charron, « Le régime légal des biens entre époux, d'après le projet déposé par le gouvernement », p. 435.

(2) *Recueil Civil et Notariat des Juris — Classeurs*, 5 janvier 1933. Henry Moreau : « A propos des réformes législatives, p. 4.

(3) *Journal des Notaires*, 5 octobre 1932, p. 951. L. Maguet : Examen critique du projet déposé au Sénat le 23 juin 1932.

(4) *Documents parlementaires*, Sénat, 1933, Annexe 404, p. 926.

(5) *Bulletin de la Société d'Etudes Législatives*, 1934, n° 1. Rapport de M. Rouast, présenté au nom de la Commission chargée d'étudier la suppression de l'incapacité de la femme mariée, p. 90.

« aboutir que si l'on procède par étapes, de même que
« le Code Civil n'a pu être voté que par titres séparés.
« La Commission propose de franchir la première étape,
« celle qui a trait au principe même de la capacité et
« à la transformation de la puissance maritale. Une
« seconde étape sera la mise en œuvre du principe de
« capacité dans les régimes matrimoniaux ».

Mais nous sommes surpris de la façon maladroite dont la réforme va être discutée. Il existe, à notre avis, un lien nécessaire, intangible, entre la capacité de la femme et les divers régimes matrimoniaux. La capacité de la femme n'est possible que si elle peut se combiner avec les règles du régime matrimonial français. Supprimer l'incapacité de la femme mariée serait faire œuvre inutile en fait, si on ne modifiait pas en conséquence les régimes matrimoniaux. Déjà, la loi du 13 juillet 1907 reste à peu près inappliquée, parce qu'elle ne peut se combiner avec le régime matrimonial français. Va-t-on commettre une erreur analogue et abroger l'incapacité sans réformer les régimes matrimoniaux ?

M. Pierre Voirin s'y oppose formellement. « Il nous
« paraît incontestable, écrit-il, qu'il y a entre certains
« articles du titre DU CONTRAT DE MARIAGE et l'incapa-
« cité de la femme, un rapport certain, parce que
« plusieurs de ces articles ne s'expliquent que comme
« des applications de cette incapacité. Aussi est-ce une
« véritable gageure de supprimer la dite incapacité sans
« retoucher aucun texte du titre DU CONTRAT DE MARIAGE ;
« or, c'est ce que prétend faire la Commission. Autre
« chose, cependant, est de bouleverser l'organisation des
« régimes matrimoniaux, autre chose d'adapter les tex-
« tes à la suppression de l'incapacité de la femme ma-
« riée... » (1)

(1) *Revue Trimestrielle de Droit civil*, 1934, p. 266.

Le projet de la Commission abroge la loi du 13 juillet 1907. Cette abrogation est prématurée et aggrave la condition de la femme sous prétexte de l'améliorer ; elle devrait, en tous cas, être subordonnée à la réforme des régimes matrimoniaux.

C'est pourquoi, nous pensons que la réforme présentée par la Commission du Sénat est insuffisamment étudiée, et qu'elle n'établit pas un rapport nécessaire entre la capacité nouvelle de la femme mariée et les différentes dispositions du Code Civil.

Le projet primitif déposé par le Gouvernement remaniait un certain nombre des articles du Code Civil relatifs à notre régime de droit commun (art. 1400 à 1528 du Code Civil). Il créait un nouveau régime légal, et il faisait du régime légal actuel un régime conventionnel : mais il prenait soin d'y apporter les modifications rendues nécessaires par la suppression de l'incapacité de la femme mariée.

Ces modifications, dans leur ensemble, sont intéressantes.

Nous nous bornerons à signaler les principales qui concernent l'administration des biens communs et les effets des actes de chacun des époux quant aux biens communs :

Le mari conserve l'administration du patrimoine propre de la femme et surtout la gestion du patrimoine commun, mais ses pouvoirs seront limités aux actes dits d'administration. Le nouvel article 1422 lui interdit de disposer sans le concours de la femme, et même à titre onéreux, des éléments les plus importants de ce patrimoine commun ; d'autre part, la femme ne pourra engager les biens communs qu'avec le consentement du mari ou, à défaut, avec l'autorisation de la Justice (art. 1419).

Toutefois, les créanciers qui ont contracté avec le mari ou avec la femme, pour les besoins du ménage, auront action sur les biens communs, ainsi que sur ceux du mari ou de la femme.

En outre, la femme étant désormais capable, les actes qu'elle accomplit seule seront valables, indépendamment de toute autorisation. Le projet a prévu les conséquences qu'ils pourraient avoir, et notamment les droits de tiers ayant traité avec la femme (art. 1413, 1416, 1417 sur les successions acceptées par la femme ; l'article 1419 sur les dettes contractées par elle, l'article 1434 sur le remploi effectué par l'un ou par l'autre des époux). Dans ces différents cas, les créanciers ont un recours, non seulement sur la nue-propriété des biens de la femme, mais encore sur les biens qui sont réservés à son administration. Mais ces actes n'engageront les biens de la communauté que s'ils ont été accomplis avec le consentement du mari, ou son concours dans l'acte, ou à défaut, avec le consentement de la justice, ou encore lorsque les engagements ont été pris pour les besoins ordinaires du ménage. Le mari pourra d'ailleurs donner à la femme l'autorisation générale d'engager la communauté. Ainsi, la femme, commerçante sans autorisation, ne pourra obliger les biens de la communauté.

Toutefois, les créanciers du mari conserveront le droit de poursuivre les biens communs. Tenant compte de cette différence de droits entre mari et femme, relativement au patrimoine commun, le projet conserve à la femme le droit d'accepter la communauté ou d'y renoncer.

« Cette nouvelle réglementation de la communauté, « dit M. Henri Capitant, est fort plausible : elle se rapproche beaucoup, au surplus, de celle qui est en vi-

« gueur dans les pays où la femme mariée n'est plus
« incapable. » (1) Mais elle présente une lacune, qui
s'explique dans une certaine mesure par l'établissement
prévu dans le projet d'un nouveau régime légal.

Cette lacune consiste dans le fait que le projet ne
modifie pas la composition active de la communauté du
Code Civil. Les articles 1401 à 1408 du Code Civil sont
en effet l'objet des critiques les plus vives et les plus
justifiées. Il est temps de mettre ces textes en accord
avec les tendances contemporaines.

h) LE PROJET

DE L'ASSOCIATION NATIONALE DES NOTAIRES DE FRANCE

L'Association Nationale des Notaires de France a cru
devoir appeler l'attention de MM. les membres de la
Commission de Législation Civile du Sénat sur les
dispositions du projet Renoult (2) ; elle ne pouvait, en
effet, se désintéresser des répercussions que la réforme
proposée est de nature à exercer sur les intérêts généraux
du pays et l'avenir de la famille française. Elle
estime d'ailleurs que les textes du Code Civil qui règlent
les régimes matrimoniaux doivent être remaniés. « Bien
« des dispositions de nos codes sont à cet égard *suran-*
« *nées* et requièrent *qu'on les modernise ou qu'on les*
« *supprime*. Il en est notamment ainsi de celles qui gou-
« vernent le régime de la communauté légale dont le
« développement de la fortune mobilière rend le main-
« tien impossible comme régime de droit commun.

« Accomplir une telle réforme avec sagesse et avec
« mesure est certainement répondre à des besoins réels,

(1) *Dalloz*, Rec. Hebd., 6 octobre 1932. Article précité.

(2) *Bulletin de l'Association Nationale des Notaires de France*, n°
du 31 octobre 1932.

« en même temps qu'aux légitimes aspirations de la
« femme moderne vers un état juridique qui tienne un
« compte plus exact de la culture intellectuelle qu'elle
« a acquise et des qualités d'initiative, de travail et
« d'ordre dont elle fait chaque jour la preuve.

« Le contact permanent des réalités avec lesquelles
« le praticien est journellement aux prises, l'observation
« des milieux ruraux et provinciaux où il vit, permettent
« au notariat *d'affirmer*, sans crainte d'erreur, que dans
« l'immense majorité des familles françaises, la femme
« se souci peu de l'indépendance qu'on lui offre. Long-
« temps encore, dans une famille normale, c'est-à-dire
« constituée en vue d'avoir des enfants et de durer, la
« femme s'accomodera de l'autorité maritale et du droit
« d'administration qui en est la conséquence, pourvu
« qu'on les corrige par des dispositions qui lui permet-
« tent de mettre fin à une expérience qui s'avèrerait dé-
« sastreuse... »

Les notaires font ensuite un examen critique du projet et présentent même des modifications de textes pour de nombreux articles. Le caractère juridique et professionnel de leurs observations présente grand intérêt, et nous retiendrons certaines de leurs suggestions.

Et, ils indiquent, forts de leur technique notariale et de leur expérience de praticiens, ce que les époux français ne comprennent pas dans la législation actuelle.

« C'est d'abord que leurs biens mobiliers propres, antérieurs au mariage, ou à eux échus par succession ou donation, tombent en communauté pour se confondre avec les économies ; autrement dit, que le régime légal ne soit pas celui de la communauté réduite aux acquêts.

« C'est que chacun d'eux (mari et femme) n'ait pas pleinement le droit d'administrer ses biens propres

« comme il l'entend, sauf à chacun d'eux aussi à contribuer aux charges du ménage ou à réserver au fonds commun les économies.

« C'est que la femme qui a contribué à la constitution des acquêts ne puisse exercer sa surveillance sur leur disposition ou leur conservation, alors que ces acquêts sont dus pour une grande part à son économie dans le ménage, souvent à son travail, à ses suggestions ou à l'utilisation de ce don de sentir, de deviner et de prévoir qui lui a donné la nature.

« C'est qu'elle ne puisse exercer son droit de surveillance, même sur les biens propres du mari, pour le défendre contre les entraînements que peuvent constituer pour lui, soit quelque démon de midi, soit des amis bien intentionnés qui cherchent à l'entraîner dans des opérations qu'elle juge dangereuses pour lui, pour elle-même ou pour leurs enfants.

« C'est enfin, qu'après avoir réuni, souvent avec peine, ces économies et les avoir employées à l'achat d'immeubles ou fonds de commerce, le survivant des époux, privé du droit de les conserver sur expertise, voit, au décès de son conjoint, ses efforts anéantis par une licitation, qui, sous prétexte de protéger des mineurs ou des incapables, transforme en poussière des biens qui n'ont de valeur que pour celui qui les exploite.

« *Quant à la nécessité de l'autorisation maritale, d'une façon générale, la femme en souffre bien moins que le pensent les auteurs du projet...* »

Comme conclusion, l'Association demande particulièrement, le droit pour chaque époux d'administrer ses biens personnels, et de les faire participer davantage à l'administration ou à la disposition des droits communs. Elle demande aussi la substitution de la communauté

d'acquêts à celle de la communauté légale comme régime de droit commun ; et elle indique un certain nombre d'aménagements de la communauté qui amélioreraient singulièrement notre régime légal.

Nous reproduisons ses conclusions, en raison de leur intérêt pratique et des tendances dont elles s'inspirent.

« Administration des propres de la femme par elle-même.

« Association de la femme à la gestion des biens communs, par son intervention obligatoire à tous les actes de disposition portant sur les plus importants d'entre eux (immeubles, fonds de commerce, universalités mobilières).

« Impossibilité pour l'un des époux d'aliéner ses propres sans le concours de l'autre, sauf à demander en cas de refus de celui-ci l'autorisation judiciaire.

« Faculté pour l'époux survivant de conserver sur expertise, à la dissolution de la communauté, les immeubles, fonds de commerce et exploitations industrielles ou agricoles en dépendant.

« Assimilation complète de la séparation de biens contractuelle ou judiciaire à la séparation de corps au point de vue de la capacité de la femme.

« Inscription obligatoire de l'hypothèque légale de la femme.

« Nécessité de l'autorisation du mari ou, à son défaut de la justice pour habilitier la femme à exercer une profession séparée et à acquérir un domicile distinct... »

i) QUELQUES OPINIONS

Le choix d'un régime matrimonial de droit commun intéresse profondément la doctrine, ainsi que les sociétés

d'études législatives. La question est d'ailleurs d'actualité, ainsi que nous l'avons déjà indiqué.

M. Capitant pense qu'il faut « allier les avantages incontestables de la séparation de biens et ceux de la communauté. » (1)

C'est, selon lui, le meilleur moyen d'améliorer notre régime légal. Dans le mariage, il devrait y avoir deux associés qui auraient les mêmes droits et devoirs, et qui devraient agir d'accord, quand il y aurait un acte à faire. Le nouveau régime n'aurait plus que le nom de commun avec l'ancien. Mais comme la tradition d'une association pécuniaire des époux est implantée dans nos mœurs, M. Capitant propose un régime mixte, combinant à la fois les avantages de la séparation de biens et ceux de la communauté « et consistant à laisser chaque époux durant le mariage l'administration et la jouissance de tous ses biens, à charge de contribuer aux dépenses communes, mais à partager entre eux ou leurs héritiers, au moment de la dissolution de la communauté, les acquêts gagnés par chacun d'eux » (2)

Ainsi, plus de masse commune pendant le mariage, pas de complications inutiles. Au lieu de 100 articles du Code Civil, il suffirait d'en modifier 4 ou 5. « Il faut conserver cette vieille idée d'association de biens, dit-il, dans un discours au Congrès de la Ligue pour le Droit des Femmes (3); il faut rester cependant sous l'empire de notre belle tradition française. La femme aura droit à la moitié de ce que gagne son mari, et le

(1) Paul Moissinac : *Le Contrat de Mariage de Séparation de Biens*. Préface de M. Capitant, p. 11.

(2) Henri Capitant, « L'abolition de l'incapacité de la femme mariée », *Dalloz H.*, 6 octobre 1932.

(3) Henri Capitant, *Le meilleur régime matrimonial*, Discours prononcé au Congrès de la Ligue pour le Droit des Femmes, tenu à Paris, le 2 novembre 1924.

« mari aura droit à la moitié de ce que gagne sa femme.
« Nous ne voulons plus de la communauté ; nous écartons la séparation de biens, et nous essayons alors de
« combiner des deux régimes en prenant à chacun ce
« qu'il y a de bon. On peut y arriver... »

Le projet Renoult a essayé de concilier les deux régimes : il n'y est pas parvenu, et les nombreuses critiques formulées à son encontre nous paraissent justifiées.

Nous préférons l'opinion exprimée par M. Josserand qui écrit : « A notre sentiment, le progrès consisterait
« dans la révision et l'amélioration de notre système de
« communauté légale qu'il y aurait lieu d'adapter à la
« situation économique et sociale actuelle tout en lui
« maintenant la prépondérance dont le Code Civil l'a
« fait bénéficier, et dont il n'est pas devenu foncièrement indigne. » (1)

M. Josserand, avec raison, d'ailleurs, ne voit pas dans la communauté une indivision, mais une propriété en main commune. Ce régime est assez souple pour s'adapter aux tendances contemporaines et peut se prêter aux améliorations qui en feront un régime légal équitable et modernisé ; il réalise, seul, l'idée de l'union des personnes et de l'union des biens ; il est conforme à l'essence même du mariage, au caractère et aux traditions de notre race.

« Le régime de la communauté, disait en 1922 M. Léon Lyon-Caen à la Société d'Etudes Législatives, est sorti des entrailles même de la nation française, parce que c'est celui qui répond à la conception nationale de la famille. Chercher ailleurs des exemples est une erreur au point de vue social, car chaque peu-

(1) L. Josserand, *op. cit.*, p. 5.

« ple a sa manière de concevoir son organisation intime » (1).

Et à la suite du rapport de M. Lyon-Caen, la Société d'Etudes Législatives a jugé nécessaire d'apporter certaines modifications au régime de la communauté, mais elle a été à peu près unanime à penser que la communauté devait rester le régime de droit commun en France.

C'est aussi notre opinion.

j) LES DÉLIBÉRATIONS DE LA SOCIÉTÉ D'ETUDES LÉGISLATIVES

Nous ne pouvons terminer ce chapitre sans nous référer encore aux travaux de la Société d'Etudes Législatives, qui a pour but « de donner un développement « nouveau aux études de législation dans toutes les « branches du droit, et particulièrement dans celle du « droit privé, en vue surtout de faciliter la réforme des « codes et des lois » (2). C'est en vue de remplir cette mission que, depuis plus de trente années, la Société a procédé à de nombreuses enquêtes et recherches concernant l'application des lois, et qu'elle a centralisé les renseignements utiles à l'étude des réformes législatives.

Nos régimes matrimoniaux devaient nécessairement figurer à l'ordre du jour des séances de la Société. A plusieurs reprises, en effet, furent étudiées les réformes susceptibles d'être apportées à notre législation matrimoniale.

C'est ainsi qu'en 1902, sur le rapport de M. le Conseil-

(1) Lyon-Caen : Rapport à la Société d'Etudes Législatives, *Bulletin de la Société* ; année 1922, p. 204.

(2) Article premier des Statuts de la Société.

ler Tissier (1), la Société, préparant la loi du 13 juillet 1907, décide la nécessité d'accorder à la femme mariée des droits extrêmement étendus sur ses gains et salaires, les produits de son travail et les biens en provenant.

En 1912, sur le rapport de M. Hermance (2), elle demande que soit reconnu à la femme séparée de biens le plein exercice de sa capacité civile. Cette question a été de nouveau examinée en 1933, mais sous une forme beaucoup plus vaste.

En 1921, sur le rapport de M. Jousset (3), elle examine la délicate question des reprises sous le régime de la Société d'acquêts, et pose ainsi les bases de la loi du 29 avril 1924.

L'année suivante, en 1922, ce fut l'examen de la proposition de loi de M. Louis Martin tendant à ériger en régime de droit commun la séparation de biens. Nous avons indiqué que la Société s'est prononcée contre la réforme proposée. Mais, cependant, la commission spéciale nommée pour étudier la proposition Martin voulut faire œuvre positive ; elle estima qu'une réforme de notre Code si vieilli en cette matière s'imposait, et elle rechercha d'une façon générale, quel était le régime matrimonial de droit commun qui était préférable pour les Français.

Comme conclusion, c'est le régime de la communauté qui fut choisi, mais sous réserve, qu'il soit « mis en « harmonie avec les besoins économiques nouveaux, « les transformations sociales et la situation actuelle de la femme dans la société ». C'était le maintien du principe de communauté à la base de tout régime nouveau.

(1) *Bulletin de la Société d'Etudes Législatives*, 1902, p. 26 et suiv.

(2) *Bulletin*, 1912, p. 105.

(3) *Bulletin*, 1921, p. 44.

M. Léon Lyon-Caen, résumant dans son rapport les conclusions auxquelles s'était arrêté la commission, s'exprimait ainsi (1) : « Si la vieille communauté française, née probablement, en tous cas, développée sur notre sol, comme l'ont montré les belles études du regretté M. Lefebvre, doit demeurer notre régime de droit commun, ce n'est pas à dire que sa forme actuelle n'appelle de nombreux et nécessaires remaniements. Mais c'est dans le cadre et sur les bases de la communauté, sans sacrifier le principe communautaire lui-même, que la réforme désirable de notre droit matrimonial doit être réalisée. »

Le rapporteur indiquait ensuite les modifications principales sur lesquelles la commission s'était mise d'accord : Suppression de l'incapacité civile de la femme mariée, si surannée et si peu justifiée ; Restriction des pouvoirs exorbitants du mari sur la communauté et les propres de la femme ; Etablissement de garanties plus précises de protection de l'épouse en lui donnant notamment le droit de demander des comptes à son mari sur la gestion de la communauté ; Association plus grande de la femme à la gestion des intérêts pécuniaires du mari, substituant aux pouvoirs du mari un système de collaboration et de coopération entre les époux ; Substitution de la communauté réduite aux acquêts au régime légal actuel.

La commission devait rédiger des textes et présenter des formules précises pour traduire et consacrer les réformes de principe adoptées en vue de l'établissement d'une communauté *transformée* et *remaniée*, suivant l'expression du rapporteur. C'était une tâche difficile et compliquée, certes, et M. Lyon-Caen l'indiquait en ces

(1) *Bulletin*, 1922, p. 217.

termes : « Mais c'est un vaste, un long édifice à construire, c'est une réforme aux lointaines répercussions. « Il vous suffira de songer aux conséquences capitales, « à la véritable révolution juridique qu'entraînera, « dans toutes les branches de notre législation tant civile que commerciale, la suppression de l'incapacité » (1).

Malheureusement la commission n'a pas terminé la seconde partie de sa tâche ; elle n'a pas rédigé les textes annoncés. Nous le regrettons d'autant plus, que nous aurions certainement trouvé, dans ses conclusions d'intéressantes et judicieuses suggestions.

Depuis 1922, la Société d'Etudes Législatives s'est occupée, à deux reprises, des régimes matrimoniaux. En 1931 et en 1932, elle a discuté la publicité du régime matrimonial ; en 1933, elle a mis à son ordre du jour la suppression de l'incapacité de la femme mariée.

En ce qui concerne la publicité du régime matrimonial, la Société, dans les séances des 3 juin et 1^{er} juillet 1932, a adopté le texte définitif d'un projet créant un registre matrimonial (2). Ce registre, qui existe dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, et de la Moselle est indispensable, lorsque la loi admet la mutabilité des conventions matrimoniales, parce qu'il assure efficacement la bonne foi des époux et la sécurité des tiers. Mais, son utilité serait incontestable chez nous, en raison de la dispersion actuelle, dans notre législation, des modes de publicité des conventions matrimoniales, et du caractère temporaire et pratiquement inopérant de certaines formes de publicité, comme l'affichage dans

(1) *Bulletin*, 1922, p. 217.

(2) *Bulletin*, 1933, p. 55.

un greffe du tribunal et la publication dans un journal d'annonces légales.

L'inscription obligatoire sur un registre facilement ouvert au public aurait l'avantage d'unifier les dispositions fragmentaires de nos lois en la matière.

En 1933 enfin, la Société d'Etudes Législatives chargea une commission d'étudier la suppression de l'incapacité de la femme mariée. C'était en réalité l'examen du projet déposé, au nom du gouvernement, par M. Renoult, Garde des Sceaux. La commission présidée par M. Henri Capitant, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris, a tenu de nombreuses réunions, et le rapport présenté en son nom par M. Rouast, vient de paraître dans le bulletin de la Société (1). Ce rapport laisse de côté les modifications à apporter à nos divers régimes matrimoniaux rendues nécessaires par la mise en pratique du principe de la capacité de la femme. « En définitive, ajoute le rapporteur, la suppression de l'incapacité que nous proposons ne profitera guère, au point de vue pécuniaire, qu'à la femme « séparée de biens » (2). Ce projet ne serait qu'une première étape, préparant la seconde, celle qui touche aux régimes matrimoniaux, et intéresse l'organisation même de la famille française.

C'est ainsi, que le projet très complet et très étudié de la commission nous semble en tous points préférable au projet du gouvernement et au projet de la commission de législation du Sénat. Il considère comme acquis le principe même de la réforme concernant la capacité de la femme mariée. Il s'efforce de perfectionner les textes proposés par le gouvernement, tout en introdui-

(1) *Bulletin*, 1934, p. 81.

(2) *Bulletin*, 1934, p. 82.

sant un certain nombre d'idées essentielles dont le projet primitif n'avait pas fait état. La commission affirme, par exemple, que le mari est le chef de la communauté, mais son texte protège mieux les intérêts de la femme, par les mesures qu'elle propose pour éviter les abus de pouvoir du mari. Elle se préoccupe enfin de faciliter les conditions d'existence des femmes abandonnées par leur mari, et qui ne sont ni divorcées, ni séparées de corps. Situation fréquente, douloureuse parfois, et qui serait atténuée juridiquement et pratiquement, par la suppression de l'incapacité de la femme.

La commission de la Société d'Etudes Législatives a ainsi restreint sa tâche, dans l'espoir qu'une réforme limitée pourrait être rapidement votée. « Le reste est l'œuvre de demain », ainsi que le déclare le rapporteur.

Mais cette œuvre nous paraît assez urgente. La capacité de la femme mariée exige impérieusement, en effet, la réforme des articles du Code Civil concernant nos régimes matrimoniaux.

k) PROPOSITION DE LOI TENDANT A SUPPRIMER
L'IMMUTABILITÉ DES CONVENTIONS MATRIMONIALES

La proposition de loi a été déposée le 19 juin 1930 sur le bureau de la Chambre des Députés par M. de Monzie et plusieurs de ses collègues (1). De prime abord son examen paraît déplacé, dans une étude sur le régime légal. Mais, à la réflexion, on s'aperçoit qu'elle intéresse tous les régimes, y compris le régime du droit commun. En effet, en raison des changements de fortune qui peuvent se produire chez les époux au cours

(1) *J. O.*, Chambre des Députés, Session ordinaire, année 1930. Annexe n° 3494, p. 959.

du mariage et des situations nouvelles qui peuvent en résulter, il peut être utile et équitable parfois d'apporter des modifications au régime primitivement choisi, ou de substituer un régime conventionnel au régime légal. Or, l'article 1395 du Code Civil décide que la charte matrimoniale ne peut recevoir aucun changement après la célébration du mariage.

L'immutabilité des conventions matrimoniales était inconnue à Rome, et dans les pays de droit écrit. C'était par contre une règle traditionnelle dans la France coutumière.

Cette règle se justifiait par diverses préoccupations. D'abord, elle était le moyen d'empêcher les époux de se faire entre eux, par voie détournée, des avantages interdits. Cette raison a cessé d'exister depuis que les donations entre époux ne sont plus prohibées. Ensuite, elle sauvegardait l'intérêt des parents ou des donateurs qui ne consentent généralement des libéralités aux époux, qu'en considération du régime matrimonial choisi par le nouveau ménage ; cet argument est hors de cause pour le régime légal. Enfin, elle était censée protéger les intérêts des tiers. La fixité des conventions matrimoniales paraissait seule susceptible d'assurer la sécurité des relations d'affaires avec les époux. La loi du 10 juillet 1850 avait bien organisé un système de publicité du contrat de mariage, mais combien imparfait certes ! La proposition de loi de Monzie (1) préfère les mesures de publicité édictées par l'article 1445 du Code Civil en ma-

(1) *Proposition de loi* :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 1395 du Code Civil est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Tous changements faits aux conventions matrimoniales après la
« célébration du mariage seront rédigés par devant notaire dans 'a
« même forme que le contrat de mariage, en la présence et avec le
« consentement simultané de toutes les personnes qui ont été parties

tière de séparation de biens, et en demande l'extension à tous les changements faits aux conventions matrimoniales après la célébration du mariage.

Depuis le Code Civil, le principe de l'immutabilité a perdu beaucoup de terrain. Plusieurs législations étrangères l'ont abandonné ; le Danemark, la Norvège, l'Angleterre, l'Allemagne, la Suisse. En Allemagne la plupart des contrats de mariage se font pendant le mariage, déclarait M. Schumann, député de la Moselle, le 10 juin 1922 ; il ajoute ceci : « La possibilité pour les époux
« d'adopter au cours du mariage, le régime de la sépa-
« ration de biens et les fraudes auxquelles une telle
« possibilité peut donner lieu de leur part au préjudice
« des créanciers a amené à accorder à ceux-ci une action
« paulienne développée » (1). L'article 1432 du Code Allemand permet aux époux après le mariage, de dissoudre ou de modifier le régime de leurs biens. De même, l'article 179 du Code Civil Suisse stipule que « le contrat
« de mariage peut être passé avant ou après la célébra-
« tion du mariage. »

Le principe d'immutabilité est surtout discuté pour les époux mariés sous le régime légal, à qui est imposée une loi matrimoniale qu'ils n'ont pas choisie. Pourquoi, leur interdire, au cours de leur union, de régler eux-mêmes leur régime matrimonial ? Mais la même question se pose pour les conventions nuptiales volontaires ; que le régime soit choisi, ou qu'il soit imposé, il peut y

« dans le contrat de mariage ou, en cas de décès de l'une d'elles, de
« leurs ayants-droit, ou en l'absence de ces ayants-droit, après mise
« en demeure à eux d'être présents.

« Ces changements ne seront valables qu'après accomplissement des
« formalités prévues à l'article 1445 du Code Civil complété et modifié
« par l'article 872 du Code de Procédure Civile, en matière de sépa-
« tion de biens judiciaire. »

(1) *Bulletin de la Société d'Etudes Législatives*, année 1922 p. 177.

avoir pour les époux des raisons majeures de le modifier.

Ce raisonnement est singulièrement renforcé depuis la loi du 4 janvier 1930, modifiant l'article 295 du Code Civil, qui donne aux époux divorcés qui se remarient la faculté d'adopter un régime matrimonial autre que celui qui réglait leur précédente union. Cette formule nous plait ; elle est juste. Et elle justifie à nos yeux, combien il est pénible d'interdire aux époux, mariés sous le régime de droit commun par négligence, ou par économie ou par le fait qu'ils ne possédaient rien, de choisir après leur mariage un régime autre que celui qui leur a été imposé par la loi.

Déjà la loi du 4 janvier 1930, par une voie indirecte sans doute, a apporté une première brèche au principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales. L'exposé des motifs de la proposition de Monzie estime même que c'est « une manière de révolution du droit, « car c'est la première fois, depuis qu'existe le Code « Civil qu'une atteinte est portée au principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales. Ce principe « que les rédacteurs du Code civil avaient hérité du « droit coutumier a été dans l'application poussé jusqu'à l'absurde... »

Il n'est pas douteux que cette première brèche s'élargira en entraînera une réforme plus large, désirée par de nombreux jurisconsultes (1). Une publicité complète et efficace des régimes matrimoniaux en facilitera la réalisation. La Société d'Etudes Législatives, dont les délibérations sont attendues toujours avec intérêt et

(1) Ambroise Colin et Capitant : *Droit Civil Français*, tome III, 5^e édition, p. 28 et suivantes. Lalou : *Dalloz*, Recueil hebdomadaire, 30 janvier 1930, p. 11 et 12.

posent les bases dont s'inspirent largement les projets préparés par la Chancellerie, a mis la question à l'étude en 1932 ; elle a établi en 1933, un texte précis et logique dont nous avons fait connaître les principales dispositions dans le paragraphe précédent. La réforme était prévue par les rapporteurs à la Chambre des Députés et au Sénat de la loi de 1930 : Son examen rentre ainsi dans le cadre de notre étude.

CHAPITRE VI

ESSAI DE RÉGLEMENTATION NOUVELLE DE NOTRE RÉGIME LÉGAL DE COMMUNAUTÉ

Il nous reste à présenter nos conclusions.

Nous avons déjà exprimé notre opinion et fait connaître nos idées, au cours d'une étude qui aurait nécessité de plus amples développements. Nous nous sommes efforcés cependant, en regrettant d'avoir dû écourter notre travail, de présenter un examen objectif et critique des diverses législations sur la matière, ainsi que des suggestions parfois originales, souvent équitables et pratiques, présentées de divers côtés.

Mais, nous estimons qu'il est nécessaire de limiter strictement notre tâche. L'opinion presque unanime, nous l'avons indiqué, réclame le maintien de notre vieux régime de la communauté. Maintenons donc notre régime de droit commun, mais en apportant à ce régime les modifications nécessaires exigées par les transformations économiques de notre époque et par les tendances contemporaines.

I. — PROJET DE RÉALISATION RAPIDE
DE CETTE RÉGLEMENTATION

Nos propositions ne correspondent pas à une vaste réforme. Créer un nouveau régime légal, établir une œuvre nouvelle et originale serait d'une telle complication, dans les circonstances actuelles, qu'on ne saurait prévoir dans quel délai et à quelle époque la réforme envisagée serait votée. L'œuvre législative, en raison des mauvaises habitudes de travail du Parlement, ne permet guère d'entreprendre des remaniements législatifs d'une telle importance.

Il faut aboutir cependant et c'est indispensable : alourdir le projet, c'est en compromettre la réalisation. Pas d'édifice nouveau à construire, mais simplement une œuvre de révision au lieu d'une œuvre d'élaboration. Pas d'œuvre de longue haleine et aux vastes répercussions, qui demanderait des années, mais un nouvel aménagement, une rectification de quelques textes surannés, en tenant compte de l'acceptation possible *et rapide* par le Parlement et par l'opinion.

Aussi, préférons-nous, pour les raisons sus-indiquées, conserver notre régime légal, en lui donnant une allure vraiment moderne, en nous inspirant des besoins économiques et sociaux de l'heure, et de notre conception française de la famille.

La réforme, ainsi conçue, peut être adoptée dans quelques mois. Si plus tard, l'expérience démontre qu'elle est insuffisante, il sera toujours temps d'envisager son développement.

II. — PRINCIPES ET BASES D'UNE RÉGLEMENTATION NOUVELLE DE LA COMMUNAUTÉ LÉGALE

Nous avons justifié, au cours des chapitres précédents, la nécessité d'apporter des modifications à notre régime de droit commun. Ce régime est périmé. Il ne concilie, en aucune façon, les intérêts pécuniaires et économiques des époux. Il offre ainsi une antinomie insoutenable entre la loi et les réalités de la vie. Tout le monde s'accorde à le reconnaître, et à demander qu'il soit modernisé et rajeuni.

Mais, pour obtenir ce résultat, sur quels principes, sur quelles directives établir nos propositions ?

Nous nous sommes prononcé pour le maintien du régime communautaire, « institution essentiellement française, véritable gloire française, qui a servi d'exemple aux pays étrangers. Pourquoi la repousser maintenant et nous mettre à la remorque des législations étrangères ? » (1).

C'est donc dans le cadre et sur les bases de la communauté que nous avons envisagé et étudié les solutions qui seront la conclusion logique de notre travail.

De l'examen des législations étrangères ainsi que des projets de réforme respectivement analysés aux chapitres III et V se dégagent principalement deux doctrines. Pour certains, l'identité des intérêts des époux ne saurait être une conséquence de l'unité de vie, et le mariage ne doit rien changer juridiquement à la situation de

(1) Lefebvre, Professeur Honoraire à la Faculté de Droit de Paris, *Bulletin de la Société d'Etudes Législatives*, 1922, p. 171.

leur patrimoine respectif. Par contre, d'autres estiment que l'union des âmes entraîne une communauté d'intérêts complète et absolue.

Deux systèmes opposés, en réalité. Nous n'acceptons ni l'un, ni l'autre. Nous désirons une conception plus noble des rapports matrimoniaux. Nos préférences vont à une législation qui réponde mieux aux besoins pratiques des ménages nouveaux et de l'association conjugale. Nous voulons aussi qu'elle soit conforme au caractère de notre race, et à la physionomie vraie de la famille française.

Notre but serait donc de réaliser une combinaison harmonieuse des biens dans l'intérêt commun et supérieur des époux et du ménage : véritable charte d'association, franchement adaptée aux conceptions modernes et aux besoins des générations qui se succèdent, qui concilierait les forces qui font la vie et assurent l'équilibre social avec les garanties de stabilité indispensables pour l'union conjugale.

Aussi bien, le mouvement social contemporain nous entraîne toujours davantage vers l'association, la solidarité, l'assistance, vers l'émancipation des individus. De tous côtés, des groupes se forment pour donner à leurs membres une force sociale plus grande. « Est-ce
« bien, dit M. Léon Meunier, le moment qu'il faut choisir
« pour briser la plus vieille, la plus bienveillante et la
« plus logique des associations : la société de biens entre
« l'homme et la femme, complétant l'union des person-
« nes, renforçant le sentiment de leur solidarité, et faci-
« litant la mutuelle assistance qui est de l'essence même
« du mariage. » (1)

Mais cette société doit être équitable, réglementée avec

(1) Meunier, *op. cit.*, p. 153.

sagesse, et donner à chacun des conjoints une situation juridique en accord avec les idées, les mœurs et les exigences économiques de notre époque.

Il nous paraît juste, si la communauté est maintenue comme régime matrimonial des époux qui ne font pas de contrat de mariage, d'apporter à ce régime diverses rectifications, de façon à faire disparaître les injustices du Code de 1804, à réaliser une collaboration effective des époux, et à donner satisfaction aux besoins économiques et sociaux d'aujourd'hui.

Pour obtenir ce résultat, il faudrait :

1° Réaliser une réelle communauté d'intérêts, grâce à une collaboration plus étroite entre les époux, au grand bénéfice de l'idée de famille qu'il importe, non de détruire, mais de fortifier ;

2° Modifier la composition active et passive de la communauté, si injuste dans ses conséquences, et si incompatible avec la consistance des fortunes et les besoins actuels ;

3° Diminuer la prédominance absolue du mari dans l'administration des biens de la famille, en associant davantage la femme à la gestion des intérêts pécuniaires du ménage par son intervention obligatoire dans les actes de disposition portant sur les plus importants d'entre eux ;

4° Donner à la femme toute indépendance compatible avec son rôle d'épouse et de mère et élargir le champ de son activité juridique ;

5° Garantir une certaine conservation des biens dans les familles ;

6° Assurer équitablement la répartition et le partage des acquêts, ainsi que la liquidation active et passive de la communauté ;

7° Exiger l'inscription obligatoire de l'hypothèque légale de la femme mariée ;

8° Décider la création d'un registre matrimonial en vue de supprimer l'immutabilité des conventions matrimoniales.

Nous avons limité nos propositions de modification de la communauté légale, et nous en avons précédemment indiqué les motifs. Il importe, en effet, avant tout, grâce à quelques retouches indispensables à divers articles du Code, de faire disparaître ce qu'il y a de plus choquant, de plus suranné, de plus vieilli dans notre régime actuel de droit commun. C'est l'œuvre immédiate à accomplir. Réforme modeste, peut-être : mais c'est la seule possible dans les circonstances actuelles.

Certes, à l'assemblée générale du 23 juin 1922 de la Société d'Etudes Législatives, le rapporteur de la commission chargée d'étudier la réforme du régime matrimonial a bien envisagé « d'élaborer et de présenter ultérieurement » des formules précises, appelées à traduire et à « consacrer les réformes de principe adoptées » (1). Mais, un membre de la Commission, M. Cotelle, notaire honoraire, a reconnu loyalement que la préparation des textes n'avancait guère, malgré les réunions nombreuses de la commission, et « que le travail était immense et « demandait des mois et des années » (2). M. le Professeur Ripert, de son côté, se prononçait à la même séance pour la simplification du régime légal, en supprimant la division des biens d'après leur nature, meubles et immeubles, mais en conservant cette division d'après leur origine, propres ou acquêts. « Il faut aussi, ajoutait-

(1) *Bulletin de la Société d'Etudes Législatives*, 1922, p. 217.

(2) *B.S.E.L.*, 1922, p. 226.

« il, que chaque époux ait un droit sur le patrimoine de
« l'autre. Ne pourrait-on simplifier notre communauté
« avec ce système là ? Il est assez frappant de voir que,
« dans le Code Civil Suisse, en cinq articles, on a réglé
« ce régime, tandis que chez nous... » (1).

Certes, cinq articles pour régler un régime légal, c'est une simplification, et d'importance ! Cependant, en faisant nôtre cette idée de simplification, nous devons tenir compte des articles de notre Code et nous n'arriverons pas à tout régler dans quelques lignes.

Il nous reste, à présent, à établir les grandes lignes de la réglementation restreinte, mais indispensable que nous envisageons.

III. — ROLE JURIDIQUE ET SOCIAL DES ÉPOUX DANS LE MÉNAGE

Le mariage entraîne deux associations : celle des personnes, et celle des biens. La première a besoin d'un chef, la seconde d'un gérant. Mais nous nous trouvons en présence d'une société toute particulière, l'union conjugale, qui nous paraît devoir entraîner une collaboration très étroite entre les deux époux, dans l'intérêt supérieur de la famille . La prédominance du mari est peut-être parfois une utilité sociale, mais la femme doit jouer son rôle dans les affaires de la vie économique du ménage. De toute façon, il ne faut pas de maître exclusif dans l'association, et la solution doit être recherchée dans un ensemble de dispositions qui, au lieu de faire des époux des étrangers l'un à l'autre, en fera effecti-

(1) *B.S.E.L.*, 1922, p. 225.

vement des associés et sauvegardera ainsi leur dignité.

De l'association des biens, nous nous occuperons plus tard, d'autant mieux que c'est celle qui fait principalement l'objet de notre étude. Pour l'instant, examinons la question de l'association des personnes et du rôle respectif des deux conjoints qui en font partie.

Nulle part, la nécessité d'une direction de cette association n'a été méconnue, et, dans les divers pays, la loi a réservé cette direction au mari, en lui conférant d'ailleurs des attributions plus ou moins étendues.

Le principe de la puissance maritale, posé dans l'art. 213 de notre Code Civil, en tant que règle générale, n'est plus un dogme intangible en France. Tout le monde semble admettre que l'institution de l'incapacité de la femme mariée est en contradiction avec les nécessités économiques et sociales de la vie contemporaine. Un mouvement universel s'accélère pour abroger cette institution, et les nations qui ont maintenu cette incapacité sont extrêmement rares. La France est presque seule à maintenir cette *capitis diminutio* pour la femme, mais la cause est gagnée devant l'opinion. Le Gouvernement a déposé un projet de loi en 1932, et la Commission de Législation Civile du Sénat en a adopté les principes, après l'avoir allégé de tout ce qui pouvait en compromettre le vote rapide.

Le projet du Gouvernement a cependant soin de maintenir la prépondérance du mari dans le choix de la résidence commune, ainsi que dans l'exercice de la tutelle. Il ne crée pas ainsi l'égalité complète des époux dans le ménage. Cependant, le rapporteur du Sénat craint que la « pratique après le vote de la loi, ait tendance à « exiger l'autorisation du mari, parce qu'elle aura quelque peine à distinguer les actes patrimoniaux pour « lesquels la femme sera pleinement capable, des actes

« concernant sa personne, pour lesquels elle resterait
« soumise à l'autorité du mari » (1).

En fait, la question de la *puissance* maritale sur la personne de la femme constitue surtout une question de mœurs. De nos jours, cette puissance ne se manifeste guère que par le choix de la résidence commune et pour l'éducation des enfants. Est-il donc nécessaire de modifier notre législation sur ce point ?

La Société d'Etudes législatives a mis la question à l'étude, et le rapport de la commission nommée à cet effet, présidée par M. le Professeur Henri Capitant, a été inséré dans le dernier numéro du Bulletin de la Société (2). La Commission a été d'accord pour maintenir au mari son rôle traditionnel de chef, cela dans l'intérêt de la stabilité des familles. « Il ne s'agit plus d'un contrôle permanent, écrit le rapporteur, mais simplement
« d'un pouvoir de décision en cas de désaccord, qui est
« nécessaire si on veut éviter une dislocation trop facile
« des ménages. Il n'y a pas de société viable sans un
« minimum d'autorité ; la société conjugale n'échappe
« pas à cette règle. Il est à souhaiter sans doute que
« toutes les décisions soient prises d'un commun accord.
« Mais comme cet accord parfait n'existe pas toujours,
« il faut qu'il y ait un pouvoir de décision, et c'est ce
« pouvoir qui constitue essentiellement le rôle du chef
« de famille » (3).

Ainsi, juridiquement, se trouverait maintenu le pouvoir de décision du mari. Les mœurs en adouciront généralement l'exercice, surtout si le mari peut déléguer à sa femme les fonctions qui lui conviennent le mieux.

En outre, dans ses propositions à la Société, la Com-

(1) *B.S.E.L.*, 1934, p. 86.

(2) *Bulletin Société Etudes Législatives*, 1934, p. 81.

(3) *Bulletin de la Société Etudes Législatives*, 1934, p. 86.

mission a été guidée par l'exemple de certains Codes étrangers, notamment des Codes Allemand et Suisse, qui, après avoir supprimé l'incapacité de la femme mariée, ont cependant maintenu le principe que le mari est le chef du ménage. Ainsi se trouve démontré que la restitution à la femme de sa pleine capacité est compatible avec la règle traditionnelle de la prépondérance du mari.

Les textes présentés à l'examen de la Société d'Etudes Législatives par M. le Professeur Rouast, rapporteur, sont clairs et précis, et certainement préférables à ceux du projet gouvernemental et aussi à ceux de la Commission de Législation Civile du Sénat. C'est ainsi que la Société a tenu à affirmer dans un texte précis que le mari est le chef de la famille, alors que le projet de loi est muet sur ce point. « Le mari est le chef de la famille, « les époux sont tenus de vivre en commun ; le mari « a le choix de la résidence du ménage, sauf, en cas « d'abus, le recours de la femme devant le président « du Tribunal. » Ainsi se trouveraient mieux protégés les intérêts de la femme par les mesures proposées pour éviter les abus de pouvoir du mari dont le projet de loi ne se préoccupait pas. Ce recours judiciaire permettrait à la Justice d'intervenir toutes les fois que le mari exercerait son rôle de chef d'une manière excessive ou vexatoire (1).

Cette garantie contre les abus permet d'instaurer un contrôle du mari sur le choix d'une profession pour sa femme. Mais ce contrôle, sous quelque forme qu'il se présente, doit permettre de porter la question devant la Justice en cas de désaccord. Ainsi se trouverait conci-

(1) *Bulletin de la Société d'Etudes Législatives*, textes proposés par la Commission, 1934, p. 92 et suivantes.

liée l'indépendance personnelle de la femme avec les intérêts du ménage.

Abstraction faite de ces prérogatives limitées du mari en sa qualité de chef du ménage, les deux époux seraient égaux. La nouvelle rédaction de l'article 215 reconnaît en principe cette égalité. « La femme mariée a , sous
« tous les régimes matrimoniaux et à peine de nullité
« de toute clause contraire, le plein exercice de sa capa-
« cité civile sans qu'elle ait besoin de recourir à l'auto-
« risation de son mari ou de justice, sous réserve des
« dispositions légales relatives aux divers régimes ma-
« trimoniaux. » — Mais, le texte a soin d'ajouter que c'est sous réserve des dispositions de chacun des régimes matrimoniaux.

En admettant même que le principe de la capacité de la femme mariée tarde à être admis dans notre législation, nous pensons que, sans inconvénient, on pourrait augmenter considérablement le rôle juridique de la femme dans le mariage, tout en assurant une collaboration plus étroite des époux dans l'administration des biens matrimoniaux.

C'est la partie constructive de notre tâche qu'il nous reste à établir.

IV. — COMPOSITION DE L'ACTIF ET DU PASSIF MATRIMONIAL

Comme tout patrimoine, la communauté comporte des éléments actifs et des éléments passifs ; elle comprend des biens et des dettes. Le Code Civil consacre une section à chacun de ces éléments.

Mais c'est surtout en ce qui concerne l'actif de la communauté que notre législation est surannée et vieillie. Les critiques à cet égard sont unanimes, et nous les

avons longuement exposées. La composition active de la communauté, maintenue comme régime légal, doit être complètement remaniée et révisée.

Le projet du Gouvernement envisageait de modifier un certain nombre d'articles du Code Civil relatifs à la communauté pour la mettre en concordance avec le principe de la capacité de la femme. Mais il n'apportait aucun changement aux textes des articles 1401 à 1408 qui fixent la consistance de l'actif commun. Sans doute, les auteurs du projet ont pensé que le régime de communauté devenant régime conventionnel, il serait toujours possible, grâce à la rédaction obligatoire d'un contrat de mariage, d'en faire disparaître les imperfections les plus graves. C'est possible.

Mais il ne faut pas oublier qu'un régime de droit commun est imposé par la loi à tous ceux qui se marient sans faire de contrat de mariage : raison majeure pour qu'il donne satisfaction aux aspirations de la grande majorité des époux.

La division des biens et leur classement d'après leur nature ou d'après leur origine, est devenue tout à fait inexacte. Pourquoi, par exemple, faire tomber en communauté l'apport mobilier parfois important quand les immeubles en sont exclus ? Pourquoi ne pas suivre l'exemple des législations étrangères qui admettent de nombreux biens réservés, distincts de biens conjugaux ou matrimoniaux, et étendre le principe des lois des 13 juillet 1907, 19 mars 1919 et 8 juin 1923 ? C'est ainsi que les Codes Civils Allemand et Suisse classent dans le pécule réservé de la femme non seulement les produits de son travail, mais les objets exclusivement affectés à son usage personnel, ceux qui servent à l'exercice de sa profession ou de son industrie, ainsi que les biens

stipulés réservés par l'auteur d'une libéralité entre vifs ou testamentaire ; ces biens réservés n'entrent point en communauté, et les pouvoirs de la femme sur eux sont très larges. Les législations scandinaves sont très libérales à cet égard. La loi belge du 12 août 1932 a institué un régime calqué sur celui de notre loi de 1907, mais plus logique, puisqu'il fait rentrer dans le pécule réservé de la femme, non seulement les produits de son travail, mais les meubles qui ont un caractère personnel. L'institution des biens réservés semble offrir un excellent moyen de sauvegarder les biens de l'épouse et de les soustraire, ainsi que les économies par elle réalisées, aux dissipations possibles du mari.

C'est ainsi que nous sommes amené à exclure de la communauté une grande partie des meubles présents. La difficulté est de fixer, en dehors d'un contrat de mariage, la consistance du patrimoine propre à chacun des époux au moment du mariage. La question de la preuve des reprises reste délicate. Pour les meubles et valeurs à venir, c'est-à-dire acquis pendant la communauté par succession *ab intestat*, donation ou legs, leur qualité de propres sera facilement établie par l'acte de donation, le testament ou l'inventaire. Pour les meubles présents, fonds de commerce, offices ministériels, rentes nominatives, droits de propriété littéraire, artistique et industrielle, il sera toujours possible de constater qu'ils sont propres. La preuve restera plus difficile pour les meubles corporels, les valeurs au porteur, l'argent liquide. Pourquoi, dès lors, et pour éviter toute contestation future, ne pas faire rentrer en communauté ces derniers meubles ?

La solution de principe adoptée le 3 février 1922 par la Commission de la Société d'Etudes Législatives char-

gée d'étudier la réforme du régime matrimonial de droit commun nous paraît sage, pratique et logique (1).

« Tombent en communauté :

« 1° Les acquêts ;

« 2° Parmi les meubles présents : l'argent comptant,
« les meubles meublants, sauf les instruments de tra-
« vail.

« Ces derniers et tous les autres biens sont donc pro-
« pres, sans même qu'il pèse sur eux une présomption
« de communauté. »

Ce système avait été proposé par M. Lévy-Ulmann, qui ajoutait à l'énumération les valeurs au porteur. Mais ces valeurs peuvent rester propres, la preuve ne présentant pas de difficulté sérieuse et pouvant être facilement faite.

C'est sur ces principes que devait être rédigé l'article 1401 du Code Civil. La composition de la communauté serait établie sur des bases plus étroites, mais moins injustes dans leurs conséquences et plus conformes à la consistance actuelle des fortunes. Tel bien mobilier, d'une valeur parfois considérable en raison des conditions économiques modernes, ne tombera plus nécessairement en communauté, alors que les immeubles en sont exclus : l'égalité entre les divers éléments de la fortune de chacun des époux serait pratiquement consacrée. La distinction arbitraire et inique entre les meubles et les immeubles disparaîtrait.

Certes, le régime proposé par la Commission du régime matrimonial de la Société d'Etudes Législatives, système que nous adoptons, s'apparente à la commu-

(1) *Bulletin de la Société d'Etudes Législatives*, 1922, p. 175.

nauté réduite aux acquêts qui a la préférence des Français. Mais il laisse subsister une masse commune alimentée, en dehors des acquêts, par l'argent comptant et les meubles meublants existant au moment du mariage. Il aurait l'avantage également de donner satisfaction, non seulement aux gens qui ne possèdent rien ou peu de choses en se mariant, mais encore aux petites fortunes, de façon à supprimer, pour les personnes de cette catégorie, la nécessité de faire un contrat de mariage. Pourquoi faire appel à un notaire, en effet, pour écarter ou modifier les règles légales d'un statut matrimonial de droit commun, lorsque la femme reste propriétaire de ses apports et lorsque la loi de 1907, qui peut d'ailleurs être complétée et améliorée, lui reconnaît des biens réservés ?

Nous reviendrons sur la question si intéressante des biens réservés lorsque nous examinerons la nécessité d'étendre le rôle juridique de la femme.

Mais il y a lieu de remarquer que nos propositions ne bouleversent en aucune façon les règles posées par le Code Civil ; elles se bornent au contraire, en restant dans le cadre et la tradition du Code, à exclure de la communauté les éléments mobiliers particulièrement importants du patrimoine de chacun des époux, comme l'avait déjà fait le législateur de 1804 pour les immeubles considérés alors comme seuls biens ayant une valeur réelle : solution simple, pratique, qui a également avantage de mettre en concordance l'actif de la communauté avec les besoins économiques contemporains.

Après la composition active de la communauté, envisageons la question du passif. L'existence de biens propres et de biens communs entraîne nécessairement un passif propre à chacun des époux et un passif commun.

Nous pensons que dans la nouvelle rédaction de l'article 1401, les dettes personnelles et mobilières des époux ne doivent plus être une charge du patrimoine commun ; elles doivent rester propres, sauf celles relatives aux meubles meublants qui tombent en communauté, par exemple, le prix de l'acquisition de l'un d'eux, ou la dette résultant d'un prêt sur gage.

C'est dans ce sens que doivent être modifiés les articles 1409 et suivants du Code Civil, de façon à ne faire entrer dans le passif de la communauté que les dettes des époux dans la même proportion que leur actif. En effet, seule, cette loi de proportionnalité est susceptible de donner des résultats équitables.

Pour résoudre cette question de l'incidence des dettes, au point de vue *contribution* et *poursuite*, le législateur n'a pas présenté de solution bien nette : la prétendue symétrie qu'il a cru établir entre l'aménagement du passif et celui de l'actif présent consacrait les pires inégalités, singulièrement aggravées par la difficulté de différencier les dettes présentes des dettes nées au cours du mariage. Notre système est plus simple et plus logique, puisqu'il établit le passif de la communauté en fonction de l'actif.

En ce qui concerne la contribution aux dettes, elle doit être fonction des droits d'administration ou de disposition qui seront attribués à l'épouse. A une capacité élargie, doit correspondre une responsabilité plus grande. Le projet Renoult, dans son article 4, proposant des modifications aux divers régimes matrimoniaux réglementés par le Code pour les adapter à la capacité de la femme mariée, déclarant valables les actes accomplis par la femme, indépendamment de toute autorisation de son mari ou de la justice et, prévoyant les conséquences qui pourraient en résulter, modifiait notam-

ment les articles 1413, 1416, 1417, sur les successions acceptées par la femme, l'article 1419 sur les créances contractées par elle, l'article 1434 sur le remploi effectué par l'un et l'autre des époux. Mais notre système est indépendant de l'entière capacité de l'épouse. Nous pensons que, dans beaucoup de circonstances, la nécessité de l'autorisation maritale est inutile : nous désirons cependant élargir le champ de l'activité juridique de la femme. Et c'est sur ces principes, dont nous fixerons ultérieurement les modalités, que nous avons établi nos propositions de modification à la contribution aux dettes.

Les nouveaux articles 1398-X et 1398-XI du projet Renoult, étaient ainsi conçus :

X. — « Les créanciers de l'un des époux ne peuvent
« poursuivre le paiement des dettes que celui-ci a con-
« tractées que sur ses biens ; toutefois, si la dette a été
« contractée par l'un d'eux dans l'intérêt du ménage,
« les deux conjoints sont solidairement tenus. »

XI. — « Toute dette qui n'est contractée par l'un des
« époux qu'en vertu de la procuration générale ou spé-
« ciale de l'autre est à la charge de celui qui a donné
« procuration. »

Mais le régime de participation aux acquêts ne comportait aucune communauté, du moins pendant le mariage. Cette solution ne saurait convenir avec l'existence d'une communauté limitée aux acquêts et aux meubles meublants.

Nous admettrions volontiers que les dettes des époux antérieures au mariage, aussi bien celles de la femme que celles du mari, puissent être poursuivies sur l'actif commun. Bien entendu, chacun des époux devrait ré-

compense à la communauté de ses dettes personnelles payées par celle-ci à son profit.

En ce qui concerne les dettes nées pendant le mariage, nous distinguerons entre les dettes du mari et celles de la femme. Les dettes du mari, quelle que soit leur origine, pourront être poursuivies sur la communauté et seront à la charge de cette dernière. Pour les créanciers de la femme, il y a lieu de distinguer. Si la femme a agi seule, en son nom, nous pensons qu'elle ne peut engager que la nue-propriété de ses biens propres, car le contraire porterait atteinte aux droits de la communauté. Si on refuse aux créanciers le droit de poursuivre la communauté, ceux-ci, à la dissolution du mariage, pourront d'ailleurs poursuivre tous les biens de la femme, soit contre elle-même, soit contre ses héritiers.

Enfin, comme conséquence de l'idée d'égalité admise entre les deux époux, les dettes des successions échues à la femme devraient être à la charge de la communauté, sauf récompense, par assimilation aux dettes des successions échues au mari qui grèvent la communauté.

Le projet Renoult n'avait pas négligé de présenter des suggestions intéressantes en ce qui concerne le passif de la communauté, et les actions qui en résultent contre la communauté. C'est ainsi que le nouveau texte de l'article 1413, concernant les successions échues à la femme, serait ainsi rédigé :

« Si la succession purement immobilière est échue
« à la femme, les créanciers de la succession peuvent
« poursuivre le paiement sur la nue-propriété des biens
« personnels de celle-ci et sur les biens réservés à son
« administration ; toutefois, si la femme a accepté, du
« consentement du mari ou, à son refus, avec autori-
« sation de justice, les créanciers peuvent poursuivre

« leur paiement sur tous les biens personnels de la femme et sur les biens de la communauté. »

Il nous paraît inadmissible que les créanciers puissent agir contre la communauté si la succession a été acceptée contre le gré du mari. En augmentant sans mesure les pouvoirs de la femme, on arrive à des résultats choquants. Nous préférons le texte qu'avait adopté la Commission de la Société d'Etudes Législatives sur la proposition de M. Fabry, Conseiller à la Cour de Cassation :

« La femme ne peut accepter une succession que sous bénéfice d'inventaire.

« Elle ne peut l'accepter purement et simplement qu'avec l'autorisation de son mari ; dans ce cas, les créanciers héréditaires peuvent poursuivre tous les biens des époux. » (1)

Cette solution restreint peut-être les droits de la femme, mais elle nous semble logique et équitable.

Par contre, nous accepterions volontiers le texte proposé par le projet Renoult pour l'article 1419 qui se trouverait ainsi modifié, l'article 1420 restant sans changement.

« Les créanciers du mari peuvent poursuivre le paiement de leurs créances sur les biens personnels de celui-ci et sur les biens de la communauté soumis à son administration.

« Les créanciers de la femme peuvent poursuivre le paiement de leurs créances sur la nue-propriété de ses biens personnels et les biens réservés à son administration ; toutefois, si la femme a contracté des dettes avec le consentement du mari ou, à son défaut,

(1) *Bulletin de la Société d'Etudes Législatives*, 1922, p. 184.

« avec l'autorisation de justice, les créanciers peuvent
« poursuivre, tant sur les biens de la communauté que
« sur ceux du mari ou de la femme, sauf la récompense
« due à la communauté ou au mari.

« Les créanciers qui ont contracté soit avec le mari,
« soit avec la femme, pour les besoins ordinaires du
« ménage, auront action sur tous les biens de la com-
« munauté du mari et de la femme. »

Ainsi la femme pourrait engager les biens communs avec l'autorisation de la justice, et même sans autorisation, si elle contracte dans l'intérêt du ménage. Cette dernière disposition de l'article 1419 est la consécration des pouvoirs ménagers de la femme connu sous le nom de mandat tacite de la femme mariée et qui sont une pure construction de la jurisprudence.

Le mari pourra toujours donner à sa femme l'autorisation d'engager les biens de la communauté. La femme commerçante engagera les biens communs si elle a l'autorisation générale du mari ; si elle n'a pas cette autorisation, ses créanciers n'auront pour gage que la nue-propriété de ses biens propres et les biens réservés à son administration. Dans le cas où le mari refuserait de donner l'autorisation d'exercer un commerce, et où l'épouse, usant du recours que nous lui avons précédemment réservé, s'adresserait à la justice, le tribunal ne pourrait autoriser que si la résistance du mari est absolument *injustifiée*, c'est-à-dire après un examen très attentif et très circonspect. Dans le cas d'avis favorable du tribunal, la femme pourrait alors nécessairement engager la communauté, car elle a évidemment besoin de crédit.

« Cette nouvelle réglementation de la communauté
« de biens est fort plausible », ainsi que l'a dit M. H. Ca-
« pitant.

Toutefois, dans cette appréciation, M. Capitant visait également l'administration de la communauté. C'est la question que nous allons examiner.

V. — DE L'ADMINISTRATION DES BIENS DE LA FAMILLE

Il est incontestable que l'administration de la communauté et la conséquence des actes de l'un ou l'autre époux relatifs à la société conjugale, ne sont plus en rapport avec les transformations sociales et le rôle actuel de la femme dans la Société. Le mariage modifie la situation des époux. L'homme ou la femme célibataire pouvait gérer et disposer de ses biens selon son bon plaisir ; il pouvait spéculer et se ruiner même. L'époux n'a plus semblable liberté. Les obligations qu'entraînent le mariage créent, sur les biens de chacun des époux, au profit de son conjoint, une sorte de servitude familiale que nous estimons nécessaire. C'est pourquoi l'administration des biens de la famille doit être basée sur un ensemble de dispositions qui assurent une coopération incessante des époux pour la gestion et accessoirement pour la disposition des biens. En associant véritablement la femme au mari dans la gestion des intérêts pécuniaires du ménage, nous restons dans la tradition familiale française en même temps que nous nous trouvons en accord avec les mœurs et les idées contemporaines.

Pour obtenir ce résultat, il suffit de modifier quelques articles de la section 2 du chapitre II du Code Civil, afin de supprimer l'omnipotence du mari et de substituer à ses pouvoirs de maître un régime de collaboration entre les époux dans la gestion des biens de la famille.

Cette collaboration se retrouve dans les législations les plus modernes (Allemagne, Suisse, Suède, Norvège, Danemark), mais même en associant véritablement la femme au mari dans la plupart des opérations intéressant la fortune commune, elles confient au mari l'administration du patrimoine commun. Toute communauté n'est au fond qu'une société, et le fonctionnement de toute société exige nécessairement l'unité de gestion. Mais l'unité d'administration n'entraîne pas nécessairement la faculté pour le mari d'accomplir seul, sans le concours de son conjoint, les actes d'aliénation ou de disposition à titre gratuit, des biens de famille.

Dans cet ordre d'idées, le projet Renoult laissait au mari l'administration des biens de la communauté, mais il limitait ses pouvoirs aux actes proprement dits d'administration. Le mari ne pourrait disposer seul des éléments les plus importants du patrimoine commun, même à titre onéreux.

Le projet conservait cependant au mari l'administration de tous les biens personnels de la femme, comme dans le régime actuel. Cette décision a entraîné la protestation des féministes, qui oublient que les revenus des biens propres font partie de la communauté et qu'on ne saurait séparer la jouissance de ces biens de leur administration.

Mais le projet Renoult apportait des modifications aux articles 1421 à 1428 du Code Civil ; nous y trouvons des dispositions intéressantes, certes, mais nous estimons, pour le moment, qu'il serait suffisant de modifier les articles 1421, 1422 et 1428. Nous nous inspirerons des textes proposés pour ces articles par les auteurs du projet, mais nous présenterons des textes modifiés à titre d'amendement.

Texte du projet de loi

ART. 1421. — Le mari administre seul les biens de la communauté, sous réserve des dispositions de l'article 1428.

La réserve relative aux dispositions de l'article 1428 du projet est inutile, car l'ancien article 1428 concernant l'administration des biens de la femme est devenu l'article 1427 : le nouvel article 1428 s'occupe seulement des biens réservés de la femme exerçant une profession distincte ; il est inutile, si on n'abroge pas la loi de 1907.

ART. 1422. — Il ne peut, sans le concours de sa femme disposer entre vifs à titre gratuit ou onéreux des immeubles de la communauté, des fonds de commerce exploités par la femme ou par le mari et la femme, des meubles meublants nécessaires à la vie courante du ménage ou à l'exercice de la profession de la femme.

Il ne peut, en outre, sans le concours de sa femme, disposer entre vifs, à titre gratuit, des autres effets mobiliers de la communauté, si ce n'est pour l'établissement d'un enfant commun.

Si la femme refuse son

Texte amendé

ART. 1421. — Le mari administre seul les biens de la communauté.

ART. 1422. — Il ne peut sans le concours de sa femme, disposer entre vifs à titre gratuit ou onéreux des immeubles de la communauté, des fonds de commerce exploités par le mari et la femme et des meubles meublants nécessaires à la vie courante du ménage.

(Le reste sans changement)

consentement, le mari peut se faire habiliter par le tribunal du domicile commun, ou à défaut, de son propre domicile, statuant en chambre du conseil, après que la femme aura été dûment citée.

Est nulle toute clause contraire aux dispositions du présent article.

Nous avons supprimé dans le texte de l'article les fonds de commerce exploités par la femme et les meubles nécessaires à l'exercice de la profession de la femme, puisqu'ils ne tombent pas en communauté, d'après notre projet.

ART. 1428 (art. 1427 du projet. — Le mari a l'administration de tous les biens personnels de la femme ; il peut exercer seul toutes les actions mobilières et possessoires qui appartiennent à la femme ; il ne peut aliéner les immeubles personnels de la femme sans son consentement ; il est responsable de tout déperissement des biens personnels de sa femme causé par défaut d'actes conservatoires.

ART. 1428. — Le mari a l'administration de tous les biens personnels de la femme ; il peut exercer seul toutes les actions mobilières et possessoires qui appartiennent à la femme ; il ne peut aliéner les *biens* personnels de sa femme sans son consentement ; il est responsable de tout déperissement des biens personnels de sa femme causé par défaut d'actes conservatoires.

Il n'y avait aucune raison de limiter cette interdiction aux immeubles et d'autoriser le mari à aliéner les autres biens personnels de sa femme.

VI. — LES BIENS RÉSERVÉS DE L'ÉPOUSE
ET L'EXTENSION DE SA CAPACITÉ JURIDIQUE

La modification de quelques articles du Code Civil que nous venons d'envisager, permettrait d'accorder plus d'activité indépendante à la femme mariée sous le régime de droit commun. L'extension de ses droits civils qui en serait la conséquence ne ferait pas disparaître l'incapacité dont elle est encore victime dans notre législation, mais son rôle serait moins effacé et plus important, en même temps que celui du mari serait réduit et limité dans ses pouvoirs actuellement excessifs. On pourrait même, en attendant l'abrogation de l'incapacité de l'épouse qui ne saurait tarder à être inscrite dans notre législation, supprimer, dans beaucoup de circonstances, la nécessité de l'autorisation du mari ou de la justice. Quel contre-sens, par exemple, de voir que la femme française peut être avocat, qu'elle peut plaider, mais qu'elle ne peut ester en justice sans autorisation ! Nous pourrions citer de nombreux cas analogues, aussi illogiques, qui nous révoltent presque. Il est inadmissible que la femme puisse exercer tous les métiers, diriger des entreprises importantes, et qu'elle ne jouisse pas de sa capacité civile !

Dans le cas où le projet Renoult rencontrerait des résistances au Parlement, et où il ne serait pas voté dans un avenir prochain, ne serait-il possible de réparer cette infériorité de la femme mariée en abrogeant deux ou trois articles du Code civil, les articles 213, 215, 217 ?

L'article 213, imposant à la femme l'obéissance à son mari, est brutal, offensant pour la dignité de la femme ; il doit disparaître. L'abrogation de l'article 215 donnerait la même liberté à la femme mariée qu'à la femme

non mariée, au point de vue du droit d'ester en justice. Enfin, l'article 217 devient désormais inutile avec notre système, puisque le concours du mari et de la femme sont nécessaires pour accomplir les actes importants concernant les biens de la famille.

Certes, la loi du 13 juillet 1907 (1) qui se rattache au mouvement d'émancipation de la femme, a donné à la femme qui travaille la libre disposition de son salaire, de ses gains et des économies en provenant ; mais on doit reconnaître qu'elle n'a pas donné les résultats attendus. « En particulier, dit l'exposé des motifs du projet « gouvernemental déposé par M. Renoult, les pouvoirs « à elle conférés par la loi de 1907 n'empêchent pas la « femme mariée qui exerce une profession de se heur- « ter à mille difficultés pour le placement et la gestion « de ses économies. Cette loi est exceptionnelle et fonc- « tionne jusqu'ici dans le cadre général de l'incapacité, « qui demeure le principe et risque d'engager la res- « ponsabilité des administrations publiques et des ban- « ques. » (2) La loi rend à la femme sa pleine capacité civile sur les biens réservés ; mais elle reste à peu près inappliquée en raison de la difficulté qu'a la femme de prouver l'origine de ses biens pour accomplir un acte sur des biens déterminés. Elle se heurte d'ailleurs aux principes du droit civil, en ce qui concerne le régime légal actuel ; elle se heurte aussi aux exigences des notaires, agents de change, maisons de banque, qui ne veulent pas se contenter des justifications dont se contente la loi. Les modifications que nous proposons au régime légal atténueraient sans doute cette défiance que nous

(1) La loi du 13 juillet 1907, a été modifiée et complétée par les lois des 19 mars 1919 et 8 juin 1923.

(2) Exposé des motifs, *Documents Parlementaires*, Sénat, 1932.

excusons dans une certaine mesure. La suppression partielle de l'autorisation maritale permettrait de donner son plein effet à la loi de 1907.

Le projet Renoult, cependant, en demande l'abrogation. C'est une erreur et une faute, parce que la loi, dans son application, peut assurer la liberté économique. On doit la maintenir, du moins tant que ne sera pas votée la réforme des régimes matrimoniaux (1).

On pourrait peut-être même la compléter, en prenant exemples de certaines législations étrangères. Sans soumettre les biens réservés à un régime de séparation partielle, comme en Allemagne, on pourrait faire entrer dans le pécule réservé de la femme, en sus des produits de son travail, les objets exclusivement destinés à son usage personnel, tels que vêtements, bijoux, ainsi que ceux qui servent à l'exercice de sa profession ou de son industrie. On pourrait même y ajouter les biens stipulés réservés par l'auteur d'une libéralité entre vifs ou testamentaire. L'institution des biens réservés reposerait sur des assises plus solides.

VII. — LIQUIDATION ET PARTAGE DE LA MASSE COMMUNE

En se mariant, les époux ont associé leur activité et leur puissance d'épargne. A la fin du mariage, chacun doit retrouver sa part des économies réalisées en commun, autant que possible sans partage en nature, ni licitation.

Nous restons partisan du partage par moitié de toute la masse commune, et cela quelle que soit la différence

(1) En tous cas, il n'y aurait lieu que d'abroger les articles 7, 8, 9 et 10, dont les dispositions sont insérées dans les articles 214 et 216 nouveaux. Le maintien des autres articles nous paraît utile jusqu'au vote d'un nouveau statut matrimonial.

de fortune des époux et la disproportion de leurs gains respectifs. C'est le principe posé par l'article 1474 du Code, qui fait des époux communs en biens des associés à part égale.

Les articles 1468 à 1481 pourraient peut-être subir certaines modifications de détail. Le projet Renoult n'apportait de changement qu'aux articles 1468 et 1469. Il réunissait les deux articles dans un seul, l'article 1469; le nouvel article 1468 précisait que les biens réservés à l'administration de la femme et existant au jour de la dissolution, devaient être rapportés à la masse commune. C'était, en somme, faire rentrer dans le Code les dispositions de l'article 5 de la loi de 1907. Cette modification se trouvait nécessaire parce que le projet Renoult abrogeait cette loi; elle nous paraît inutile si la loi de 1907 est maintenue.

Toutefois, en raison de la composition de la communauté que nous avons préconisée, il nous paraîtrait utile de modifier l'article 1470, alinéa 2, de la façon suivante:

« 2° Le prix de ses biens personnels qui ont été aliénés pendant la communauté et dont il n'a pas été fait
« emploi. »

Le paragraphe de la section V concernant le passif de la communauté et la contribution aux dettes peut, provisoirement, ne pas être modifié, malgré certaines imperfections qu'il renferme. Nous désirons en effet réduire autant que possible les changements à effectuer pour aboutir à une solution rapide.

Mais, pour la section VI, les propositions du projet Renoult pour une nouvelle rédaction des articles 1492, 1493 et 1494, nous paraissent susceptibles de préciser la situation de la femme renonçant à la communauté. Nous sommes d'avis d'en proposer l'adoption, en sup-

primant toutefois, dans l'article 1492, les mots : « en vertu de l'article 1428 ». Nous avons indiqué qu'il s'agit d'un article 1428 nouveau, qui remplace l'article 1428 actuel et dont l'adoption ne nous paraît pas utile.

Voici le texte de ces article, tels qu'ils pourraient être votés rapidement en raison des modifications insignifiantes du texte qu'ils entraînent :

ART. 1492. — « La femme renonçante conserve :

« 1° Les biens à elle appartenant lorsqu'ils existent en nature ou les biens acquis en emploi ;

« 2° Les biens dont elle a l'administration. »

ART. 1493. — « La femme renonçante perd toute espèce de droit sur les biens de la communauté, administrée par le mari et même sur le mobilier qui y est entré de son propre chef.

« Elle retire seulement les linges et hardes à son usage.

« Elle a le droit de reprendre :

« 1° Le prix de ses immeubles aliénés dont le emploi n'a pas été fait ou accepté ;

« 2° Toutes les indemnités qui peuvent lui être dues par la communauté. »

ART. 1494. — « La femme renonçante est déchargée de toute contribution aux dettes de la communauté, tant à l'égard du mari qu'à l'égard des créanciers. Elle reste néanmoins tenue envers ceux-ci lorsqu'elle s'est obligée conjointement avec son mari, ou lorsque la dette devenue dette de la communauté provenait originairement de son chef ou lorsqu'il s'agit d'une dette contractée par le mari ou par la femme pour les besoins ordinaires du ménage, le tout sauf son recours contre le mari ou ses héritiers. »

VIII. — NÉCESSITÉ D'ASSURER LA CONSERVATION

DES BIENS DANS LES FAMILLES

Notre régime légal actuel, en assimilant le partage de la communauté au partage des successions, ne se pré-

occupe guère d'assurer la conservation des biens dans les familles et néglige, à cet égard, les intérêts du conjoint survivant. Un fonds de commerce, une exploitation agricole, peuvent être vendus par licitation pour permettre le partage. C'est excessif. L'Association des Notaires de France demande, pour l'époux survivant, la faculté de pouvoir conserver sur expertise, à la dissolution de la communauté, les immeubles, fonds de commerce et exploitations industrielles et agricoles (1).

Certes, il est déjà des biens qui peuvent ou doivent être attribués à l'un des époux et qui échappent au partage en nature : les offices ministériels, parce que le titulaire ne saurait être privé de sa charge, ni mis en demeure de la vendre ; le bien de famille commun (2) ; les habitations à bon marché (3). Ces mesures devraient être étendues aux immeubles, fonds de commerce, exploitations industrielles et agricoles, ainsi que le demande avec juste raison l'Association des Notaires de France. Une licitation imposée donne généralement des résultats désastreux. Le projet Renoult, dans l'article 1398-xxxii, donne bien à chaque conjoint le droit de conserver sur estimation les acquêts, meubles et immeubles qui sont sa propriété. Mais le régime de la participation aux acquêts ne sera sans doute jamais voté par le Parlement. Il y a cependant intérêt à conserver les biens dans les familles et, en tout cas, à ne pas obliger l'époux survivant à vendre l'exploitation ou le fonds de commerce qui assurerait l'existence du ménage.

Nous estimons nécessaire d'insérer dans le Code Civil un article qui autorise chaque conjoint à conserver, sauf

(1) Voir pages 133 et 134, ci-dessus.

(2) Loi du 12 juillet 1909, art. 19.

(3) Loi du 5 décembre 1922, art. 22.

récompense, et au besoin d'après une estimation faite par experts et homologuée par le Tribunal, les meubles ou immeubles dépendant de la communauté, ou étant la propriété de l'un ou de l'autre des époux. Cette conservation serait faite dans l'intérêt de la famille.

IX. — INSCRIPTION OBLIGATOIRE DE L'HYPOTHÈQUE LÉGALE
DE LA FEMME MARIÉE

Le projet Renoult, en supprimant l'incapacité de la femme mariée, ne supprime pas l'hypothèque légale que le Code lui accorde pour mieux assurer sa protection. « L'hypothèque légale, dit l'exposé des motifs, peut
« avoir encore son utilité pour les femmes mariées sous
« les régimes de communauté, le mari conservant l'ad-
« ministration de tout ou partie des biens provenant
« de la femme. »

Nous ne demandons pas la suppression de l'hypothèque légale, mais nous demandons l'inscription obligatoire, sous peine de forclusion. Nous aimerions que toute liberté soit accordée aux femmes mariées de consentir toutes mainlevées totales ou partielles des inscriptions par elles prises. La femme, émancipée, doit être seule juge de l'opportunité d'inscrire et de donner mainlevée d'une inscription faite pour protéger ses intérêts. Ainsi disparaîtra la formalité ridicule et combien surannée de la purge.

X. — CRÉATION D'UN REGISTRE MATRIMONIAL ET SUPPRESSION
DE L'IMMUTABILITÉ DES CONVENTIONS MATRIMONIALES

Nous pensons enfin qu'il serait utile de permettre aux époux de changer leur régime matrimonial au cours du mariage. Le divorce a déjà fait une brèche dans l'insti-

tution de l'immutabilité du régime matrimonial. Cette brèche peut être élargie, surtout pour les époux soumis au régime légal qu'ils n'ont pas volontairement choisi, mais qui leur a été imposé par le législateur. Nous avons examiné la question au cours de notre étude (1). La réforme serait facilitée par l'institution d'un mode de publicité complet et efficace. A cet égard, le texte proposé par la Société d'Etudes Législatives à la suite de débats approfondis, et créant un registre matrimonial comme en Alsace et en Lorraine, pourrait être rapidement adopté par le Parlement, sans longue discussion (2). La création de ce registre permettrait d'abroger l'article 1395 du Code Civil ou d'en modifier le texte. Le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales n'existe plus dans de nombreuses législations étrangères, surtout dans les plus récentes : il doit disparaître de notre Code.

(1) V. pages 134 et suivantes, ci-dessus.

(2) *Bulletin de la Société d'Etudes Législatives*, 1933, p. 55.

CONCLUSION

Nous n'avons pas la prétention d'avoir tout examiné dans une matière aussi vaste et dont les éléments sont si variés et si complexes. C'est volontairement que nous avons limité notre projet de réforme. Nous ne croyons pas qu'en ce moment une réforme profonde de notre statut matrimonial puisse être rapidement discutée et votée par les Chambres.

Mais nous pensons avoir démontré qu'en attendant le remaniement de notre Code vieilli, on peut apporter des améliorations de détail pour le rajeunir sans le bouleverser. Nous avons essayé de perfectionner les textes beaucoup plus que de les remplacer, et cela dans le but de maintenir une relative indépendance des époux, de réaliser une réelle communauté d'intérêt, de limiter les pouvoirs du mari en élargissant le rôle et l'activité de la femme, enfin d'adapter le régime matrimonial légal aux nécessités économiques et sociales contemporaines.

Plus tard, lorsque le moment sera plus favorable, on pourra envisager la transformation de notre Code Civil. Pour l'instant, nous avons la conviction profonde que les propositions que nous présentons seraient accueillies avec sympathie par les ménages modernes. C'est pour servir la grande cause des familles françaises que nous en réclamons l'adoption prochaine.

Vu :

Le Président de Thèse,
Pierre LOUIS-LUCAS.

Vu :

Le Doyen de la Faculté de Droit,
A. GUILLON.

Vu et permis d'imprimer :

Dijon, le 1^{er} Août 1934.

Le Recteur de l'Académie de Dijon,
SPENLÉ.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES

- ACOLLAS. — *Manuel de Droit Civil*, 2^e édition, 4 volumes. Paris, 1877.
- *Le Mariage : Son Passé, son Présent, son Avenir*. Paris, 1880.
- ADAM. — *De l'Influence de la Maxime « Res mobilis, Res vilis » sur le Code Civil*. Paris, 1901.
- AFTALION. — *La Femme Mariée, ses Droits, ses Intérêts Pécuniaires*. Paris, 1899.
- ARMINJON. — *Précis de Droit International Privé*. Tome 3, Paris, 1931.
- AUBÉRY. — *Le Droit Civil et la Prééminence Juridique*. Paris, 1918.
- *La Communauté de Bien Conjugale*, 1910.
- AUBRY (Edmond). — *L'Incapacité de la Femme Mariée en Droit International Privé*. Paris, 1931.
- AUBRY et RAU. — *Cours de Droit Civil Français*, 5^e édition. Paris, 1918 à 1919.
- BAUDRY-LACANTINERIE. — *Traité Théorique et Pratique de Droit Civil*. Tomes 16, 17, 18. « Du contrat de mariage et des régimes matrimoniaux ». Paris, 1906 à 1908 et supplément 1930, tome V.
- BEHIN (Ernest). — *De l'Attribution du Fonds de Commerce en cas de Dissolution de la Communauté*. Paris, 1905.
- BINET (Pierre). — *La Femme dans le Ménage*. Paris, 1904.

- BEINER. — *Des Différences entre les Codes Civils Français et Italien relativement aux Régimes Matrimoniaux*, Paris, 1924.
- BERARD (Léon). — *Du Caractère Personnel de Certains Droits et notamment du Droit d'auteur dans les Régimes de Communauté*. Paris, 1902.
- BÉSOMBES (A.). — *La Condition Juridique de la Femme Mariée Espagnole*, 1927.
- BONNECASE. — *Précis de Droit Civil*. Paris, 1934.
- *Le Féminisme et le Régime Dotal*. Toulouse, 1905.
 - *Le Problème Féministe*. Bordeaux, 1926.
 - *La Philosophie du Code Napoléon appliquée au Droit de Famille. Ses doctrines dans le Droit Civil Contemporain*, 1928.
 - *Science du Droit et Romantisme. Le Conflit des Conceptions Juridiques en France de 1880 à l'heure actuelle*, 1928.
 - *Supplément de Baudry-Lacantinerie : traité théorique et pratique de Droit Civil*. Paris, 1924.
- BOT-GUISLAIN. — *La Physionomie Actuelle du Mariage dans la Loi de l'Eglise, dans la Loi Soviétique et dans le Droit Civil Français*. Paris, 1931.
- BOURBOUSSON. — *Du Mariage, des Régimes Matrimoniaux et des Successions dans les Cinq Parties du Monde*. Paris, 1934.
- BRIDEL. — *La Condition Légale de la Femme Mariée en Droit Français*, 1895.
- CAPITANT. — *Le Meilleur Régime Matrimonial : Communauté ou séparation de biens*. « Discours prononcé au Congrès de la Ligue pour le Droit des Femmes, tenu à Paris, le 2 novembre 1924 ». Paris.
- *De la fraude des reprises sous le régime de la communauté depuis la loi du 29 avril 1924*. Paris, 1925.
- CHAMBEL. — *De la Séparation de Biens en tant que Régime Matrimonial Légal*. Paris, 1911.
- CHAPLET. — *La Famille en Russie Soviétique*. Etude historique et juridique. Paris, 1929.

- CHARVET. — *Le Contrat de Mariage. Quel Régime Choisir ?* Paris, 1934.
- CHAUDÉ. — *Le Nouveau Code Civil Suisse dans l'œuvre de la Codification moderne.* Paris, 1909.
- COLOMB. — *La Communauté Réduite aux Acquêts envisagé comme Régime de Droit Commun.* Paris, 1907.
- COIRARD. — *La Famille dans le Code Civil.* Paris, 1907.
- CONSENTINI (Francesco). — *Le Droit de Famille. — Essai de réforme. — Droit Civil Comparé Européen et Américain,* Paris, 1929.
- COLIN et CAPITANT. — *Cours élémentaire de Droit Civil Français,* 7^e édition. Paris, 1932-1933.
- COULON (Armand). — *Etude sur l'esprit du Code Civil en regard de l'Evolution Morale et Sociale Contemporaine,* 1906.
- COULON (Henri). — *De la Réforme du Mariage. — Modification aux Régimes Matrimoniaux. — Etude suivie d'un projet de loi.* Paris, 1900.
- CREMONT. — *Le Régime de la Communauté Réduit aux Acquêts, Régime Matrimonial Légal.* Lille, 1924.
- DAMEZ. — *Le Libre Salaire de la Femme Mariée et le Mouvement Féministe.* Paris, 1905.
- DEFRENOIS. — *Traité de Législation Etrangère,* 1901 à 1906.
- DELOISON. — *De la Capacité de la Femme Mariée Anglaise envisagée dans son Evolution Historique.* Paris, 1921.
- DESCHAMPS. — *Du Régime Matrimonial à adopter,* 1909.
- ELIACHEVITH, TAGER, BORIS, NOLDE, etc. — *Traité de Droit Civil et Commercial des Soviets.* Préface de H. Capitant, 3 volumes, Paris, 1930.
- FARGEAUD. — *De la Preuve des Reprises Mobilières sous le Régime de la Communauté,* 1925.
- FENET. — *Recueil des travaux préparatoires du Code Civil,* 15 volumes. Paris, 1827.
- FEYDEAU DE ST-CHRISTOPHE. — *L'Emancipation de la Femme Mariée dans la Législation Contemporaine,* 1909.
- FONTAN. — *La Protection des Intérêts Economiques de la Femme Mariée,* 1909.
- FOURNIER. — *De l'Adjonction à la Communauté de Clauses tirées des autres Régimes Matrimoniaux,* 1914.

- GALLAIX (Marcel de). — *La Révision du Code Civil Autrichien*, 1925.
- GARRIGUES. — *De la Séparation de biens envisagée comme Régime Matrimonial Légal*. Lyon, 1909.
- GOUPIL. — *De l'Immutabilité des Contrats de Mariage*. Paris, 1910.
- GRANOTIER. — *L'Autorité du Mari sur la Personne de la Femme et la Doctrine Féministe*, 1909.
- GUILLOUARD. — *Traité du Contrat de Mariage*. Paris, 1885 à 1888.
- GUILLOT. — *La Condition Juridique de la Femme Mariée dans le Domaine des Intérêts Pécuniaires* (Droit Comparé), 1922.
- GUIZARD. — *La Réforme de notre Régime Matrimonial Légal*, 1928.
- GUYOT. — *L'Activité Economique de la Femme Mariée et ses Conséquences Juridiques*. Paris, 1910.
- HARVEN (Pierre de). — *Individualisme et Socialisme : Mouvements Généraux du Droit Civil Belge Contemporain*, 1928.
- HEMARD (Joseph). — *Précis Elémentaire de Droit Civil*. Tome III, 1930.
- HO TSCHONG CHAN. — *Code Civil de la République de Chine* (Livres 4 et 5), 1931.
- HUC. — *Commentaire Théorique et Pratique du Code Civil*. Paris, 1894.
- JOSSERAND. — *Cours de Droit Civil Positif Français*. Tome III, Paris, 1930.
- KRUG (Charles). — *Le Féminisme et le Droit Civil Français*. Nancy, 1899.
- LAURENT. — *Avant-Projet de Révision du Code Civil*. Bruxelles, 1930.
- LECOUFFE. — *Les Origines de la Communauté de Biens entre époux dans le Droit Coutumier Français*. Lille, 1923.
- LEDUC. — *La Femme et les Projets de Loi relatif à l'Extension de sa Capacité*. Paris, 1898.
- LEFEBVRE (Charles). — *Leçons d'Introduction à l'Histoire du Droit Matrimonial Français*. Paris, 1900.

- LEGRAND. — *La Conception du Droit, le Milieu Social et les Tendances de la Législation d'après-guerre*, 1923.
- LEHR. — *Le Mariage, le Divorce et la Séparation de Corps dans les Principaux Pays. Etude de Droit Civil Comparé*, 1899.
- LELIÈVRE. — *De l'Institution de la Communauté Réduite aux Acquêts comme Régime Légal*. Paris, 1905.
- LEMAIRE. — *Les Origines de la Communauté de Biens entre époux dans le Droit Coutumier Français*, 1929.
- LÉVY-FALCO. — *L'Evolution de la Capacité Juridique de la Femme dans la France Contemporaine*. Discours prononcé à la conférence du stage des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation. Paris, 1926.
- LOMBROSO. — *La Femme dans la Société Actuelle* (traduit de l'italien). Paris, 1929.
- LYON-CAEN. — *La Femme Mariée Allemande, Ses Droits, Ses Intérêts Pécuniaires*. Paris, 1902.
- MAURIN. — *De la Séparation de Biens avec Société d'Acquêts*. Dijon, 1926.
- MERIGNHAC (L. et A.). — *Traité du Régime de Communauté*, 1894, Paris (2 vol.).
- MEUNIER. — *De la Réforme du Régime Matrimonial Légal*. Paris, 1912.
- MOISSINAC. — *Le Contrat de Mariage de Séparation de Biens*, 2^e édition. Paris, 1924.
- MOREAU (Henry). — *De l'Autorisation Nécessaire à la Femme Mariée*. Paris, 1930.
- MORIN. — *La Révolte des Faits Contre le Code*. Paris, 1920.
- NETTER (Yvonne). — *L'Indépendance de la Femme Mariée dans son Activité Professionnelle*. Paris, 1923.
- PAULMIER (De). — *Protection légale des Gains et Biens Réservés de la Femme Mariée*. « Préface de Henry Robert », 1929.
- PASCAUD. — *Le Régime Matrimonial Légal et ses Variations chez les Principaux Peuples du Monde*. Toulouse, 1907.
- PLANIOL et RIPERT. — *Traité Pratique de Droit Civil Français*. Tome VIII et IX. Les Régimes Matrimoniaux, Paris.

- PLANIOI et RIPERT. — *Traité Elémentaire de Droit Civil*.
Tome III. Paris, 1933.
- RAYNAL. — *Le Règlement des Reprises Matrimoniales*, 1930.
- REYNAUD. — *De la Suppression du Principe de la Liberté des Conventions Matrimoniales et du Régime Unique à adopter*, 1912.
- RICHARD (Gaston). — *La Femme dans l'Histoire* (Evolution de sa condition sociale), 1909.
- RIGAUD (Louis). — *L'Evolution du Droit de la Femme de Rome à nos jours*. Paris, 1930.
- RIGAUD (Louis). — *La Française et la Loi au 20^e siècle*. Paris, 1927.
- ROGUIN. — *Le Régime Matrimonial en Droit Comparé*, 1904 à 1912. Paris, tome II.
- ROSSI. — *Mélanges d'Economie Politique et de Philosophie*.
« Observations sur le Droit Civil Français considéré dans ses Rapports avec l'état économique de la Société », 1837.
- SALEILLES (Raymond). — *Introduction à l'Etude du Droit Civil Allemand* (Mélanges de droit comparé). Paris, 1904.
- SECRETAN. — *Les Droits de la Femme*. Paris, 1908.
- SCHILL (Julien). — *Les Droits de la Femme Française dans le Ménage*. Paris, 1930.
- SOCIÉTÉ DE LÉGISLATION COMPARÉE. — *Des Transformations du Droit dans les Principaux Pays depuis 50 ans*.
« Livre du Cinquantenaire de la Société de Législation comparée » (1869-1919). Paris, 1922.
- TANON (L.). — *L'Evolution du Droit et la Conscience Sociale*, 1900.
- TESSIER. — *Traité de la Société d'Acquêts*, 2^e édition, par de Loynes. Bordeaux, 1881.
- THALLER. — *Le Contrat de Mariage et le Régime Normal de Biens à établir entre Epoux*, 1901.
- TRINIAC. — *La Séparation de Biens Contractuelle à l'Epoque Contemporaine*. Toulouse, 1924.
- VACHERON. — *Le Régime Matrimonial des Epoux Mariés Sans Contrat*. Paris, 1914.
- VASSART ROBERT. — *Valeur Pratique du Régime de la Séparation de Biens Contractuelle*, 1923.

VEGA (G. de la). — *La Capacité de la Femme Mariée dans le Droit de l'Amérique Latine*. Paris, 1933.

VILLARD. — *Essai Historique de la Séparation de Biens*, 1905.

VIOULET. — *Historique du Droit Civil Français*, 3^e édition. Paris, 1905.

II. — CODES, RECUEILS DE LOIS ET DE JURISPRUDENCE ET PÉRIODIQUES

Le Code Civil. — Livre du Centenaire, publié par la Société d'Etudes Législatives, Paris, 1905.

L'Activité Juridique. — Revue des Revues de Droit contenant le résumé de l'activité législative, judiciaire, juridique et bibliographique, Paris.

Annuaire de Législation Etrangère, Paris.

Bibliographie Dalloz.

Bulletin de l'Association Nationale des Notaires de France.

Bulletin de la Société d'Etudes Législatives.

Bulletin Mensuel de la Société de Législation Comparée.

Bulletin de Statistique et de Législation Comparée.

Gazette du Palais.

Gazette des Tribunaux.

Journal de Droit International.

Journal des Notaires et des Avocats.

Journal du Notariat.

Journal Officiel. — Débats parlementaires et documents parlementaires (Chambre des Députés et Sénat).

Les Lois Nouvelles.

Nouvelle Revue Pratique de Droit International Privé.

Le Quotidien Juridique.

Recueil Civil et Notarial des Juris-Classeurs.

Recueil Hebdomadaire et Jurisprudence Dalloz.

Recueil Général des Lois et Arrêts Sirey.

Recueil Périodique et Critique de Jurisprudence, de Législation et de Doctrine. — Dalloz.

Réforme Sociale.

Répertoire Fuzier-Hermann.

Répertoire Général et Pratique du Notariat et de l'Enregistrement.

Répertoire Pratique de Droit. — Dalloz.

Revue Bourguignonne de l'Enseignement Supérieur.

Revue Critique de Législation et de Jurisprudence.

Revue des Deux Mondes.

Revue de Droit International Privé.

Revue de Droit International et de Législation Comparée.

Revue d'Economie Politique.

Revue Générale du Droit, de la Législation et de la Jurisprudence en France et à l'Etranger.

Revue Historique de Droit Français et Etranger.

Revue Juridique d'Alsace et de Lorraine.

Revue du Notariat et de l'Enregistrement.

Revue Trimestrielle de Droit Civil.

Semaine Juridique.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE	3
CHAPITRE PREMIER. — LA SITUATION JURIDIQUE DES ÉPOUX ET DE LEURS BIENS DANS LE DROIT ANCIEN	
I. — <i>Orient, Grèce et Rome</i>	7
II. — <i>La Période Franque et le Droit Germani- que</i>	9
III. — <i>L'Ancien Droit</i>	11
IV. — <i>Période Révolutionnaire</i>	14
V. — <i>Pays Etrangers</i>	15
CHAPITRE II. — LE RÉGIME LÉGAL FRANÇAIS.	
I. — <i>Sa physionomie et son caractère</i>	17
II. — <i>Ses défauts</i>	20
III. — <i>Son évolution depuis 1804</i>	25
a) Les travaux des jurisconsultes	26
b) L'action de la jurisprudence et les créa- tions juridiques des tribunaux	26
c) L'action du notariat et des praticiens ..	30
d) Les modifications législatives apportées au régime légal du Code Civil	33

	Pagss
CHAPITRE III. — L'ÉVOLUTION DU DROIT MATRIMONIAL A L'ÉTRANGER DEPUIS LE CODE CIVIL...	38
I. — <i>L'intérêt de l'étude des législations étrangères en matière de droit matrimonial.</i>	38
II. — <i>Examen des régimes matrimoniaux étrangers</i>	39
a) Législation anglo-américaines	40
b) Législations latines et sud-américaines..	42
c) Législation germanique	45
d) Suisse et Turquie	47
e) Législation russe	50
f) Droit matrimonial des Etats issus de la guerre ou agrandis par elle.....	52
g) Législations scandinaves	56
h) Pays musulmans	61
i) Chine	62
III. — <i>L'évolution du droit matrimonial dans le monde</i>	63
CHAPITRE IV. — LA NÉCESSITÉ ET LES EXIGENCES D'UN RÉGIME MATRIMONIAL LÉGAL	67
I. — <i>Nécessité d'un régime légal</i>	67
II. — <i>Les exigences permanentes en matière de régime matrimonial légal</i>	71
a) Considérations morales	71
b) Considérations pécuniaires	72
c) Considérations sociales	73
d) Considérations nationales	74
III. — <i>Les exigences présentes en matière de ré- gime matrimonial légal</i>	74

	Pages
CHAPITRE V. — EXAMEN CRITIQUE DES SOLUTIONS PRO- POSÉES COMME RÉGIME MATRIMONIAL LÉ- GAL	81
a) Séparation de Biens Contractuelle.....	86
b) Régime Dotal	96
c) Régime d'Union des Biens ou Commu- nauté d'Administration	97
d) Communauté Réduite aux Acquêts.....	98
e) Les autres régimes de communauté con- ventionnelle	101
f) Proposition Dauthy au Sénat.....	105
g) Le projet Renoult	109
h) Le projet de l'Association des Notaires de France	119
i) Quelques opinions	122
j) Les délibérations de la Société d'études législatives	125
k) Proposition de loi tendant à supprimer l'immutabilité des conventions matrimo- niales	130
CHAPITRE VI. — ESSAI DE RÉGLEMENTATION NOUVELLE DE NOTRE RÉGIME LÉGAL DE COMMUNAUTÉ.	135
I. — <i>Projet de réalisation rapide de cette ré- glementation</i>	136
II. — <i>Principes et bases d'une réglementation nouvelle de la communauté légale</i>	137
III. — <i>Rôle juridique et social des époux dans le ménage</i>	141
IV. — <i>Composition de l'actif et du passif ma- trimonial</i>	145

	Pages
V. — <i>De l'administration des biens de la famille</i>	155
VI. — <i>Les biens réservés de l'épouse et l'extension de sa capacité juridique</i>	159
VII. — <i>Liquidation et partage de la masse commune</i>	161
VIII. — <i>Nécessité d'assurer la conservation des biens dans les familles</i>	163
IX. — <i>Inscription obligatoire de l'hypothèque légale de la femme mariée</i>	165
X. — <i>Création d'un registre matrimonial et suppression de l'immutabilité des conventions matrimoniales</i>	165
CONCLUSION	167
BIBLIOGRAPHIE	169

